

صكنا من الاصل

Feuilleton : « Voyage avec Colomb »

Le Monde

BOURSE ★

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15
QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14483 - 6 F
MARDI 30 JUILLET 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Immigration au futur

ON n'est pas près d'en finir avec les débats sur l'immigration. Au-delà des polémiques mensuelles auxquelles on assiste aujourd'hui en France - autour, par exemple, des trop fameux « charters » - la question se posera encore au début du prochain millénaire. Se plaçant sur le terrain économique, deux experts de l'INSEE (l'Institut national de la statistique et des études économiques) apportent, dans une étude publiée le 29 juillet, quelques éléments à la réflexion. Ils y affirment que l'appel aux immigrés pourrait être, vers l'an 2010, une nécessité pour la maintenance de la croissance de l'économie française.

L'immigration est source de dynamisme économique. Il faudrait ignorer l'Histoire pour croire le contraire. Sans remonter plus loin dans le temps, il n'est jamais inutile de rappeler que si la France a connu au cours des années 60 et au début des années 70 une croissance soutenue, c'est aussi grâce à l'arrivée massive d'une main-d'œuvre immigrée. Jeunes, disponibles, peu syndiqués au départ, peu exigeants et peu qualifiés, les travailleurs étrangers ont activement contribué à l'expansion. Née d'un mouvement migratoire gigantesque, les États-Unis le constatent à nouveau aujourd'hui : les États les plus dynamiques, ceux de l'Ouest et du Sud, sont ceux qui accueillent le plus grand nombre d'immigrés, d'Amérique latine et d'Asie.

ALORS que le chômage atteint aujourd'hui en France des niveaux records, l'INSEE affirme donc, dans sa revue « Économie et statistique », que le pays pourrait être confronté, vers l'an 2010, à une « pénurie de main-d'œuvre ». Les causes en sont connues : la baisse des naissances amorcée au début des années 70 et le vieillissement accéléré de la population française. L'immigration apparaît naturellement comme une réponse. Pour éviter une économie amoignée faute d'actifs, il faudrait, selon l'INSEE et à partir d'hypothèses démographiques probables, accepter pour la France un solde positif de 100 000 immigrés par an.

Le recours à d'autres moyens pourrait permettre de réduire ce chiffre : un recul de l'âge effectif du départ à la retraite, un développement accru de l'activité féminine et une amélioration de la productivité. Encore faudra-t-il faire accepter socialement et politiquement de telles évolutions. L'immigration n'en restera pas moins, à plus ou moins long terme, nécessaire.

MAIS, si l'INSEE le souligne opportunément, à la différence des années 60, ce dont la France - comme la plupart des autres pays européens - aura besoin au début du prochain millénaire, c'est d'une main-d'œuvre qualifiée. Les experts de l'Institut, rejoignant certains politiques, voient une solution possible dans un système de quotas par profession. Vieillesse, la France sera donc amenée à faire appel à des personnes formées dans les pays pauvres. Paradoxe : pour éviter la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, les pays riches vont attirer les élites des pays pauvres, freinant ainsi le développement de ces derniers. Il y a là une contradiction, et une injustice vis-à-vis du tiers-monde, que seule une politique de formation tous azimuts permettra de surmonter. Pour former les hommes et les femmes dont tous les pays auront besoin.

Lire page 13

l'article d'ALAIN LEBEAU

M 0147 - 0730 - 6,00 F



Avant la rencontre Bush-Gorbatchev à Moscou

Les Etats-Unis et l'URSS concluent la négociation sur les START

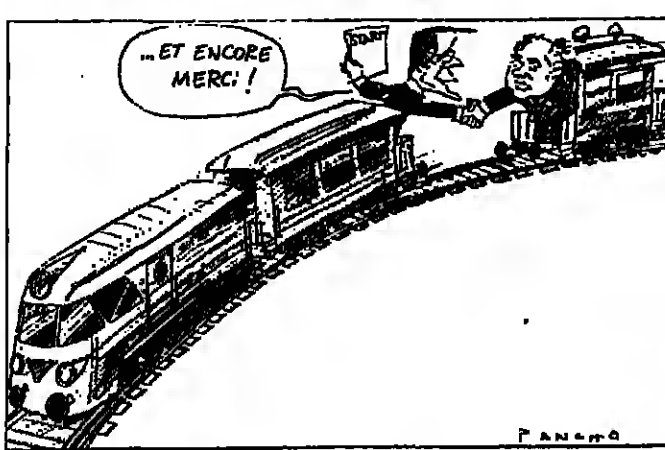
Les négociateurs américains et soviétiques de l'accord START devaient parapher, lundi 29 juillet, à Genève, le traité « historique » réduisant de 30 % les armements nucléaires stratégiques qui doit être signé mercredi, au deuxième jour du sommet américano-soviétique, à Moscou, par M. Bush et M. Gorbatchev.

MOSCOU

de notre envoyé spécial
M. George Bush arrive à Moscou plus fort qu'aucun président américain ne l'a peut-être jamais été face à un dirigeant soviétique. M. Gorbatchev a besoin de lui, pratiquement sur tous les dossiers qui vont être abordés, alors que l'inverse n'est pas vrai. La remarque vaut le désarmement, le Proche-Orient et, plus gênant pour l'Occident, pour la situation dans son pays, comme le prouve l'entretien prévu entre M. Bush et M. Eltsine.

DOMINIQUE DHOMBRES

Lire la suite page 3



Madagascar : dissolution du gouvernement

M. Didier Ratsiraka a rompu dimanche 28 juillet le silence qu'il observait depuis le début de la vague de contestation populaire dans la « Grande Ile ». Tentant de désamorcer la crise, le chef de l'Etat a annoncé la « dissolution immédiate » de son gouvernement et promis la tenue, cette année, d'un référendum sur une nouvelle constitution.

Lire page 4 l'article de notre envoyé spécial JEAN HÉLÈNE

BCCI : à finance mondiale, fraude mondiale

Drogue, politique, terrorisme, corruption... Un scandale multiforme

« Le Monde » commence aujourd'hui une série d'articles sur les acteurs du scandale de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), au cours de ses dix-neuf ans d'existence, pourrait dépasser la soixantaine de milliards de francs. Comme un mécanisme bien huilé, cette banque privée internationale faisait tourner tout autour de la terre, à travers ses réseaux, officiels comme clandestins, l'argent propre de déposants ordonnaires et l'argent sale des trafiquants de drogue, d'armes, de spéculateurs sur les marchés du cacao ou du

café, de fraudeurs fiscaux... Les fonds entraient et sortaient sans être systématiquement enregistrés. D'où la difficulté des enquêteurs pour établir une comptabilité qui ait un sens. Comment peut-on en arriver là ? Pourquoi les autorités monétaires des principaux pays occidentaux ont-elles mis tant de temps à réagir ? Amplification et internationalisation de la fraude semblent aller de pair avec déliquescence et mondialisation de la finance. Profitant des failles du

système, les escrocs s'immiscent dans les circuits financiers. Une illustration de ces « no man's land », de ces « trous noirs » que Jean-François Couvrat et Nicolas Pless décrivent dans *La face cachée de l'économie mondiale* (1), où prospéreraient plus de 1000 milliards de dollars.

Lire la suite et les articles de GAD SUTHERLAND et VERONIQUE MAURUS, page 14

Plus de cent morts au cours du week-end

La Yougoslavie s'enfonce dans la guerre civile

La Yougoslavie s'enfonce dans la guerre civile. Les combats entre Serbes et Croates se sont poursuivis durant le week-end et ont été les plus meurtriers depuis le début de la crise, faisant plus de cent morts. Lundi, à Bruxelles, les ministres des affaires étrangères de la CEE devaient examiner une proposition néerlandaise visant à créer des patrouilles mixtes regroupant des forces fédérales et croates.

BELGRADE

de notre correspondante
Le bilan des affrontements des derniers jours dans la région de Glina, Dvor, Na, Uoi et Kostajnica, au sud-est de Zagreb, pourrait s'élever à plus d'une centaine de morts, selon le quotidien yougoslave Borba. Le chiffre officiel, mais provisoire, de 30 victimes, avancé samedi 27 juillet dans la matinée, serait largement dépassé puisque les affrontements se sont poursuivis dimanche. D'après les témoignages recueillis sur place, les unités paramilitaires serbes et les

forces croates se livraient à présent à une véritable guerre. Cette région de Croatie, appelée Banja et peuplée de Serbes et de Croates, semble avoir été le théâtre d'une offensive des formations paramilitaires serbes de l'enclave de Kninska Krajina, au sud de la République. Le commandant de cette armée rebelle serbe, le capitaine Dragan, qui passe pour un mercenaire, affirmait, samedi, avoir « nettoyé la Banja des derniers noyaux de résistance oustachis et libéré les territoires serbes ».

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite page 4

GREEN EN POCHE



POINTS ROMAN

Avignon 1992

Alain Crombecque présente la prochaine édition du Festival qui sera centrée sur l'Espagne et l'Amérique latine

AVIGNON

de notre envoyée spéciale

« 110 000 entrées payantes escomptées contre 118 000 l'an dernier, 80 % de fréquentation pour les Comédies Barbares, qui, au début, se sont heurtées à de la méfiance, à l'exception des initiales entièrement louées. Un peu comme pour le Soulier de satin, qui avait fait 70 % de jauge. Les Ballets de Francfort, de William Forsythe, ont fait 95 %, le Cas Müller, 80 %... et puis on arrive aux 100 %, avec la Tempête par Peter Brook. Zingaro, les deux spectacles d'Isabelle Pousseur... »

« A côté, il y a eu des représentations problématiques, qui ont tourné autour de 30 %. Rien n'est jamais gagné au Festival. Y compris dans la Cour ». A quelques jours de la fin du Festival 1991, le directeur Alain Crombecque fait le point des réussites et des ratés. D'abord les ratés de la billetterie - en partie, mais ce n'est pas seulement responsables de la baisse de public, la crise y est aussi pour quelque chose - les centaines de chèques de location retournés à leurs co-voyeurs sous prétexte que toutes les places étaient vendues, le « placement libre », non

numéroté, qui engorge les rues de spectateurs vœux à l'avance, écoeuvrés, éraillant d'être mal assis. « C'est une erreur, on a cru simplifier les opérations, en définitive on les a compliquées. De toute façon, l'informotique est trop sophistiquée ».

La réussite qui lui tient le plus à cœur est celle des musiques iraniennes et du Tazieh. « Je suis fier d'avoir pu réaliser l'intégralité du programme, fier de sa qualité, heureux de l'intérêt qu'il a suscité. Le spectateur le plus assidu a été Peter Sellars. On reconnaît peut-être dans son travail un effet ping-pong. Je suis également heureux de la façon dont les Comédies Barbares ont été accueillies, de mieux en mieux ou si des représentations.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

Lire la suite page 10

Les Irakiens à bout de ressources

La population est menacée par la famine. page 5

Sports

- Tour de France : le triomphe d'Indurain.
- Judo : une famille au or.
- Automobiles : tabac et formula 1

pages 8 et 9

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ La France loin de l'Amérique latine. ■ L'Inde ou l'art des demi-mesures. ■ La chronique de Paul Fabra : La mythe tenace du Japon.

pages 15 et 16

Le sommaire complet se trouve page 22

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FR ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie-Saoudite, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 220 DR ; Italie, 1,20 L ; Israël, 2,200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KR ; Suisse, 1,00 FS ; USA (NY), 2,5 ; USA (autres), 2,50 \$.

TOUT POUR REUSSIR EN MEDECINE OU PHARMACIE

Voyage avec Colomb

GÈNES. — L'aéroport Christophe-Colomb est conquis sur la mer. A Gênes, depuis toujours, c'est ainsi : la mer ou rien. Pas de plaine, pas de compromis. Etroite, abrupte, la terre n'a pas laissé le choix aux hommes : se jeter à l'eau, vivre et renaitre par la mer ou elle-même, lent ressassé alpin, se meurt et s'abîme. Accroché à flanc de montagne, un Génois n'avait d'autre horizon que la Méditerranée, d'autre occasion rêvée que l'étale des flots et le courroux des vagues. Et c'est alors sans doute qu'entre habitude et aventure il choisissait de subir l'ordre des choses ou d'embrasser le désir du monde.

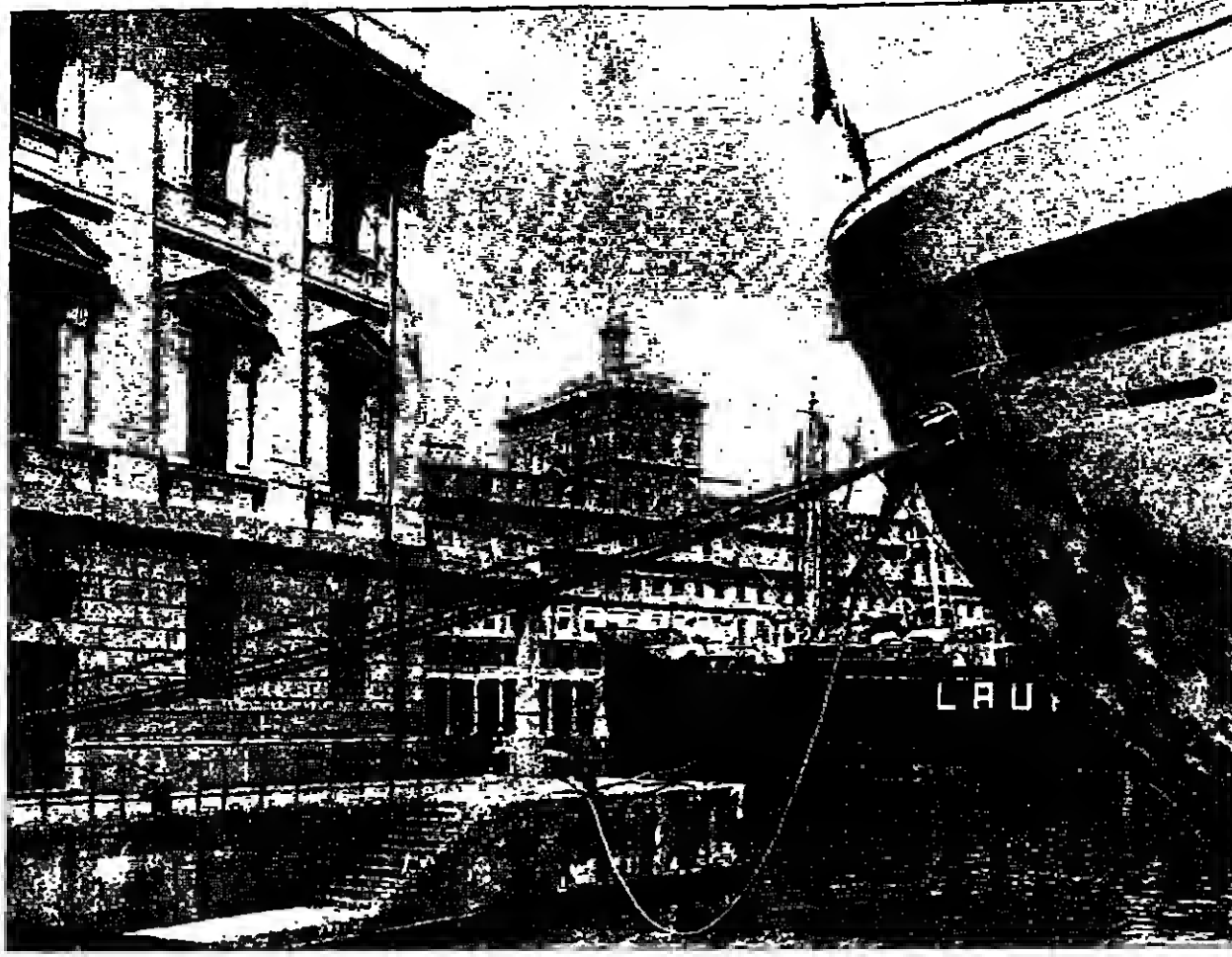
Saura-t-on jamais à quoi rêvait, enfant, le plus universel des Ligures, Cristoforo Colombo? Cinq siècles nous en séparent, autant dire un océan d'étrangeté que voudrait explorer ce périple qui commence à Gênes, sa première patrie, par cet aéroport posé sur l'eau. Quel fut cet homme? Quel fut, hier, le monde qui enfantait la découverte? Quel est, aujourd'hui, le monde qui en résulte? Sans embruns ni tempêtes, sans récifs ni hauts-fonds, avec la certitude apaisante du retour, nos interrogations épouseront la vie tumultueuse du Grand Amiral de la mer océane. Un voyage entre deux mondes, de l'Europe aux côtes africaines, des îles caribées à l'Amérique centrale, où Colomb sera notre sésame, prétexte à rencontres, occasion de détours, aiguillon de curiosités.

Revisitant le présent au miroir du passé, éroisant les impressions comme l'on mélange les peuples, cette chronique sera mélangée à l'instar de son héros, européen avant l'heure, errant de capitale en capitale, Italien parlant castillan, Portugais d'adoption devenu noble espagnol, inventeur d'Indiens en Amérique. Un mélange des genres dans le clair-obscur qui convient à cet homme de transition, entre Moyen Âge et Renaissance, encore archaïque et déjà moderne. Un récit conforme à l'ambiguïté du personnage, silencieux et bavard, volontiers comédien et souvent menteur, découvreur de paradis et convoyeur d'esclaves, fervent catholique mais peut-être juif, en quête d'Eden mais pourvoyeur d'Eldorado, homme de paix et fauteur de guerres.

DANS un coin du bureau d'Aldo Agostino, deux toiles d'araignée narquent le crucifix du mur opposé qui surplombe une borloge arrêtée. Pièces de musée — du XV^e siècle, évidemment — les sièges sont raides, surélevés, inconfortables, tout comme les bibliothèques sont massives et grillagées. Directeur de l'antenne génoise des Archives d'Etat, Agostino est le gardien du temple, le détenteur d'un trésor de guerre, butin d'une empoignée planétaire sur l'origine de Colomb.

A qui la faute, sinon au navigateur lui-même, qui s'est plu à brouiller les pistes, modifiant l'orthographe de son patronyme, agrémentant sa signature de symboles énigmatiques, jouant sans cesse sur le sens de ses nom et prénom? Abandonnant le Colombo italien, il se fera appeler en Espagne *Colón*, Fernando, son plus jeune fils et premier biographe, n'hésite pas à y voir la trace d'une « influence mystérieuse » paternelles. Pardi! Colombo, c'est « la colombe allant offrir le Saint-Esprit à mai de notions du Nouveau Monde qui s'ignorait comme s'ignorait le Sauveur lui-même avant que la colombe ne fût venue, un jour de son baptême, lui apprendre qu'il était le Fils de Dieu ». Quant à *Colón*, cela va de soi, « n'a-t-il pas fait des Indiens, en les arrachant aux mains de Salom, auant de colons du Paradis... ».

La modestie n'a jamais étouffé les Colomb, et Christophe le premier. De son prénom, il fera un emblème messianique, mêlant racines grecque et latine pour l'orthographe *NPOFERENS* et ainsi s'auto-proclamer « Porte-Christ », incarnation providentielle d'un chrétien conquérant. Il est permis de le prendre au sérieux, mais aussi de suspecter des ruses de joueur, de séducteur et d'aventurier, épousant le dis-



A Gênes, depuis toujours, c'est ainsi : la mer ou rien...

spécialiste italien de Colomb est en effet vice-président du Sénat : Paolo Emilio Taviani, soixante-dix-neuf ans, député ou sénateur sans interruption depuis 1946, vingt-deux ans ministre — de la défense, des finances et du Trésor, du Mezzogiorno et pour finir, presque dix ans durant, de l'intérieur. Démocrate-chrétien, évidemment. De Rome, le sénateur a fait savoir qu'il peut être joint « à toute heure de la nuit ». Matinale, la conversation téléphonique est une suite de recommandations ou souffrant pas la réplique.

A pied, en avion, en hélicoptère, en bateau, Taviani est le seul homme à avoir visité, inspecté, authentifié, photographié tous les lieux colombiens de la planète. Sous sa signature, deux superbes ouvrages, l'un de 1974, l'autre de 1984, répertorient le moindre arpent de littoral, la moindre crique, la moindre plage. De quoi décourager tout apprenti découvreur. « N'oubliez pas l'essentiel : j'ai démontré que Colomb avait marié son projet avant de s'installer au Portugal, en 1476, à vingt-cinq ans. » Un génie génois, forcément. « *Génie de la mer* », tel est le sous-titre du petit livre que Taviani a écrit pour le comité italien du cinquième centenaire, où il aligne soixante-deux témoignages italiens et trente et un témoignages étrangers, tous du XVI^e siècle, mentionnant l'origine génoise de l'Amiral. « Les racines de son caractère et de son être sont à Gênes, en Ligurie », Ligurie, tout comme les lecteurs du sénateur.

Taviani o vi tutti i luoghi, mai tutti i documenti. Aldo Agostino n'en finit pas de jongler avec ses papiers jaunés. Des textes froids, inventaires de prêts, de livraisons, de dettes, histoires d'argent. « J'ai prouvé que la lignée principale des Colomb s'est éteinte. Le dernier Colomb, un cousin de Christophe, est mort durant la grande peste de 1528-1529, comme un tiers de la population ligurienne. Après, il y a des femmes, mais elles ne portent plus le nom. » La « lignée principale », entendez la lignée génoise. Ce qui se passe après, ailleurs, n'est pas du ressort d'Agostino. Mais avant, au-delà de 1429? L'archiviste reconnaît en être réduit à des hypothèses : « Une famille de paysans qui habitait depuis longtemps dans la vallée de Fontanabuona », un lieu de passage sur la « route du pain », un axe de survie pour Gênes, parsemé de moulins. Des Ligures, des paysans, forcément. Depuis toujours?..

Mais alors pourquoi Antonio Gallo, ce chroniqueur génois ami des Colomb, écrit-il en 1506 que Christophe et ses deux frères, « des qu'ils furent pubères, s'embarquèrent, selon la coutume des leurs »? Et pourquoi Fernando, le fils, affirme-t-il savoir de son père que « dans sa famille, on était marin de père en fils »? A peine saisi, le personnage se dérobe. A moins qu'il ne faille entendre ceci : pour lui, seule comptait la mer. La mer et son métier, dans lequel il confiera être entré dès quatorze ans parce que « l'art de la navigation incite à connaître les secrets du monde ». La mer, abîme de mystère, porte du futur, dont les embruns dispersent la poussière des parchemins.

EN cheminant dans les ruelles du vieux Gênes à la recherche du port, on peut croiser deux prostituées plutôt sages à l'angle du Vico Usodimare. Usodimare, littéralement « usage de mer », nom prédestiné d'une grande famille génoise. Mauvaise payeur, l'un de ses fils, Antonio, fut un jour de 1451 filer à l'anglaise. L'argent, encore. Sept ans plus tard, en 1458, Usodimare était de retour, triomphant, regardant de haut ses créanciers. Pour le compte des Portugais, il s'en était allé sur les côtes de Guinée, explorant le Cap Vert — aujourd'hui Dakar — et poursuivant au-delà, jusqu'en Gambie et en Casamance. A Gênes, il racontait des histoires à dormir debout, prétendant avoir retrouvé les descendants d'une expédition génoise perdue corps et biens deux siècles auparavant. En 1458, Christophe avait sept ans.

A quoi rêvait Colomb enfant? Au palazzo D'Albertis, une sculpture de Giulio Monteverde l'imagine, gamio romantique, lourdes anglaises tombant en vagues sur la nuque, assis au bord d'un quai sur une borne d'amarrage, un pied glissé dans l'anneau des cordages, un livre ouvert en mains, songeur. Bientôt, il partira pour ne plus revenir, envahi par l'ineffable sentiment de non-appartenance de ceux qui risquent le voyage sans retour. « S'en aller! S'en aller! Parole de vivant! », selon le cri de Saint-John Perse, inévitable compagnon de voyage puisque poète d'entre-deux mondes, d'Europe et d'Amérique, d'îles et de mers. Partir, échapper à la cruauté du monde, et laisser derrière soi le mystère, inviolé — « Sinon l'enfance, qu'y avait-il alors qu'il n'y a plus? »...

Prochain article :

Gênes, ville cruelle

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

1. Partir, parole de vivant

par Edwy Plenel

cours convenu de ses ambitions. L'identité de Colomb est voyageuse, en perpétuel transit, à l'image de l'émigré qu'il fut. Pas moins de quatorze berceaux! On l'a fait Galicien, Catalan, Grec, Anglais, Scandio, Suisse, Portugais et même trois fois Français. Sans oublier les Corses, qui le voulaient, et le veulent encore, natif de Calvi, alors colonie génoise. Il était de partout, c'est-à-dire de nulle part. A tel point qu'au tournant du siècle passé, dans la foulée du quatrième centenaire de son premier voyage transatlantique, des historiens affolés se mirent à douter de son existence.

LA vérité est que ce routé y a mis du siec, s'égarant à plaisir dans son œuvre : « Je ne suis pas le premier amiral de ma famille, mais que l'on me nomme comme on voudra, car, après tout, David commença par garder les moutons avant de devenir roi de Jérusalem; or je suis le serviteur du même Seigneur qui élut David à cet étoi. » Ses fils nous désespèrent qui avoue être « fort imparfaitement renseigné sur tout ce qui concerne les premiers temps de sa vie [parce qu'] étant très jeune, je n'osai l'interroger ». A la mort de son père, il avait pourtant dix-huit ans... Il s'en sort par une pirouette, un mystère sacré digne des pieux mensonges paternels : « C'est sur les rivages de la mer et non dans les palais que Notre-Seigneur choisit ses apôtres. Donc, plus obscures et incertaines sont les origines de l'Amiral, plus grand aussi est le dessein dont il se montra digne. »

Heureusement, Aldo Agostino est là, avec à sa droite un vieux coffre à trésor, l'ancienne armoire secrète des Génois pour faire taire les généalogistes rêveurs. Sans doute ne le jugeait-on plus assez sûr, au temps

des cadenas électroniques. Il est vide désormais, tandis que les précieuses preuves sont alignées à deux pas, dans les vitrines d'une chambre forte aux allures de chapelle de oron, la salle Colombio. Quarante-sept parchemins, les plus décisifs sur un total de cent quatre-vingt-sept documents originaux, textes notariés, actes de vote, contrats, jugements, etc. Tout sur Colomb et sa famille, le Colomb d'avant l'Amiral, d'avant le mythe et la légende. Un passé que le futur n'a pu travestir.

Tant pis pour l'orgueil corse, il est bien oé à Gênes. Et, n'en déplaise aux hagiographes, le recoupement décisif vient d'une vilaine histoire de dette impayée. Le 19 mai 1506, Colomb n'a plus qu'un jour à vivre. Sur son lit de mort, à Valladolid, en Espagne, il dicte un codicille à son testament. Le notaire appose enfin son paraphe. C'est alors que l'Amiral, pris d'un remords, fait ajouter quelques bénéficiaires. A l'exception d'un énigmatique « juif qui demeurait à la porte du quartier juif de Lisbonne », tous sont génois ou apparentés à des familles génoises. Les premiers mentionnés sont les bérriers de Girolamo del Porto, qui devront recevoir « vingt ducats ou leur équivalent ». Or, près de trente-six ans plus tôt, le 22 septembre 1470, un certain Domenico Colombo avait été arrêté à Gênes, puis relâché après avoir été condamné à une amende de 35 livres pour une dette impayée en faveur, justement, de Girolamo del Porto. Et le jugement précise que Domenico a comparu en présence de son fils, Cristoforo, lui-même inclus dans la condamnation.

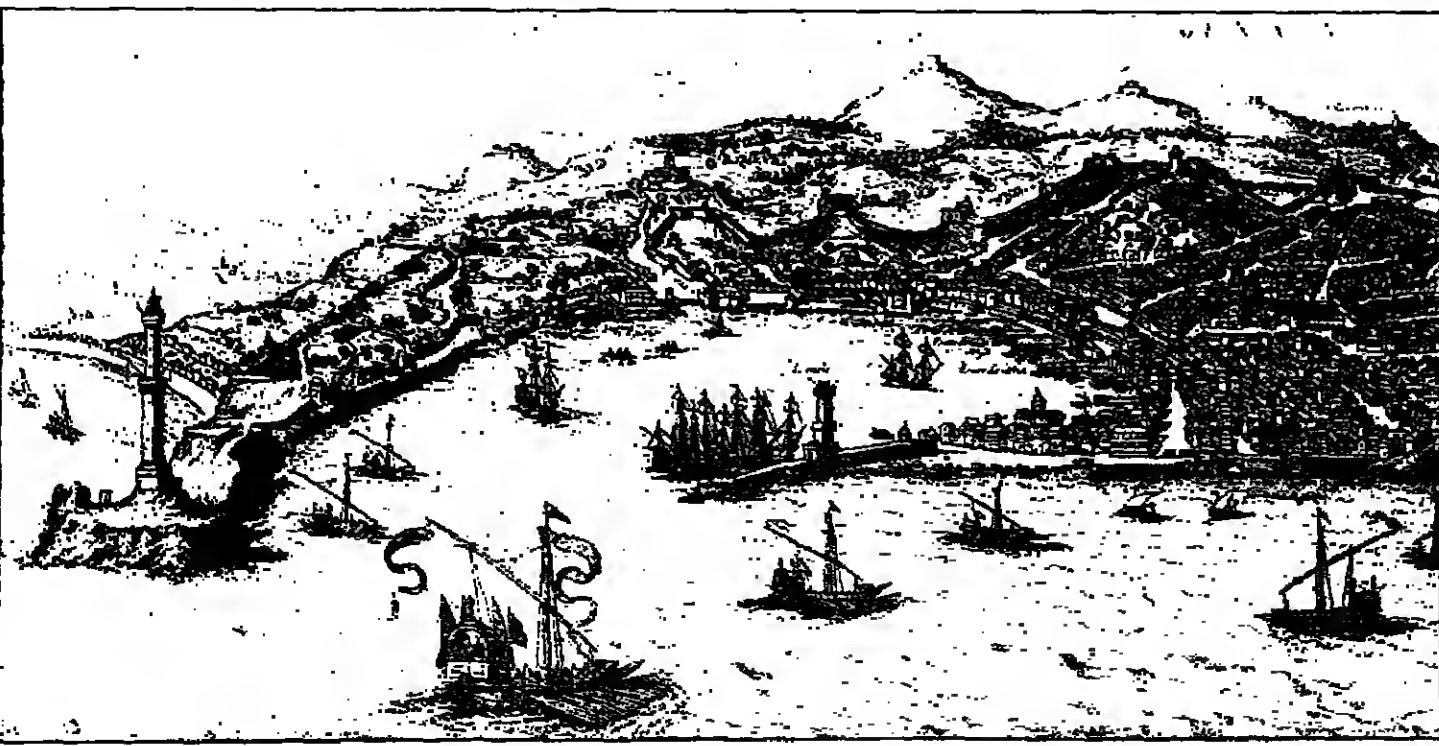
Colombo et Colon ne font donc bien qu'un. Tout découle de cette découverte. Le plus ancien document où l'on retrouve

la trace des Colombo date de 1429. C'est un contrat d'apprentissage par lequel Giovanni Colombo place son fils Domenico, âgé de onze ans, chez un tisserand de Gênes. Aldo Agostino ne remonte pas au-delà de l'arrière-grand-père, un paysan établi à Moconesi, dans la vallée de Fontanabuona, à une trentaine de kilomètres de Gênes. C'est dans ce village qu'est né le grand-père, Giovanni, avant de s'installer à Quotio, aujourd'hui un faubourg de la ville. En 1439, Domenico est un maître tisserand confirmé, un métier sédentaire, entre pauvres et riches.

CHRISTOPHE serait oé en 1451. Cette déduction est mathématique. Le 31 octobre 1470, encore dans une reconnaissance de dette, le futur amiral déclare avoir dix-neuf ans. Le 25 août 1479, dans un acte notarié génois découvert en 1904, il se donne vingt-sept ans. S'il a dit vrai, il est oé entre le 25 août et le 31 octobre 1451, à une époque où son père avait reçu l'insigne charge de gardien d'une des portes de la ville, la Porta dell'Olivella. A Gênes donc, définitivement. Baptisé « documento Assereto », du nom de son découvreur, l'acte d'août 1479 renforce les conclusions précédentes. Cristoforo Colombo, qui y reconnaît avoir cooverté du sucre depuis l'île de Madère pour le compte d'un négociant génois, précise qu'il repart le lendemain matin pour Lisbonne. Autant de détails que recourent les années portugaises du navigateur.

De Gênes, forcément. Si Gênes était encore une république, Colomb y serait une affaire d'Etat. D'ailleurs Aldo Agostino se profile l'ombre tutélaire d'une figure de la politique ligurienne, le sénateur Taviani. « Le »

Gravure du XVII^e siècle représentant le port de Gênes



DOCUMENT BIBLIOTHÈQUE NATIONALE CARTES ET PLANS

حکومت اسلامی

ÉTRANGER

URSS : le départ de l'inspirateur de la perestroïka

La démission de M. Iakovlev illustre l'ambiguïté du succès de M. Gorbatchev devant le plénum du Parti

Le président George Bush rencontrera, mardi 30 juillet à Moscou, un Mikhaïl Gorbatchev certes conforté par le compromis passé avec M. Boris Eltsine et les Républiques, mais trainant derrière lui cet autre compromis ambigu auquel il est parvenu, le semaine dernière, avec l'establishment communiste lors du plénum du PCUS. En acceptant un certain nombre de concessions, notamment en ce qui concerne l'interdiction des structures du parti au sein des entreprises et des administrations, il a, par ricochet, renforcé l'image de « vrai » réformateur de Boris Eltsine, risquant ainsi de se couper encore un peu plus des forces vives de son propre pays.

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

Une victoire pour M. Gorbatchev, certes, mais des plus ambiguës, c'est en tout cas la conclusion que semble avoir tirée, au lendemain du plénum du PCUS, celui qui restait le meilleur lien du président avec les réformateurs, son conseiller et fidèle ami, M. Alexandre Iakovlev. A deux jours seulement de l'arrivée de M. Bush, l'« éminence grise » et l'inspirateur de la perestroïka, celui

qui, avec M. Edouard Chevardnadze, a le plus servi l'image de M. Gorbatchev à l'étranger, n'en a pas moins quitté son poste de premier conseiller du président. Son retour à ce poste, au printemps dernier, avait été interprété comme un des signes marquant la fin de l'époque hivernale du repli exclusif de M. Gorbatchev sur les conservateurs. Aujourd'hui, son nouveau départ ne manquera pas d'intriguer.

« Fantômes et privilèges »

M. Iakovlev a voulu un départ aussi discret que la démission de son collègue géorgien Edouard Chevardnadze, en décembre dernier, fut fracassante. Il s'est borné à faire une courte déclaration, samedi à la télévision de Russie, sans donner d'explications sur son geste. Mais, lors d'une conférence de presse tenue le même jour, il a affirmé qu'à son avis M. Gorbatchev ne démissionnerait pas de son poste de secrétaire général d'un parti dont la majorité des dirigeants « sont prêts à accepter l'empire qu'il a pu constituer, pourvu que leurs fantômes et privilèges restent assurés ». Le programme « social-démocrate » que M. Gorbatchev a pratiquement imposé au plénum ne sera donc pas suffisant, selon M. Iakovlev, pour décider la masse des conservateurs à quitter le parti lors du congrès de l'hiver prochain.

Il souhaitait qu'une scission intervienne au PCUS lors du congrès de l'an dernier, au moment où ce parti « était peut-être encore réformable ».

Aujourd'hui, cet homme de soixante-huit ans affirme, comme la plupart des Soviétiques, que ce qui se passe aux divers plénums communistes de l'URSS, sans de l'ailleurs, rendant son verdict samedi et que M. Gorbatchev, promis-juré, prendrait des mesures pour défendre « les droits de l'homme ». Pourtant, encore une fois, le président soviétique n'a sans doute pas dit la son dernier mot.

Pour calmer les passions, il fut annoncé, au cours du plénum, que le Comité de contrôle constitutionnel de l'URSS, sans de l'ailleurs, rendrait son verdict samedi et que M. Gorbatchev, promis-juré, prendrait des mesures pour défendre « les droits de l'homme ». Pourtant, encore une fois, le président soviétique n'a sans doute pas dit la son dernier mot.

Pour calmer les passions, il fut annoncé, au cours du plénum, que le Comité de contrôle constitutionnel de l'URSS, sans de l'ailleurs, rendrait son verdict samedi et que M. Gorbatchev, promis-juré, prendrait des mesures pour défendre « les droits de l'homme ». Pourtant, encore une fois, le président soviétique n'a sans doute pas dit la son dernier mot.

« L'homme des communistes »

Samedi, le plénum fini et ses délégués dispersés, les journalistes ont eu la surprise d'entendre de la bouche du président du Comité non pas le verdict, mais une magistrale leçon de droit. M. Sergueï Alexeïev, un proche du chef de l'Etat, a posément expliqué que toute décision de son comité devait suivre une procédure établie dans les audiences publiques. Bref, cela prendrait des semaines et, en attendant, le Comité demande au président russe de suspendre son décret. Une demande qui n'est pas forcée contraignante, a précisé M. Alexeïev, en soulignant, avec un large sourire, que la suppression de l'article 6 de la Constitution soviétique sur le rôle dirigeant du PC s'appuyait en fait la « désidéologisation » de « certaines structures ».

M. Alexeïev n'a d'ailleurs pas manqué de rappeler que son Comité, par exemple, fonctionnait depuis un an et demi sans aucune structure du parti en son sein. Se dessine ainsi une issue très gorbatchévienne à la première « crise » survenue depuis l'accord du 23 avril entre M. Gorbatchev et les neuf Républiques. Même si certains

observateurs estiment que M. Eltsine n'y est pas étranger.

Quant à la question de fond, cette fameuse « déparisation », à savoir la mise à l'écart des structures du parti dans les entreprises et les administrations, elle n'avait pas attendu le décret de M. Eltsine pour entrer en vigueur. Depuis des mois, les collectifs ouvriers d'un nombre croissant d'entreprises prenaient possession des locaux du parti. Les privatisations, les ventes de terrains ou d'immeubles, les sociétés à 100 % étrangères ou la création de centaines de Bourses de commerces avaient d'ailleurs toutes également commencé avant l'adoption des textes les autorisant officiellement.

Ces mouvements, qui ont anticipé en quelque sorte les décisions politiques, empêchent M. Gorbatchev d'en paraître l'initiateur puisqu'il fait et présente figure de frein dans cette accélération, cette révolution apparemment irrépressible.

Prières
du patriarche Alexis

Quant au traité de l'Union, rien n'est venu, pour le moment, confirmer la récente affirmation de M. Gorbatchev selon laquelle « le travail sur le texte est achevé ». Les discussions portent maintenant sur les mécanismes de contrôle par les Républiques du budget de l'Union, dont M. Eltsine a finalement accepté qu'il soit alimenté par un impôt fédéral. Mais certainement pas à concurrence des besoins actuels de l'URSS, qui sont couverts par une émission monétaire toujours en hausse et qui échoue de déréglé l'économie.

Le premier ministre, M. Valentin Pavlov, orfèvre en la matière et grand pourfendeur de banques occidentales, est un des conservateurs dont s'est entouré cet hiver M. Gorbatchev. Le général Boris Gromov, vice-ministre de l'Intérieur et ancien chef du contingent soviétique en Afghanistan, en est un autre. Appelé par la presse réformatrice le « bonaparte » soviétique, ses photos tapissent les murs d'une exposition organisée actuellement à Moscou par le ministère de la Défense, alors qu'il a signé, au retour de M. Gorbatchev de Londres, un appel à l'armée pour défendre la patrie menacée par ceux qui « vont chercher des conseils d'outre-mer ».

Le maintien à leurs postes de ces deux hommes, entre autres, paraît difficilement compatible avec l'écrou de l'URSS de l'aidé américaine que M. Gorbatchev va demander au président Bush.

A moins que ne soient exaucées les prières en faveur du succès de la rencontre prononcées lors d'un service spécial célébré dimanche par le patriarche Alexis de Moscou et de toutes les Russes. Prières qui ont été abondamment relayées par la télévision centrale de M. Gorbatchev, mais aussi par la télévision russe de Boris Eltsine. Comme quoi le consensus tient toujours. En attendant les pénuries de l'hiver.

SOPHIE SHIHAB

Avant le sommet américano-soviétique

Le traité START est paraphé à Genève

Les négociateurs américains et soviétiques du traité START ont mis la touche finale au document de six cents pages qui devait être paraphé à Genève, lundi 29 juillet en fin de matinée, soit deux jours avant la signature du traité, au Kremlin, par M. Bush et Gorbatchev. Ayant converti en termes techniques les derniers points que les présidents américain et soviétique avaient convenus de résoudre, à Londres, deux semaines auparavant, les responsables des délégations, M. Linton F. Brooks pour les Etats-Unis et M. Iouri Nazarkina pour

l'URSS, devaient apposer 2400 paraphes au bas des documents.

« Signer le START sera très important », a déclaré le président Bush à la veille de son arrivée à Moscou, en estimant que le sommet devrait lui permettre d'évaluer la situation de l'économie soviétique. « A Moscou, j'aurai l'occasion de recevoir, une nouvelle fois, des informations de première main du président Gorbatchev sur les problèmes de son pays », a encore dit M. Bush, pour lequel il s'agit du « premier sommet de l'après-guerre froide ». Dans un entretien

accordé à la presse soviétique, le président américain a estimé que l'adhésion de l'URSS à part entière au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale « requiert certaines conditions qui ne sont pas remplies ».

Enfin, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a adressé dimanche un message « important » au président soviétique sur « les orientations de l'OLP concernant l'évolution du processus politique en cours » au Proche-Orient, a indiqué l'agence palustienne Wafa à Tunis.

plus étonner l'opinion lorsqu'on procéda, longtemps après, et un peu moins qu'on ne pouvait l'espérer, à la réduction tant attendue.

L'autre grand sujet est le Proche-Orient. M. Gorbatchev poursuit, dans ce domaine, l'inlassable effort de la diplomatie soviétique depuis Brejnev pour imposer la participation de l'URSS à une conférence internationale mettant fin au conflit israélo-arabe et créant une paix durable dans cette partie du monde. L'hypocrisie brejnévienne sur ce dossier était totale. Il s'agit, en fait, d'un simple jeu de mots, d'un jeu de mots qui se répète au bon souvenir qu'il ne peut pas se passer de l'URSS, en se posant en défenseur farouche de leurs intérêts, sans jamais se soucier des possibilités concrètes d'aboutir.

La donne a radicalement changé avec la « nouvelle mentalité » chère à M. Gorbatchev. L'URSS, loin d'être l'ennemi régional, est devenue un partenaire régional, et son « allié objectif américain » pouvait être vaincu, avec l'aide du nationalisme arabe.

Le temps semble révolu où ce qui comptait était non pas l'intérêt des peuples du Proche-Orient, mais le maintien d'un état de crise, voire d'hostilité, ouvert dans une zone qui était censée être celle où « l'impérialisme américain » et son « allié objectif américain » pouvaient être vaincus, avec l'aide du nationalisme arabe.

La ligne suivie par M. Alexandre Beemertnykh, le successeur de M. Edouard Chevardnadze aux affaires étrangères, est très éloignée de cette attitude archaïque, mais des ambiguïtés sont réapparues à l'occasion l'hiver dernier, lorsque M. Gorbatchev a fait alliance avec les conservateurs. Le président soviétique aimait bien apparaître comme le sommet de Moscou aboutissant à une annonce spectaculaire en ce qui concerne la tenue de cette fameuse conférence. Il se pourrait, bien d'ailleurs, que MM. Bush et Gorbatchev soient beaucoup plus proches l'un de l'autre, dans cette affaire, qu'on ne le dit.

Le président américain était excédé par l'intransigence de l'Etat hébreu.

En politique intérieure, M. Gorbatchev peut se vanter d'avoir une fois de plus obtenu un succès de dernière minute. Il a en effet réussi à faire en sorte que le plénum du comité central ne l'ait pas directement et ne remette pas en cause son statut de secrétaire général alors qu'il se pose chaque jour davantage en fossoyeur des dogmes marxistes. Le grand débâcle idéologique a été repoussé au congrès extraordinaire du parti prévu pour novembre. M. Gorbatchev est passé maître dans l'art de retarder les échéances.

Les temps sont difficiles pour le président soviétique. La doctrine occidentale (et japonaise) a été nettement formulée lors du sommet des pays les plus industrialisés à Londres : il n'y aura pas d'aide financière massive directe. Seuls M. François Mitterrand - au nom d'une certaine tradition gaullienne - et M. Helmut Kohl pour des raisons différentes, qui tiennent à la présence de centaines de milliers de soldats soviétiques sur le territoire de l'ancienne Allemagne de l'Est - sont favorables à une aide à fonds perdus, dans certaines limites cependant. Pour M. Bush, une telle générosité est hors de question et hors de propos.

DOMINIQUE DHOMBRES

ESPAGNE : à la veille de la visite du roi Juan Carlos

Recrudescence d'attentats au Pays basque

MADRID
de notre correspondant

Cinq attentats à la voiture piégée se sont produits, en moins d'une semaine, au Pays basque espagnol, dont le dernier, dimanche 28 juillet, a causé la mort d'un garde civil. Le rythme des opérations terroristes semble s'être accéléré avec l'annonce de la visite officielle du roi Juan Carlos dans les provinces basques de Biscaye et de Guipuzcoa, prévue pour mardi et mercredi. Si aucun de ces attentats n'a pour le moment été revendiqué, la police pense que le mouvement séparatiste basque ETA pourrait en être l'auteur. Le troisième voyage officiel, en seize ans de monarchie, que va effectuer le roi Juan Carlos au Pays basque espagnol a provoqué un véritable tollé parmi les indépendantistes les plus durs, en particulier chez les militants du parti Herri Batasuna, proche de l'ETA, dont l'un des leaders a déclaré, en apprenant la visite royale, que Juan Carlos serait reçu aussi mal « que les tanks yougoslaves en Slovaquie ».

Le roi et la reine, qui devaient arriver en hélicoptère à Guernica

La visite de M. Bush à Moscou

Suite de la première page

La baisse de puissance de l'URSS sur la scène internationale est le phénomène majeur de ces dernières années. Le processus était déjà amorcé lors de la première rencontre au sommet entre les deux chefs d'Etat, à Malte, en 1989, mais il s'est accentué depuis lors. Le déséquilibre de la grande négociation commencée il y a près de dix ans à l'initiative du président Reagan. Pour la première fois, Américains et Soviétiques acceptent de réduire leurs « systèmes centraux », c'est-à-dire l'ensemble des engins nucléaires intercontinentaux dont ils disposent pour se détruire mutuellement.

La réduction est de l'ordre de 30 %, donc quelque peu inférieure à celle qui était envisagée au départ par M. Ronald Reagan (50 %). L'événement est une bonne nouvelle pour le monde et un grand progrès. L'ennui est qu'il n'est tellement anticipé qu'on risque de ne pas y porter l'attention qu'il mérite. A force d'annoncer qu'on va diminuer le nombre des engins de mort, on finit par ne

diplomatiques et stratégiques, qui découlent de la baisse de puissance de l'URSS. Les monstres froids que sont les Etats n'ont pas, de toute façon, d'autres modes de relation.

Il s'agit, à partir de mardi matin, du premier sommet présidentiel entre M. Bush et M. Gorbatchev, qui se tient dans la capitale soviétique. Ce simple fait en dit long sur la perte de prestige de l'URSS. Les dirigeants russes ou soviétiques, quels qu'ils soient, aiment bien montrer à leur peuple qu'ils peuvent inviter chez eux les grands de ce monde et leur dicter l'ordre du jour de la rencontre ou, à tout le moins, leur imposer quelques-unes de leurs priorités du moment. Est-ce encore le cas ?

La « nouvelle mentalité » soviétique

Il y a évidemment la signature en grande pompe, prévue, sauf incident de dernière minute, pour mercredi, du traité START, qui constitue l'aboutissement de la grande négociation commencée il y a près de dix ans à l'initiative du président Reagan. Pour la première fois, Américains et Soviétiques acceptent de réduire leurs « systèmes centraux », c'est-à-dire l'ensemble des engins nucléaires intercontinentaux dont ils disposent pour se détruire mutuellement.

La réduction est de l'ordre de 30 %, donc quelque peu inférieure à celle qui était envisagée au départ par M. Ronald Reagan (50 %). L'événement est une bonne nouvelle pour le monde et un grand progrès. L'ennui est qu'il n'est tellement anticipé qu'on risque de ne pas y porter l'attention qu'il mérite. A force d'annoncer qu'on va diminuer le nombre des engins de mort, on finit par ne

plus étonner l'opinion lorsqu'on procéda, longtemps après, et un peu moins qu'on ne pouvait l'espérer, à la réduction tant attendue.

L'autre grand sujet est le Proche-Orient. M. Gorbatchev poursuit, dans ce domaine, l'inlassable effort de la diplomatie soviétique depuis Brejnev pour imposer la participation de l'URSS à une conférence internationale mettant fin au conflit israélo-arabe et créant une paix durable dans cette partie du monde. L'hypocrisie brejnévienne sur ce dossier était totale. Il s'agit, en fait, d'un simple jeu de mots, d'un jeu de mots qui se répète au bon souvenir qu'il ne peut pas se passer de l'URSS, en se posant en défenseur farouche de leurs intérêts, sans jamais se soucier des possibilités concrètes d'aboutir.

La donne a radicalement changé avec la « nouvelle mentalité » chère à M. Gorbatchev. L'URSS, loin d'être l'ennemi régional, est devenue un partenaire régional, et son « allié objectif américain » pouvait être vaincu, avec l'aide du nationalisme arabe.

Le temps semble révolu où ce qui comptait était non pas l'intérêt des peuples du Proche-Orient, mais le maintien d'un état de crise, voire d'hostilité, ouvert dans une zone qui était censée être celle où « l'impérialisme américain » et son « allié objectif américain » pouvaient être vaincus, avec l'aide du nationalisme arabe.

La ligne suivie par M. Alexandre Beemertnykh, le successeur de M. Edouard Chevardnadze aux affaires étrangères, est très éloignée de cette attitude archaïque, mais des ambiguïtés sont réapparues à l'occasion l'hiver dernier, lorsque M. Gorbatchev a fait alliance avec les conservateurs. Le président soviétique aimait bien apparaître comme le sommet de Moscou aboutissant à une annonce spectaculaire en ce qui concerne la tenue de cette fameuse conférence. Il se pourrait, bien d'ailleurs, que MM. Bush et Gorbatchev soient beaucoup plus proches l'un de l'autre, dans cette affaire, qu'on ne le dit.

Le président américain était excédé par l'intransigence de l'Etat hébreu.

En politique intérieure, M. Gorbatchev peut se vanter d'avoir une fois de plus obtenu un succès de dernière minute. Il a en effet réussi à faire en sorte que le plénum du comité central ne l'ait pas directement et ne remette pas en cause son statut de secrétaire général alors qu'il se pose chaque jour davantage en fossoyeur des dogmes marxistes. Le grand débâcle idéologique a été repoussé au congrès extraordinaire du parti prévu pour novembre. M. Gorbatchev est passé maître dans l'art de retarder les échéances.

Les temps sont difficiles pour le président soviétique. La doctrine occidentale (et japonaise) a été nettement formulée lors du sommet des pays les plus industrialisés à Londres : il n'y aura pas d'aide financière massive directe. Seuls M. François Mitterrand - au nom d'une certaine tradition gaullienne - et M. Helmut Kohl pour des raisons différentes, qui tiennent à la présence de centaines de milliers de soldats soviétiques sur le territoire de l'ancienne Allemagne de l'Est - sont favorables à une aide à fonds perdus, dans certaines limites cependant. Pour M. Bush, une telle générosité est hors de question et hors de propos.

DOMINIQUE DHOMBRES

ESPAGNE : à la veille de la visite du roi Juan Carlos

Recrudescence d'attentats au Pays basque

MADRID
de notre correspondant

Cinq attentats à la voiture piégée se sont produits, en moins d'une semaine, au Pays basque espagnol, dont le dernier, dimanche 28 juillet, a causé la mort d'un garde civil. Le rythme des opérations terroristes semble s'être accéléré avec l'annonce de la visite officielle du roi Juan Carlos dans les provinces basques de Biscaye et de Guipuzcoa, prévue pour mardi et mercredi. Si aucun de ces attentats n'a pour le moment été revendiqué, la police pense que le mouvement séparatiste basque ETA pourrait en être l'auteur. Le troisième voyage officiel, en seize ans de monarchie, que va effectuer le roi Juan Carlos au Pays basque espagnol a provoqué un véritable tollé parmi les indépendantistes les plus durs, en particulier chez les militants du parti Herri Batasuna, proche de l'ETA, dont l'un des leaders a déclaré, en apprenant la visite royale, que Juan Carlos serait reçu aussi mal « que les tanks yougoslaves en Slovaquie ».

Le roi et la reine, qui devaient arriver en hélicoptère à Guernica

EN BREF

IRAN : sept pendaisons pour trafic de drogue. - Sept personnes reconnues coupables de trafic de drogue par des tribunaux islamiques ont été pendues dans la ville de Birdjand, et 900 autres trafiquants ont été arrêtés aux cours des deux dernières semaines, selon la presse iranienne. Au total, 1 876 pendaisons ont eu lieu depuis l'entrée en vigueur, en 1989, de la loi réprimant le trafic de drogue, qui prévoit la peine de mort pour « toute personne détenant plus de 33 grammes d'héroïne ou cinq kilos d'opium ». - (AFP.)

VIETNAM : réunion de l'Assemblée nationale. - Les députés vietnamiens, réunis samedi 27 juillet pour une session de deux semaines au cours de laquelle ils éliront un nouveau premier ministre, ont entamé leurs travaux destinés à amender la Constitution de 1980. Le favori pour la succession de M. Do Muoi, actuel président du conseil, est M. Vo Van Kiet, premier vice-premier ministre chargé des affaires économiques. - (AP.)

Rectificatif. - Dans l'article concernant l'accueil des réfugiés albanais en Italie (le Monde du 26 juillet), il fallait lire : « près de 7 000 (et non près de 70 000) des 24 000 réfugiés arrivés en Italie depuis le printemps ont trouvé un emploi ou sont en cours de formation professionnelle ».

EUROPE

YUGOSLAVIE : la réunion des Douze à Bruxelles

Les Pays-Bas favorables à des patrouilles « mixtes » croates et fédérales

Les Pays-Bas, qui président actuellement la Communauté européenne, devaient proposer aux Douze, lundi 29 juillet, une nouvelle initiative en Yougoslavie, incluant la création de patrouilles « mixtes », croates et fédérales, a indiqué le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans van den Broek. Cette initiative devait être présentée lors de la réunion à Bruxelles des douze chefs de la diplomatie, à laquelle devaient assister le premier ministre fédéral yougoslave, M. Ante Markovic, le ministre des affaires étrangères, M. Budimir Loncar, et deux membres de la présidence fédérale yougoslave, les représentants de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine, M. Bogie Bogicevic et Vasil Tupurkovski.

Parmi les propositions de M. van den Broek figure notamment celle de demander « à l'armée fédérale et aux forces territoriales croates, d'unir leurs efforts pacifiquement et de faire, par exemple, des patrouilles communes éventuellement coordonnées avec des activités de la mission de contrôle de la CEE ».

De son côté, le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, a proposé, samedi, lors du sommet de la Pentagone à Dubrovnik (le Monde daté 28-29 juillet), que les parties en conflit et la trêve européenne se réunissent à nouveau, mardi ou mercredi à Belgrade. M. Markovic a laissé entendre qu'il pourrait démissionner si son plan de paix, jusqu'à présent ignoré, n'était pas adopté. Au cours de ce sommet, la Pentagone (organisation de coopération économique comprenant l'Autriche, la Hongrie, l'Italie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie) s'est élargie à la Pologne, prenant ainsi le nom d'« Hexagone ».

Enfin, le président Stipe Mesic a demandé dimanche l'envoi d'une force de maintien de la paix issue des pays membres de la CEE, en cas d'échec de la médiation européenne. — (AFP, Reuter, AP.)

Les Yougoslaves s'enfoncent dans la guerre civile



Suite de la première page

Dans cette action, il aurait été soutenu par la septième division de choc de Banja. Cette division, légendaire pendant la seconde guerre mondiale, était à l'époque formée de partisans qui avaient combattu l'armée allemande et les oustachis, nationalistes croates favorables à Hitler. Quand l'armée fédérale yougoslave, elle continuait, dimanche, à faciliter l'évacuation des morts et des blessés.

Dimanche soir à Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine, quelque 100 000 personnes ont manifesté pour la paix. Elles ont ainsi répondu à l'appel de la télévision indépendante, Yutv, qui avait organisé un concert avec la participation d'artistes venus de différentes Républiques yougoslaves. En plus de banderoles, où était inscrit le mot « mir » (paix), la foule brandissait le drapeau yougoslave.

Bien loin de ces discours de paix, la Croatie et la Serbie semblent progressivement, mais inéluctablement, se préparer à une véritable guerre. Ainsi, le principal quotidien de Zagreb, l'« Istarski », a consacré son supplément du dimanche aux préparatifs de la guerre de défense de la Croatie. Ainsi, les médias serbes déploient leur propagande : samedi, après le journal de 19 h 30, à une heure de grande écoute, la télévision de Belgrade a diffusé une émission faisant le parallèle entre les discours du président croate, M. Franjo Tudjman et ceux d'Ante Pavicic, chef des Oustachis et de l'Etat indépendant croate, reconnu en 1941 par Hitler et Mussolini. Le but de ce montage était, bien entendu, d'identifier les deux personnages, et par voie de conséquence, d'apparenter la politique actuelle de la Croatie au régime de terreur instauré par les Oustachis pendant la guerre.

Selon les estimations d'un des hauts responsables du ministère croate de la défense, « entre 150 000 et 200 000 soldats et officiers, et 700 chars pourraient être utilisés contre la Croatie ». Depuis l'intervention de l'armée en Slovaquie, le 27 juin, et le déploiement d'unités blindées le long de la frontière entre la Serbie et la Croatie, le 2 juillet, la Croatie, qui avait, comme la Slovaquie, proclamé son indépendance le 23 juin, craint une offensive de l'armée yougoslave. Sa crainte est d'autant plus grande que, depuis le début du mois de juillet, près de 15 000 réservistes serbes ont été mobilisés et concentrés le long du Danube en face de la Croatie et que trois bases de la garde

nationale croate, chargées de la défense de la frontière-est de cette république ont été bombardées par l'armée fédérale, la semaine dernière. La Croatie vit donc dans la peur d'une agression conjointe de l'armée fédérale, transformée, à ses yeux, en armée serbe, et des unités de la défense territoriale de Serbie.

Les frontières de la Grande Serbie

Pour les Croates, le plus alarmant c'est la ligne de front qui se dessine au fil du conflit. Si les affrontements entre la population serbe et les forces de l'ordre croates ont commencé en août dernier dans la région de Knin, au Sud-ouest, ils se sont déplacés, petit à petit, vers le Nord, en Banja, puis dès le mois de mai en Slavonie, tout près de la frontière de la Serbie, englobant ainsi toutes les régions de Croatie peuplées en partie par des Serbes.

Les nouveaux points chauds apparus ces dernières semaines permettent de tracer, à quelques détours près, une ligne Karlobag-Karlovac-Virovitica, en l'occurrence les fameuses frontières de la grande Serbie, dont révent officiellement les nationalistes serbes. Dans ces milieux « tchétniques » de Belgrade personne ne cachait, samedi soir, son sentiment de victoire après les combats qui s'étaient produits dans la région de Banja. Certains affirmaient même fièrement : « Plus que deux villes et nous aurons les frontières de la Serbie de 1915 ! » Ce n'est plus qu'une question de jours.

Toutefois, le ministre fédéral de la défense, le général Kadijevic, qui a récemment rencontré à plusieurs reprises le président croate, M. Tudjman, avait répété, au début de la semaine dernière, que l'armée yougoslave n'avait nullement l'intention d'attaquer la Croatie. En dépit de ces promesses, la propagande croate continue d'affirmer que le ministre fédéral a perdu le contrôle de son armée et que celle-ci est définitivement passée dans le camp serbe.

Dans les milieux modérés serbes, on soupçonne les autorités croates de vouloir à tout prix montrer l'armée fédérale comme une armée expansionniste serbe et d'être prêtes, s'il le faut, à sacrifier plusieurs centaines de milliers d'hommes pour prouver à la communauté internationale que la Croatie est en danger. Obtenant, par ce biais, une reconnaissance internationale.

FLORENCE HARTMANN

ASIE

CHINE

Pékin autorise implicitement les Occidentaux à vendre des armes à Taiwan

Incapable d'empêcher des ventes d'armes occidentales à Taiwan, la République populaire a finalement préféré apparaître comme le maître du jeu, en abandonnant de facto l'un des tabous de sa doctrine. Ce changement de politique est apparu dans un plan en dix points pour la réunification de la Chine, publié lundi 29 juillet par l'hebdomadaire très autorisé Perspectives.

PÉKIN

de notre correspondant

Neuf de ces points ne présentent aucune nouveauté. Il n'en va pas de même pour celui concernant le

droit de Taiwan, une fois la réunification accomplie, de maintenir sur pied sa propre défense. Il a, qui doit demeurer capitaliste, « pourra conserver son armée et acquiescer à l'étranger les armements dont elle a besoin, à condition qu'elle ne nuise pas aux intérêts nationaux de la réunification ».

Ce plan a reçu l'approbation des plus hautes instances du régime ainsi que de M. Deng Xiaoping. Ce dernier avait déjà fait savoir que Pékin était prêt à offrir à Taiwan des conditions plus avantageuses que celles faites à Hongkong au cas où les dirigeants nationalistes accepteraient d'engager des négociations de négociations sur la réunification. La publication de ce plan et l'inclusion de cette importante concession visent manifestement à hâter l'ouverture de pourparlers, auxquels Taiwan se refuse pour l'instant.

Mais ce geste survient également à un moment où Pékin constate l'inefficacité de ses remontrances à l'égard des pays qui outrepassent les limites autrefois fixées aux rapports avec Taiwan. Outre l'accroissement sensible des contacts à caractère politique entre le monde occidental et Taipei, plusieurs pays ont, ces derniers mois, autorisé la vente de matériel militaire au régime nationaliste, passant outre aux admonestations de la Chine. C'est le cas de la Belgique pour des moteurs de fusées, de l'Italie pour des torpilles, et de l'Allemagne, qui vient de vendre quatre dragueurs de mines modernes, équipés de sonars norvégiens et de petits canons.

Mais surtout, le défilé de Pékin survient à quelques jours de la signature, attendue à la mi-août, du premier contrat français d'armements avec Taiwan, portant sur les

fameuses frégates de classe La Fayette. Cette affaire avait une première fois été annulée par Paris en 1990, avant même que la Chine ne menace explicitement de recourir à des représailles diplomatiques si l'affaire se faisait.

Perspectives précise que cette nouvelle politique sera applicable une fois que Taiwan aura fait allégeance à la Chine pour en devenir une « Région administrative spéciale ». Mais sa formulation de l'aujourd'hui permettra à la République populaire de fermer les yeux sur le contrat français — que Pékin savait en plus pouvoir empêcher — pour peu qu'un « arrangement » à l'amiable lui permette d'en tirer profit. On ignore encore sous quelle forme pourrait se présenter cet « arrangement », mais il pourrait bien être d'ordre financier.

FRANCIS DERON

Relance de la polémique sur les événements de 1989

Qui a donné l'ordre de tirer place Tiananmen ?

PÉKIN

de notre correspondant

La question est extrêmement sensible à Pékin. Qui, le soir du 3 juin 1989, a donné l'ordre aux troupes de l'armée populaire de libération d'ouvrir le feu contre la foule pékinoise inépuisable, mais ignorante et armée seulement de bâtons, de pierres et de quelques cocktails molotov, pour forcer une barricade érigée en travers de l'avenue Cheng'an dans le quartier ouest de la capitale ? Le premier ministre, M. Li Peng, qui se pose alors en outil de la vieille garde du PC chinois, a toujours rejeté la responsabilité de cette décision sur la « sagesse » collective de la direction du Parti.

Selon le quotidien de Hongkong South China Morning Post, l'armée de Pékin serait parvenue, dans un récent rapport interne, à la conclusion que l'ordre était venu, vers 22 h 30, d'un officier observant la situation à bord d'un hélicoptère. Curieusement, les militaires se

diraient incapables de retrouver l'identité de cet officier, « malgré des recherches approfondies ».

Si on le prend à la lettre, cette « eutopie » est stupéfiante. Personne, Chinois ou étranger, n'a vu ou entendu d'hélicoptère, ce soir-là, dans le ciel pékinois. De telle origine, survola la ville du 20 au 22 mai, dans les tout premiers jours suivant l'instauration de la loi martiale. Leur ballet avait ensuite cessé. Ce n'est que le matin du 4 juin, une fois la place Tiananmen reconquise par la troupe, qu'on les vit à nouveau prendre l'air.

Au reste, les hélicoptères ne volent jamais de nuit en Chine, confirment les spécialistes. L'un d'entre eux se serait-il trouvé près du quartier où commença l'assaut, qu'il serait impossible de ne pas reconnaître l'identité de l'officier qui le commandait.

Mais peu importe, au fond, que le « tyran » soit crevé ou non. Les conclusions prêtées à l'armée ne signifient qu'une chose : l'ordre est venu d'en haut, c'est-à-dire du

pouvoir politique. En outre, le mot hélicoptère désigne — en argot chinois — un dirigeant opportuniste qui fait jouer ses liens personnels pour briser les étapes dans sa carrière. D'aucuns, au sein du régime, ne font pas mystère de reprocher à M. Li Peng, fils adoptif de Zhou Enlai, d'être parvenu ainsi à sa position actuelle. Cette accusation volée survient alors que la Chine est en émoi au sujet des récentes inondations catastrophiques.

Or la volumineuse campagne de presse sur les opérations de secours ressemble de plus en plus à une opération destinée à effacer M. Li. Le gouvernement a été implicitement mis en cause par des experts chinois pour certaines négligences dans l'entretien des installations de contrôle hydraulique. Les militaires, par leur part, ont fait savoir par leur presse qu'ils estimaient avoir restauré, par leur dévouement, l'image de « l'armée du peuple » entachée par la répression de 1989.

Le doigt des militaires est ainsi

pointé vers le premier ministre au moment où s'ouvre, dans la station balnéaire de Beidaihe, près de Pékin, le congrès estival de la direction communiste. Certains pensent qu'il pourrait, cette année, préparer un remaniement complet à sa tête visant à se blanchir, aux yeux de l'opinion chinoise et étrangère, du drame de Tiananmen.

F. D.

Libération de trois dissidents. — Les autorités chinoises ont libéré, vendredi 26 juillet, trois responsables étudiants du « Printemps de Pékin », dont M. Zheng Xuguang, qui figurait sur la liste des vingt et une personnes les plus recherchées. D'autre part, une délegation australienne, la première autorisée à se rendre en Chine pour y étudier la situation des droits de l'homme, a dénoncé dimanche le système judiciaire chinois. Elle a cité en exemple le cas de Shenghai, où, sur les seize mille affaires criminelles jugées en 1990, seules trente ont abouti à un acquittement. — (AP, Reuter.)

OCÉAN INDIEN

MADAGASCAR : rompant un silence de plusieurs semaines

Le président Ratsiraka dissout son gouvernement et promet une nouvelle Constitution

« Votre mutisme fait obstacle à la recherche d'une solution », avait lancé, samedi 27 juillet, au président Ratsiraka, les patrons du Groupement des entreprises malgaches (GEM), alarmés par les effets de trois semaines de grève quasi générale sur l'économie nationale. Dimanche soir, le chef de l'Etat malgache sortait enfin de son long silence, qui alimentait tant de rumeurs sur ses capacités intellectuelles, lors d'un discours télévisé d'un demi-heure, le premier depuis le début de la crise. Le question qui se pose est de savoir si les mesures qu'il a annoncées apporteront la stabilité politique nécessaire à la remise en route de l'économie.

TANANARIVE

de notre envoyé spécial

Sans remettre en cause sa gestion du pays depuis seize ans, le président malgache s'est, malgré tout, « incliné », à l'image de Moïse « un homme qui a fait des miracles tout en restant humble ». Pourtant, face à la crise politique profonde que traverse la Grande Ile, ses propositions apparaissent comme des demi-mesures. « Je dissous immédiatement le gouvernement actuel », a-t-il annoncé, en invitant ses partisans comme ses adversaires à discuter de la formation d'un prochain gouvernement. Et, dans la foulée, il s'est déclaré soucieux d'instaurer un dialogue sur la révision de la Constitution et de la loi électorale, deux textes dont l'opposition

réclame la refonte complète. « Tout cela sera sanctionné par un référendum avant la fin de l'année dans la perspective d'élections législatives », promet M. Ratsiraka.

M. Ratsiraka a ainsi cédé à plusieurs exigences initiales de l'opposition. Mais, comme le fait remarquer un diplomate, « ces propositions laissent beaucoup trop de questions en suspens pour séduire les manifestants de la place du 13-Mai 1972 ». En effet, le président n'a pas prononcé un mot sur l'état d'urgence décrété le 23 juillet, ni sur les arrestations de plusieurs personnalités de l'opposition — dont M. Albert Zafy, « premier ministre de transition ». Ces arrestations ont provoqué la suspension du dialogue qui subsistait sous l'égide des Églises entre le Comité des forces vives (opposition) et la coalition gouvernementale. Le colonel Victor Ramahatra, premier ministre en titre, a indiqué que les opposants arrêtés se trouvaient en résidence surveillée.

La président n'a fait aucune référence à une éventuelle conférence nationale, dont le principe avait été pourtant admis lors de négociations précédentes. Enfin, après avoir rappelé la légalité de sa réélection en 1989 avec 62,5 % des suffrages, il s'est abstenu d'aborder la question, délicate il est vrai, de son départ, feignant d'ignorer que chaque jour des centaines de milliers de manifestants le réclament.

De toutes les propositions émises par le Conseil des Églises chrétiennes de Madagascar (FFCM) pour déboucher la situation, une seule a été reprise dans le discours présidentiel, à savoir la dissolution du gouvernement. Mais M. Ratsiraka n'a pas fait mention de la « structure de transition » suggérée par les autorités religieuses pour prendre en main les affaires courantes du pays, le temps

de mener à bien une conférence nationale. « Par cette fausse ouverture, il pense avoir lancé la balle dans notre camp », en concluent les opposants appelés à diriger la grève générale à partir de lundi, à la suite des arrestations des « ministres-bis ». La réponse à « la main tendue » du président devait se concrétiser par une manifestation de masse place du 13-Mai dans le centre de Tananarive.

La France favorable au dialogue

Humilié par les démonstrations pacifiques du mouvement des Forces vives, le pouvoir tente de remobiliser ses partisans. Depuis trois jours au stade de Mahamasina, le Comité de défense de la légalité et de la démocratie (CDLD), soutenu par une animation efficace, a réussi à rassembler quelques milliers de personnes massées dans les tribunes officielles, les musiciens et les chanteurs tournant le dos aux gradins pratiquement vides qui entourent le terrain.

« C'est un succès », s'exclame pourtant un dirigeant du CDLD (créé il y a un mois pour tenter d'endiguer la vague montante des opposants), en précisant que « beaucoup de gens des provinces sont venus nous rejoindre ». Cette mobilisation ratée face aux manifestations quotidiennes des contestataires depuis sept semaines ne semble pas inquiéter outre mesure le responsable qui assure que « le rapport de forces va se renverser ». « Il y a des problèmes, reconnaît le ministre de l'Enseignement, secondaire et de l'éducation de base, M. Aristide Velompanahy, il faut en discuter ; malheureusement, l'opposition n'est plus intéressée ».

Ce n'est pas l'avis de la France qui a déclaré, samedi 27 juillet, dans un communiqué émanant du Quai d'Or-

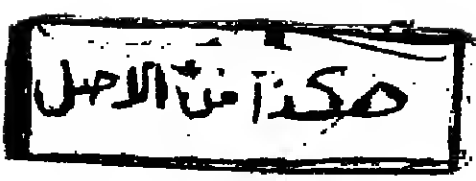
say, qu'il « appartient aux autorités malgaches de rétablir le dialogue et de permettre la mise en place d'institutions répondant aux aspirations démocratiques de la population ». Une prise de position sans précédent, qui laisse espérer aux opposants que « Paris s'apprête à lâcher M. Ratsiraka ». Mais il est difficile pour la France de s'engager plus avant dans les affaires d'un président qui a su éviter la répression sangnante et qui peut, au moins, afficher une apparence de démocratie, ainsi qu'une réelle liberté de la presse écrite. D'autant que M. Ratsiraka a axé ses discours sur le dialogue soutenu par Paris.

« Mais peut-on croire à sa sincérité », s'interroge M. Emilion Randrianasora, responsable des Forces vives dans la capitale, lorsqu'il se laisse interroger peu après son discours à la nation par des chefs coutumiers partisans du fédéralisme ? « Ce qui lui permet de se présenter opportunément en rassembleur. Ses propositions ne sont pas nouvelles, renchérit un autre opposant, et elles viennent trop tard. De toute façon, le dialogue ne pourra reprendre qu'après la libération de nos ministres assignés à résidence fixe ».

La formation d'un nouveau gouvernement donnera au pouvoir une occasion de diviser les Forces vives au sein desquelles la ligne modérée incarnée par le parti MFM annonce déjà sa volonté de rencontrer le président. Ce dernier pourrait lâcher du lest dans les prochains jours, peut-être sur l'état d'urgence, dans la perspective de diviser faucons et colombes de l'opposition. Les fonctionnaires étaient appelés, dimanche soir, à reprendre le travail, tandis que plusieurs membres du Comité des forces vives étaient convoqués par la gendarmerie.

JEAN HÉLÈNE

محاضرات الأمل



PROCHE-ORIENT

La controverse sur le potentiel nucléaire de l'Irak

Nouvelle mise en garde américaine à Bagdad

M. George Bush a mis dimanche 28 juillet en garde l'Irak contre « l'énorme erreur » qui consisterait à ne pas révéler la totalité de son potentiel nucléaire aux experts internationaux mandatés par les Nations unies.

Le président américain, qui s'adressait à des journalistes avant d'entreprendre une partie de golf avec le champion de tennis André Agassi et l'acteur Kevin Costner, a ajouté qu'il avait le sentiment « très clair » que M. Saddam Hussein n'avait toujours pas fourni toutes les informations exigées par l'ONU sur son potentiel nucléaire et ses armes de destruction massive. « Je crains que Saddam Hussein ne soit pas très « net » et qu'il

nous cache encore quelque chose. Bien entendu, nous devons démontrer que c'est bien le cas, mais je pense que nous en avons les moyens », a encore dit le chef de l'exécutif américain.

Par la suite, M. Bush n'a pas totalement écarté une éventuelle nouvelle intervention militaire en Irak, même si, selon lui, les États-Unis et leurs alliés sont peu enclins à vouloir user de la force pour obliger Bagdad à se plier à la résolution 687 de l'ONU, qui prévoit notamment la destruction du potentiel nucléaire irakien. « L'option demeure praticable », a-t-il déclaré. « De mon point de vue, si la dissuasion et le mensonge continuent d'être employés, les pays du monde se réuniront et diront : « Nous devons entreprendre quelque chose à ce propos. »

La quatrième mission d'inspection de l'Agence internationale de

l'énergie atomique (AIEA), mandatée par l'ONU, est arrivée samedi à Bagdad pour poursuivre la mise en évidence du potentiel nucléaire irakien.

« Des choses nouvelles et intéressantes »

Les experts internationaux qui la composent ont indiqué qu'ils avaient eu dimanche « une journée normale d'inspection ». « Nous avons vu des choses nouvelles et intéressantes, et nous avons posé de nouvelles questions aux irakiens », a indiqué à la presse M. Kay, chef de la mission.

Il a indiqué que déjà les responsables de l'Agence irakienne pour l'énergie atomique avaient donné dimanche des « informations supplémentaires ». Il a précisé que certaines de ces informa-

tions avaient été « demandées » par son groupe, et que d'autres avaient été « données volontairement » par les irakiens.

A Bagdad, le président Saddam Hussein, tentant de capitaliser sur les sentiments anti-occidentaux de plus en plus exacerbés en Irak, a accusé samedi l'Occident - qualifié de « voleur » - de « hait à mort » le peuple irakien. « L'Occident, a-t-il dit, œuvre pour la perte de ce peuple de 18 millions de personnes en le privant des nécessités vitales. » En Occident, ils ont des associations où ils prennent soin des chats et des chiens. Ils s'occupent plus des chats et chiens errants que de vous, les pauvres, peuple irakien opprimé », a-t-il conclu en s'adressant à une délégation de « familles de martyrs ». (AFP, AP.)

LIBAN : minimisant l'impact du « cas Aoun »

La France veut revenir en scène à Beyrouth

BEYROUTH

de notre correspondant

Mettant entre parenthèses l'affaire Aoun, le gouvernement français semble avoir pris le parti de revenir au premier plan à Beyrouth. Après avoir, depuis neuf mois que le général Aoun s'est réfugié à son ambassade, signé qu'elle se mettait sur la touche tant que celui-ci ne serait pas autorisé à se rendre à Paris, la France, tout en maintenant son engagement de principe, a décidé de modifier ses méthodes de travail et son approche pratique.

Entre les deux volets d'une politique contradictoire - son appui à « la légalité issue de Taïf », d'un côté, au gouvernement libanais en place et sa défense du droit à l'asile du bouillonnant général - elle donnait la préférence au second. Constatant désormais que rien n'était plus préjudiciable à sa position régionale que cette « auto-séquestration » et que rien n'était plus confortable pour la Syrie que cet effacement de la France, Paris a manifestement décidé de donner moins de poids à l'affaire Aoun.

Le cas du général est désormais suivi, non plus par l'ambassadeur et le Quai d'Orsay, mais par des voies parallèles et des émissaires spéciaux. M. Edgar Pisani, président de l'Institut du monde arabe de Paris, est chargé du dossier et M. Marcel Cécaldi des tractations. C'est ainsi qu'une possibilité de solution a été entrevue dès la fin juin (le Monde daté 14-15 juillet). Elle consistait à bloquer les 32 millions de dollars bloqués détenus par le général à la caisse des dépôts et consignations à Paris et que lui réclamait l'État libanais. Le général Aoun, après quelques hésitations, n'a pas avalisé une solution qui, outre qu'elle le privait de fonds fort utiles à son avenir, ternissait son image, en suggérant que cet argent pourrait avoir eu une origine frauduleuse.

Cette volonté de retour sur scène de la France au Liban s'est déjà manifestée de trois manières. D'abord, par l'arrivée du nouvel ambassadeur, M. Daniel Husson, quinze jours après le départ de son prédécesseur, M. René Akk. La visite de M. Patrick Leclercq, directeur du département Afrique du Nord-Moyen Orient au Quai d'Orsay, peu après, venait confirmer cette volonté.

La quête de marchés

Enfin, Paris, après il est vrai avoir récupéré 24 millions de francs qui lui étaient dus, a débouqué un protocole de 70 millions de francs. Ce montant, modique au regard des besoins du Liban, remet la France en piste dans les différents marchés - surtout dans le domaine des télécommunications - qui apparaissent et dans lesquels d'autres pays, l'Italie en particulier, lui font concurrence. En même temps, un officier français, le général de brigade (du cadre de réserve, conseiller de M. Joze) Philippe Rondot, rencontrait à Beyrouth le général Sami Khach, ministre de l'Intérieur, pour explorer les possibilités d'aide en équipement aux forces de sécurité intérieure libanaise.

L'évolution de l'attitude française est accueillie ici avec satisfaction. Le quotidien *Orient le jour*, citant un ministre en exercice, en donne l'explication suivante : « Un groupe de conseillers du président Mitterrand avait, semble-t-il, misé sur le rôle de Saddam-Aoun pour contrebalancer l'influence américaine, jugée par trop envahissante après le reflux soviétique. Mais ce triple pari a échoué sur toute la ligne après la guerre du Golfe... Dès lors, ces conseillers mal avisés de l'Elysée ont dû rentrer dans le rang et ont été la place à une autre équipe hostile à l'idée de faire pièce systématiquement à l'Amérique ».

LUCIEN GEORGE

Les Irakiens à bout de ressources

Les queues s'allongent devant les magasins de la capitale et le mécontentement s'accroît dans une population menacée par la famine et la pénurie

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

« Quand une population en arrive à vendre ses biens et ses bijoux, on sait, statistiquement, que le stade de la famine n'est pas loin. » Consul international qui vient de passer trois semaines en Irak traduit une réalité palpable tous les jours à Bagdad, vitrine du pays. Près d'un an après le début de l'embargo, l'Irak est arrivé quasiment au bout de ses ressources et la très grande majorité des Irakiens se sortent de plus en plus la ceinture.

Avec une inflation qui atteint des chiffres records de 2 000 % et des salaires qui n'ont pas bougé depuis plus de trois ans, les pauvres, dont le nombre a considérablement augmenté en raison de la guerre, ont de plus en plus besoin de l'aide de l'État pour assurer leur approvisionnement alimentaire. Or celle-ci est nettement insuffisante en raison du manque de ressources financières et de l'épuisement des stocks.

A ce stade, l'embargo touche donc de plein fouet les plus démunis, environ 85 % des dix-huit millions d'Irakiens. Il ne concerne pas, en revanche, les hauts cadres du régime qui, d'une manière ou d'une autre, continuent à contourner les juteux bénéfices du secteur privé. Car, si la libéralisation des importations n'a permis, au début de la crise, de pallier les effets des sanctions, elle n'opère plus maintenant qu'en faveur des privilégiés, les prix du marché libre pour des produits aussi essentiels que le riz ou la farine étant de vingt-deux à quarante-quatre fois supérieurs à ceux pratiqués avant la guerre.

Comment trouver à manger ?

D'autre part, les gros commerçants sont plus intéressés par des importations à forte marge bénéficiaire, comme le whisky ou les cigarettes américaines, que par le transport de sacs de farine ou de sucre. « J'importe chaque mois dix conteneurs de whisky », avoue ainsi un homme d'affaires qui affirme avoir réservé pour trois mois toute la production de bière du Liban. Car le paradoxe à Bagdad, aujourd'hui, est que, dans le même temps où la malnutrition s'étend, on trouve tout ce qu'on veut et même des articles inconnus jusqu'alors en Irak.

Mais l'opulence ne doit pas faire illusion et le marché libre reste un luxe que ne peut s'offrir qu'une

minorité. Avec une moyenne de salaire qui oscille entre 160 et 250 dinars, comment des familles pourraient-elles acheter une boîte de lait en poudre des Pays-Bas à 42 dinars, un kilo de sucre du Brésil à 7 dinars ou un kilo de viande à 15 dinars ? « Chez moi », raconte Jalab, employé dans un ministère et père de six enfants, depuis le 17 janvier nous n'avons mangé que deux fois de la viande ».

Pourtant Jalab a, comme la plupart de ses concitoyens, deux métiers. Fonctionnaire le matin, il est petit commerçant l'après-midi. Gérant avant la guerre d'un restaurant d'entreprise, il a profité de l'argent du foyer qu'il n'a pas versé en raison de la crise pour acheter « 10 mètres carrés de boutique dans son quartier. Aujourd'hui on trouve chez lui de la pâte de tomate irakienne, des petits pois soviétiques, des olives espagnoles, du Coca syrien, des chocolats distribués par les alliés aux Kurdes, des cosmétiques français ou allemands et tous les produits jordaniens, turcs ou égyptiens ».

« Ouvrir un magasin d'alimentation est devenu la dernière mode en Irak », affirme Jalab, puisque trouver à manger est la principale préoccupation. Il est pourtant aussi privilégié sur un autre point, car il a accès aux supermarchés d'État réservés aux seuls fonctionnaires ; ceux-ci représentent toutefois, avec leurs familles, près de la moitié de la population. Ces supermarchés, tristement connus des entrepreneurs, poussés à des prix beaucoup plus bas que le marché libre, pour des produits aussi essentiels que la viande et une de fromage par mois, par exemple) et des articles fabriqués en Irak, comme vêtements ou chaussures, pour lesquels un rationnement malheureusement proportionnel au salaire est aussi instauré. Ces surplus s'ajoutent au rationnement valable pour tous les Irakiens, et le plus souvent immédiatement revendus à la sortie du magasin.

Spectacle inhabituel en plein centre de Bagdad, à même le trottoir, devant le Supermarché du 28 avril (date de l'anniversaire de M. Saddam Hussein), s'est donc constitué un petit marché parallèle alimenté par les produits directement sortis du magasin. A 10 mètres de distance, le prix de la boîte de corned-beef par exemple est multiplié par huit, passant de 400 fils à l'inférieur à 3,5 dinars sur le trottoir. La culbute pour les œufs est encore plus impressionnante puisque les trente œufs vendus 25 fils dans le magasin sont revendus 12 dinars.

« Avant la guerre, raconte Mansour, nous pouvions acheter à des prix très inférieurs 10 kilos de viande, 10 de poulet à 60 œufs. Mais depuis le blocus c'est fini. Rares sont ceux qui peuvent s'offrir ce luxe. La viande est cependant encore moins chère que la graisse : 20 dinars le kilo, l'huile de cuisson étant devenue quasiment inaccessible et de toute façon difficilement trouvable. « La boîte de margarine de Singapour pour 30 dinars », dit Yousef, et la quantité d'huile végétale distribuée à travers le rationnement ne représente que 22 % de la consommation intérieure.

LA réside effectivement le plus gros problème, car les produits rationnés dont bénéficient tous les Irakiens et étrangers résidents sont

loin d'être suffisants pour répondre aux besoins de la population. Selon le ministre du commerce, M. Mohamed Mahdi Saleh, ils représentent seulement 55 % des calories nécessaires. Il ne fait pas de doute que la situation ne peut aller qu'en s'aggravant, estimant toutes les organisations humanitaires.

Les Églises, qui ont fait un gros travail à l'étranger pour récupérer de l'aide, font aussi régulièrement des distributions de nourriture qui s'ajoutent à l'aide internationale. « Nous n'avons le droit de donner que de 20 % de l'aide reçue », déplore toutefois un responsable qui voudrait bien être sûr que les 80 % restants sont répartis aux plus nécessiteux. « Cependant, précise-t-il, le coulage international constant au début de la crise semble disparaître et moins de colisons s'évolutent dans la nature en passant la frontière ».

Au cœur de la capitale irakienne, les salles du couvent des Carmes, petite maison ouvrant sur un patio, sont transformées en entrepôts de farine, lait, riz, sucre. « Quand un colis arrive, raconte un des prêtres, nous faisons les paquets et vérifions les distributions parmi les neuf cents familles, aux deux tiers musulmanes du quartier que nous aidons. Les listes sont régulièrement mises à jour ; pas moyen de tricher ».

Des médicaments à prix prohibitifs

Démobilisé il y a peu, Farouk, père de huit enfants, cherche désespérément un petit travail. « Avec un salaire mensuel de 200 dinars, dit-il, nous avons besoin de 1 000 dinars par mois au minimum pour vivre. » Aujourd'hui, installé sur le bord d'un trottoir, il vend du chewing-gum et des cigarettes, et fait un peu de commerce avec ses propres biens. « Après dix ans d'armée, c'est dur de se remettre à la vie », avoue-t-il, obligé quasiment de mendier pour vivre. L'aide humanitaire internationale, il a honte d'aller la chercher, et sa grande crainte demeure qu'un de ses enfants tombe malade.

« Avant, le médecin donnait des médicaments avec l'ordonnance. Mais maintenant on n'a plus que la feuille », dit-il, outre le fait que beaucoup de médicaments sont introuvables, leurs prix sont devenus prohibitifs. « Sommes, pour leur organisation professionnelle, de geler leurs tarifs, nombre de médicaments ont toutefois augmenté le prix de leurs consultations pour, eux aussi, assurer leurs conditions de vie. « Le socialisme a vécu, en Irak », confie l'un d'eux. Pourquoi devrions-nous encore en souffrir ? »

Malgré une situation qui s'aggrave tous les jours pour l'immense majorité des gens, les organisations humanitaires reconnaissent que l'Irak n'est plus la priorité et qu'il devient difficile de mobiliser l'aide en faveur de Bagdad. « De plus, confie un responsable, en jouant les prolongations, on est en train de marginaliser une partie de la population qui dépend de plus en plus de nous, en particulier dans les provinces où la crise est encore plus aiguë qu'à Bagdad. » Les incidents d'Érbil, dans le Kurdistan, ont par

exemple démarré lors d'une manifestation populaire durement réprimée au cours de laquelle les habitants demandaient à manger.

Dans cette crise, en tout cas, les Irakiens ne comprennent pas pourquoi c'est une fois de plus eux qui sont punis. Car, comme nous le disait une jeune universitaire, « ce n'est pas Saddam qui fait trois heures la queue pour une bonne de gaz ou qui mesure le sucre qu'il met dans son thé ».

FRANÇOISE CHIPAUX

AFRIQUE

ALGÉRIE

Une capitale-dépotoir

ALGER

de notre correspondant

Soucieux de donner une meilleure image de la capitale et, surtout, d'annuler la décomposition des déchets d'épidémie, la ville d'Alger (préfect) vient de lancer une vaste campagne de nettoyage de la ville. Métiéux quand à s'agit de leur univers familial, les Algérois sont en effet peu respectueux de la propreté du domaine public, qu'il s'agisse de la rue ou des parties communes de leur immeuble.

Traditionnellement, la ville s'écoumède d'une hygiène très relative, mais en quelques semaines la situation s'est sensiblement dégradée, donnant parfois l'impression qu'Alger était devenue l'annexe d'un champ d'épandage.

Tout semble s'être conjugué pour faire de cet été 1991 une saison qui restera dans les mémoires... et dans les narines. Hormis quelques grandes artères, presque toutes les rues du centre se sont, ces derniers jours, transformées en décharges à ciel ouvert, où sont entassés poubelles, ordures, déchets, poubelles éventrées qui dégagent une puanteur terrante. Les caniveaux sont encombrés de détritus, nombre d'égouts sont bouchés, tandis que les trous où

dorment des eaux stagnantes en putréfaction se sont érigés. Les fortes chaleurs de l'été n'ont évidemment pas arrangé les choses, accélérant la décomposition des ordures et augmentant les risques de contamination.

En temps ordinaire, faute de poubelles détachées trop chères pour une ville surpeuplée, une bonne partie des ordures sont emportées par des camions et déversées dans des décharges à ciel ouvert, hors des limites de la ville. Mais, en l'absence de ces camions, les ordures restent au garage, inévitables à enlever les ordures jetées sur les trottoirs. Main en mal, obéissant à la consigne de grève lancée par le Front islamique du salut (FIS), les éboueurs se sont mis en grève durant quatre jours.

Cas de typhoïde à Annaba

Puis l'état de siège et le couvre-feu ont été instaurés, dissuadant les travailleurs municipaux de travailler la nuit. L'augmentation sensible du prix des sacs poubelles et, enfin, les fêtes de l'Aïd-el-Kébir, avec leurs jours chômés et leurs surpluns d'ordures, ont fini de détruire un équilibre déjà bien fragile.

Le problème des ordures et, plus généralement, celui de la

pollution ne sont d'ailleurs pas spécifiques à Alger. Ainsi à Oran et à Boumerdes, ce sont les moutonniers qui, en ce moment, profitent autour des eaux s'échappant des canalisations vétustes. A Annaba (ex-Bône), où l'on annonce officiellement quatre cas de typhoïde, des sources médicales font état de chiffres bien supérieurs, tandis que dans plusieurs autres villes, outre le typhoïde, le choléra aurait fait son apparition (1).

Comme chaque fois, et à juste titre, on invoque la pollution de la nappe phréatique par les eaux usées, ou encore les produits toxiques de toute nature qui s'écoulent à l'air libre, hors du tout contrôle. Mais, tout aussi ritualisé, rien, ou presque rien, n'est fait pour combattre cet état de fait.

GEORGES MARION

(1) En 1990, l'Algérie avait notifié 1 293 cas de choléra à l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En 1991, les autorités sanitaires algériennes n'ont pas jusqu'à présent, signalé officiellement de nouveaux cas. Mais l'Algérie, comme d'ailleurs le Maroc, fait toujours partie de la liste des pays où, selon l'OMS, le choléra sévit à l'état endémique.

AFRIQUE DU SUD : M. Mandela n'exclut pas de recourir à la lutte armée. - Le président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, a déclaré, dimanche 28 juillet, à Caracas, que son parti pourrait à nouveau recourir à la lutte armée si des accords ne sont pas conclus avec le gouvernement de Pretoria pour supprimer définitivement la ségrégation raciale en Afrique du Sud. Depuis mercredi dernier, M. Mandela effectue une tournée de dévotion latine afin de trouver des appuis pour le maintien des sanctions. - (AFP.)

Un syndicat proche de l'ANC menace d'organiser des grèves. - Le syndicat COSATU - le plus important d'Afrique du Sud, - réuni en congrès à Johannesburg, a menacé, samedi 27 juillet, d'organiser une grève générale pour protester contre l'aide financière du pouvoir à l'Inkatha, le parti zoulou, adversaire de l'ANC. Dans une résolution finale, le COSATU a exigé la démission du gouvernement et condamné les pays occidentaux qui ont « primordialement » levé leurs sanctions diplomatiques contre le « régime corrompu » de M. De Klerk. - (AFP, AP.)

GABON : deux morts à la suite d'un match de football. - Un capitaine de police et un adolescent ont été tués, dimanche 28 juillet, à Libreville, lors d'incidents survenus après l'élimination de l'équipe du Gabon de la Coupe d'Afrique des Nations par le Zaïre, a annoncé l'agence gabonaise de presse. De nombreuses personnes, dont des supporters zairois et des policiers, ont été blessées. - (AFP.)

TUNISIE : arrestations d'islamistes. - Des arrestations, dont le nombre n'a pas été précisé, ont été opérées dans les rangs des sympathisants du Parti islamique de libération, une formation non autorisée, a rapporté, samedi 27 juillet, le quotidien pro-gouvernemental *la Presse*. Ce parti prône l'instauration d'un « régime islamique intégral et la chute des régimes en place ». - (AP.)

Histoire de la presse des jeunes et des journaux pour enfants
Par Alain FOURMENT
Édition Éole 150 F
Distributeur Distique

POLITIQUE

Dans son rapport annuel

Le Conseil d'Etat observe que certains services publics font obstacle à la justice administrative

Depuis trois ans le Conseil d'Etat publie - et diffuse - le rapport annuel qu'il remet au président de la République et au premier ministre. Si ce rapport n'a pas encore atteint la célébrité de celui de l'institution sœur, la Cour des comptes, il prouve, comme celui-ci, que les errements administratifs sont aussi nombreux qu'est grande la vigilance d'y mettre bon ordre.

Peu à peu, le Conseil d'Etat s'élève les rideaux, qui ont longtemps camouflé les activités de la maison du Palais-Royal. Non pas sur ses activités juridictionnelles, qui se font au grand jour depuis des dizaines d'années, mais sur celles qui en font le conseiller juridique du gouvernement.

Car la tâche de cette haute instance administrative est triple. Elle est chargée non seulement de trancher les litiges administratifs particuliers à la puissance publique, qu'elle soit représentée par l'Etat ou par les collectivités locales, mais aussi d'aider les ministres à donner une forme correcte à leurs projets de lois ou de décrets, et d'attirer l'attention des gouvernants, sur leur demande ou de sa propre initiative, sur les difficultés de mise en œuvre de la législation.

Cette dernière partie tient une place importante dans le rapport annuel du Conseil d'Etat qui vient d'être rendu public (1), et pas simplement parce qu'il s'en prod avec une vigueur inaccoutumée à l'infatigable des textes produits par le gouvernement de M. Michel Rocard en 1990, alors que l'ancien premier ministre avait promis d'y mettre fin et avait commencé à le faire en 1989 (le Monde du

22 juin). Une fois encore, cette année, le rapport souligne les difficultés d'intégration du droit européen dans le droit français et insiste sur l'effort que doit faire l'administration, au cours des négociations budgétaires, pour que les normes juridiques retenues aient des correspondances dans le droit français.

Le manque de moyens des tribunaux

Ce rôle, le Conseil d'Etat ne le joue pas qu'une fois par an. Il produit aussi des études de longue haleine à la demande du gouvernement. Une section spécialisée a même été créée pour cela en 1985, la section du rapport et des études, présidée, depuis sa création, par M. Guy Braibant. Afin que ses travaux ne soient pas voués à dormir dans des tiroirs, celui-ci a obtenu qu'ils soient publiés dans une collection spéciale de La Documentation française, dont les trois premiers volumes sont sortis cette année. Il ne s'agit pas de réflexions hors des réalités concrètes. Celle sur le Statut et la protection de l'enfant correspond à une évolution actuelle de la société. Celle sur l'Aide juridique et abouit à un projet de loi adopté par le Parlement. Celle sur les Sports : pouvoir et discipline a permis de nourrir la réflexion sur un dossier dont l'affaire des Girondins de Bordeaux prouve la brûlante actualité.

Cette section du rapport a une autre tâche capitale : la crédibilité de la justice : la bonne exécution des décisions de la justice

administrative. Incontestablement celle-ci fonctionne mieux. Depuis que la loi du 31 décembre 1987 a créé les cours administratives d'appel, le nombre d'affaires en instance d'appel a diminué : en 1990 le Conseil d'Etat et ces cours ont tranché plus de procès (113 579) qu'il ne leur en avait été soumis (9 199). Malheureusement, il n'en va pas de même dans les juridictions de première instance, les tribunaux administratifs : le volume des affaires portées devant eux a augmenté de 10 %, excédant leurs possibilités de jugement, et 145 752 dossiers sont ainsi en attente. C'est, bien entendu, le manque de personnel qui est le principal responsable de ce retard.

Il est un autre aspect de la justice administrative qui reste incompréhensible pour les justiciables : les retards mis à l'application de ses décisions (lire l'encadré ci-contre). Certes, le nombre des décisions transmises à la section du rapport, chargée d'intervenir auprès de ceux qui doivent les appliquer au cas où ils ne le font pas de bonne grâce, est faible : 549 nouvelles demandes en 1990, chiffre à rapprocher des 71 709 décisions rendues. Mais est-il tolérable que certaines administrations d'Etat et certaines collectivités locales, dont la raison d'être est, dans un Etat de droit, de servir l'intérêt collectif, rechignent à obtempérer aux ordres de la justice ?

THIERRY BRÉHIER

(1) Conseil d'Etat, *Etudes et documents*, rapport public 1990, La Documentation française, 130 francs.

Dans le sud de la France

De jeunes harkis continuent à réclamer la nomination d'un secrétaire d'Etat

Une soixantaine de harkis de Charente - ou cette communauté se sont succédé depuis 1 heure du matin, lundi 29 juillet, devant la préfecture d'Angoulême, aux grilles de laquelle ils se sont enchaînés et dont ils bloquent encore l'accès en fin de matinée, nous indique notre correspondant, Jean-Pierre Dufrenoy. Les forces de l'ordre ne sont pas intervenues, dans l'attente d'une issue pacifique de la manifestation, les harkis demandant à être reçus par le préfet pour présenter leurs revendications, qui rejoignent celles des autres groupes ayant manifesté dans le pays à la fin de la semaine dernière : la libération du jeune fils de harki incarcéré à Nîmes et la nomination d'un secrétaire d'Etat chargé de leurs problèmes.

Naissance d'un « Conseil supérieur »

Une cinquantaine de jeunes fils de harkis ont manifesté dans le calme, dimanche, à partir de 15 heures, au siège de l'autoroute A 8 à Antibes (Alpes-Maritimes) pour réclamer leur « reconnaissance ». « Harkis, trente ans d'oubli, ça suffit ! » déclarent les tracts qu'ils ont distribués aux automobilistes, ceux-ci traversant le péage sans avoir à acquiescer les sommes normalement dues. A Grenoble, la veille, une cinquantaine de harkis ont manifesté sans incident pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur les difficultés d'intégration de leur communauté. Les manifestants, qui se sont rendus à la préfecture de l'Isère, y ont déposé une motion. L'interpellation de six jeunes de Jouques (Bouches-du-Rhône) avait fait monter la tension

parmi les harkis, cette tension persistant malgré leur remise en liberté dans un souci d'apaisement. Les jeunes gens ont été remis en liberté sur instruction du parquet, au terme de leur audition par les gendarmes. Ils feront l'objet de poursuites, vraisemblablement sur citation directe, pour entrave à la circulation et dégradations, a-on appris de source judiciaire. Certains pourraient être poursuivis pour détention d'armes, a-on précisé de même source ; en effet, si aucune arme à feu n'a été trouvée sur les lieux, des bâtons et des barres ont été saisis.

Alors qu'à Peyrolles-en-Provence, une vingtaine de jeunes ont occupé, samedi, la piscine municipale et que d'autres ont « tenu » un péage autoroutier près de Saint-Laurent-d'Arns (Gard), en signe de solidarité, la tension est restée sensible à Jouques, même si les anciens ont incité au calme. « Nous sommes plus modérés que les jeunes, mais nous ressentons la même colère », a déclaré l'un d'eux. « J'ai vu les gendarmes frapper des enfants et je ne suis pas prêt d'oublier », témoignait une femme.

Le Conseil national supérieur des rapatriés est officiellement né samedi à Toulouse et a décidé de structurer les activités de plus de vingt associations de pieds-noirs et de harkis. Ce conseil, présidé par M. Eugène Ibagne, affirme « représenter légitimement aujourd'hui 3,5 millions de rapatriés en France ». Il est placé sous la présidence d'honneur de M. Edmond Jouhaud, ancien chef de l'OAS (Organisation armée secrète). Le R.C.O.S. France a contesté, dès le lendemain, la représentativité de ce « mini-gouvernement pied-noir aussi fanatique que déplacé ».

Accusé d'avoir publié un faux entretien

Le directeur de « Passages » poursuit en justice le quotidien « Présent »

Pour qui travaille M. Philippe Palat ? Figurant en qualité de rédacteur en chef dans le dernier numéro de l'*Idiot international* de M. Jean-Edouard Hallier, M. Palat avait signé, en tant que journaliste pigiste, en avril 1990, une interview de deux dirigeants du Front national, MM. Bernard Antony et Pierre Sergent, publiée dans le mensuel *Passages* de M. Emile Malet. La diffusion de cet entretien avait provoqué la condamnation du directeur de *Passages* et de M. Palat, ce dernier n'ayant fourni la preuve matérielle - une bande magnétique - qu'il prétendait détériorer de sa conversation avec les deux responsables d'extrême droite (le Monde du 19 mars).

Tout donnait à penser que cette interview avait été fabriquée de toutes pièces. C'est ce que M. Palat a confirmé dans une lettre manuscrite reproduite par le quotidien d'extrême droite *Présent* dans son numéro daté 17-18 juin 1991. L'intéressé affirme, dans cette missive remise à des dirigeants du Front national, « avoir réalisé une fautive interview à connotation antisémite (...) à la demande expresse et sur l'ordre de M. Malet, directeur de *Passages*. (...) En réalité, comme M. Malet le savait parfaitement, je

n'ai rencontré à cette occasion ni M. Pierre Sergent ni M. Bernard Antony », affirmait M. Palat, dont les « aveux » étaient commentés par le journal *Le Monde*.

S'estimant diffamé, le directeur de *Passages* a fait délivrer une citation directe devant le tribunal de grande instance de Paris, notamment à M. Pierre Durand, directeur de *Présent*, et à M. Palat. A l'appui de cette action, M. Francis Terquem a produit quatre lettres envoyées, entre mai et août 1990, à M. Malet, son client, par M. Palat. Ce dernier y explique par le menu les conditions de réalisation de l'interview contestée, dont, selon lui, « les preuves existent bel et bien ; il se dit « profondément et sincèrement touché et sensible par la confiance » (sic) que lui a témoignée son correspondant, à qui il assure qu'ensemble ils « l'emporteront contre ces supporters malsains d'un régime aux relents nazifiants ».

En marge de cette citation directe devant la dix-septième chambre du tribunal de grande instance de Paris, M. Terquem a déposé une plainte avec constitution de partie civile, dont le parquet dira si elle nécessite la désignation d'un juge d'instruction.

O. B.

Les coupables à l'index

Le Conseil d'Etat épingle les « coupables » des retards mis à l'application des décisions de la justice. Ce sont malheureusement toujours les mêmes. Le rapport explique : « Comme les années précédentes, les dossiers concernant le ministère de l'éducation nationale et les collectivités locales, et leurs établissements publics, restent trop nombreux ; leur « stock » a même augmenté en 1990. Certes, 414 de ces plaintes ont été réglées dans l'année, mais quelques exemples de celles qui traînent suffisent à confirmer le mauvais foi des administrations concernées.

Ainsi, le ministère du budget n'a toujours pas exécuté un jugement du 18 mai 1987 imposant la modification d'un article réglementaire du code des pensions. Le ministère du tourisme, deux ans après un arrêt du Conseil d'Etat annulant une décision ministérielle mettant fin aux fonctions d'un sous-directeur, n'a toujours pas obtempéré. Le 4 juillet 1988, le Conseil a annulé certaines dispositions d'un arrêté sur l'exercice du droit syndical des agents de l'éducation nationale ; le nouvel arrêté n'a toujours pas été pris.

De même, le comité de tutelle des marchés d'intérêt national n'a pas encore versé la somme de 50 000 francs qu'il a été condamné à payer à la société par décision du 17 janvier 1986 ; bien entendu, aujourd'hui les intérêts qu'il lui faudra ajouter sont supérieurs à la condamnation initiale. Quant au ministère des affaires étrangères, il ne s'est toujours pas acquitté d'une somme de 26 455 francs qu'il doit, en vertu d'un jugement du 22 mars 1989, à un de ses agents, en remboursement de frais.

Les collectivités locales ne sont pas plus obéissantes. La commune de Thiais (Val-de-Marne) refuse toujours de réintégrer le directeur de son conservatoire, alors que le licenciement de celui-ci a été annulé par un jugement du 9 octobre 1988 confirmé par le Conseil d'Etat le 22 janvier 1989. La commune d'Arbois (Jura) a mis près de quatre ans à obtempérer à une décision du tribunal administratif de Besançon. Celle de Grenchamp (Morbihan) ne répond pas, depuis le 6 octobre 1988, aux correspondances de la section du rapport lui demandant d'appliquer un jugement du tribunal administratif de Rennes.

De telles attitudes apparaissent particulièrement choquantes lorsqu'elles émanent de fonctionnaires dont la responsabilité première est, justement, de faire respecter le droit. Ainsi le Conseil d'Etat, le 6 mai 1988, a annulé un permis de construire, délivré par le préfet de Corse-du-Sud, autorisant la réalisation d'un ensemble de cent studios dans un lotissement. Or, dès le 19 mai 1988, le même préfet a accordé un nouveau permis de construire pour un projet légèrement différent mais qui semble à la section du rapport et des études méconnaître également, au regard de la jurisprudence du Conseil d'Etat en la matière, le motif d'illégalité relevé. Les travaux de cette résidence ont été achevés le 15 mai 1988, mais, depuis, un attentat l'a sérieusement endommagé. Dans un contexte aussi sensible que celui de la Corse, faut-il vraiment s'étonner, lorsque les représentants de l'Etat violent la légalité, que des « clandestins » s'accrochent au droit de la faire respecter par des moyens illégaux ?

Th. B.

M. Lalonde réitère sa menace de démission

M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, a réaffirmé, dimanche 28 juillet, au « Forum » de Radio-Montecarlo et de l'Express, qu'il présentera sa démission à la fin de l'année si son secteur n'est pas considéré comme prioritaire par le gouvernement. M. Lalonde a dénoncé « les cloportes des cabinets » et appelé M. Edith Cresson à se prononcer sur les différents dossiers en cours en matière d'environnement, dont la loi sur les permis naturels régissant la politique des déchets et l'aménagement de la Loire.

« Le plan national pour l'environnement a été adopté en décembre 1990, a-t-il dit. Maintenant il faut l'appliquer. Alors, là, ça traîne. Moi, j'en appelle au premier ministre pour que l'ensemble des administrations appliquent réellement la priorité du gouvernement. » Rappelant que, en entrant à Matignon, M. Cresson avait annoncé qu'elle avait deux priorités : l'emploi et l'environnement, le ministre a émis l'hypothèse que cette annonce n'avait « peut-être pas atteint toutes les oreilles de toutes les administrations ».

M. Lalonde a annoncé que son mouvement, Génération-Ecologie, présentera des listes « autonomes » et « indépendantes » aux prochaines élections. « Si les écologistes et, notamment, le parti Vert, refusent l'alliance que je leur propose dans l'indépendance », a déclaré M. Lalonde, « je pense qu'ils vont manquer une chance historique et

qu'on va se retrouver, comme en Allemagne, avec un parti Vert qui va disparaître ».

Relevant que « le Parti socialiste a été le premier parti à accepter qu'un écologiste participe au gouvernement » et qu'il a pris « une longueur d'avance sur ce sujet », M. Lalonde a ajouté que cela d'empêchera pas Génération-Ecologie de « continuer dans l'indépendance », où de présenter des listes auxquelles seront conviés « tous les écologistes ».

Dans un communiqué publié le 26 juillet, M. Antoine Waechter, chef de file des Verts, ironise sur la menace de démission de M. Lalonde, en l'invitant à ne pas entendre « le début de la prochaine campagne électorale » pour la mettre à exécution. « Nous craignons que tout cela n'est que monnaie de pollicienne », déclare M. Waechter.

M. Sarkozy (RPR) : M. Balladur est « le meilleur candidat pour Matignon ». - M. Nicolas Sarkozy, député des Hauts-de-Seine et secrétaire général adjoint du RPR, déclare, dans un entretien publié samedi 27 juillet dans le *Figaro*, qu'en cas de victoire de l'opposition aux élections législatives de 1993, M. Edouard Balladur serait « le meilleur candidat pour Matignon ». « Il en a les capacités, il l'a démontré comme ministre d'Etat entre 1986 et 1988. »

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 48-60-30-10
Téléc : 261.311 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

Edité par la SARL Le Monde :
Durée de la société :
cent ans à compter du
1^{er} décembre 1943
Capital social :
630 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant
Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57.477
ISSN : 0183-2067
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Via
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : MONDPUB 634 128 F
Fax : 46-62-93-73 - Société filiale
du journal Le Monde et RCP Press SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELG., LUXEMB., PAYS-BAS	AUTRES PAYS
1 an	480 F	572 F	790 F
6 mois	240 F	286 F	395 F
3 mois	120 F	143 F	197 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Envoyez avec l'abbonnement d'envie tous les numéros parus en capitales d'imprimerie.
PP Paris RP

Deux élections cantonales

MAYOTTE : canton de Chénou (1^{er} tour)
Ins. : 1 688 ; vot. : 1 384 ; abst. : 18,01 % ; suff. expr. : 1 379.
MM. Younoussa Bamana, MPM, 881 voix (63,66 %) ; ELU ; Anboudi Madi Mouchoula, RPR, 498 (35,98 %).

[Cette élection partielle avait été provoquée après l'invalidation prononcée le 3 juin dernier par le tribunal administratif pour non-respect du délai de rigueur entre les deux scrutins de mars 1991 et de l'élection partielle du 14 avril. Battu dans son camp de Kani-Kell, lors du renouvellement général de mars, M. Bamana, président du conseil général de Mayotte et figure historique du Mouvement populaire mayotais, avait retrouvé un siège de conseiller général à Chénou moins d'un mois plus tard, à la faveur d'une partielle. M. Bamana avait été élu le 17-18 juin 1991. L'intéressé affirme, dans cette missive remise à des dirigeants du Front national, « avoir réalisé une fautive interview à connotation antisémite (...) à la demande expresse et sur l'ordre de M. Malet, directeur de *Passages*. (...) En réalité, comme M. Malet le savait parfaitement, je

(61,58 %) ; Massali Fayadhididina, 548 (38,09 %) ; SEINE-MARITIME : canton de Cany-Barville (2^e tour)
Insor. : 6 248 ; vot. : 3 542 ; abst. : 46,20 % ; suff. expr. : 3 421.
MM. Didier Jouenne, div. d., 1 861 voix (54,40 %) ; ELU ; Pierre Minus, div. g., 1 560 voix (45,6 %).

[Personnellement soutenu par M. Jean Lecanuet, président (UDF-CDS) du conseil général de la Seine-Maritime, M. Jouenne, arrivé en tête des neuf candidats présents au premier tour de scrutin, le 21 juillet, occupait logiquement le siège rendu vacant par le décès de Robert Calot (UDF-rad.). Cette victoire, laquelle, est moins inattendue qu'on ne l'aurait à priori. Les électeurs se sont encore moins mobilisés qu'au premier tour, et avec un score de plus de 45 %, dépassant largement le nombre des voix socialistes, communistes et écologistes du premier tour, le résultat de M. Minus, maire de Cany-Barville, qui se résumait de la manière précédente - la Fédération PS n'avait pas désigné de candidat officiel - confirme la progression de la gauche.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : insor. : 6 248 ; vot. : 3 577 ; abst. : 42,75 % ; suff. expr. : 3 483. MM. Jouenne, 830 voix ; Minus, 630 ; René Vimeau, div. d., 546 ; Emile Camu, div. g., 489 ; Gérard Tasse, div. d., 345 ; Jean-Jacques Carpentier, div. d., 223 ; Jean-Marie Collette, div. d., 148 ; Michel Massobrier, PC, 121 ; Patrick Dupuis, div. d., 93.

محاضرات الفصل

IMMIGRATION

Poursuivant leur grève de la faim à Orléans

Les déboutés du droit d'asile demandent à être entendus « dans des conditions correctes »

L'abbé Pierre a apporté son soutien, dimanche 28 juillet, aux trente-huit déboutés du droit d'asile - trente-cinq Turcs et trois Africains - qui font la grève de la faim, depuis trente jours, sur le seuil de la cathédrale d'Orléans. Ceux-ci demandent à être entendus « dans des conditions correctes » par les autorités.

ORLÉANS

de notre correspondant

Le vieil homme avait quitté sa pellicule, mais était vêtu d'une vareuse grise et d'un pantalon de velours. Se courbant au-dessus des hommes allongés, il a longuement serré leurs mains, embrassé certains qui sanglotaient. Les grévistes sont installés sous le narthex de l'édifice. Derrière un pilier, on a camouflé un cabinet de toilette,

au pied d'un autre, on a élevé une pyramide de bouteilles d'eau minérale. « La cathédrale est encore plus belle comme ça, lorsqu'elle rend service aux pauvres », murmure un sympathisant.

Après l'hospitalisation de l'un des leurs pour des problèmes rénaux, les grévistes, bien qu'affaiblis, montrent toujours la même détermination. Le collectif orléanais qui lui a pris en charge explique que quinze d'entre eux ont subi des peines d'emprisonnement en Turquie pour des raisons politiques allant de quelques mois à huit ans, et que tous ont été des militants de base dans des partis ou des organisations d'opposition.

La moitié sont arrivés en France avant 1989. « J'ai laissé ma femme et mes deux enfants en Turquie, je ne les ai pas revus depuis cinq ans. Est-ce que vous connaissez un homme qui peut supporter cela sans raison ? Si j'étais parti pour des raisons économiques, pour faire de l'argent, je serais allé en

Arabie saoudite », affirme Kemal. Après avoir été reçu deux fois à la préfecture du Loiret, les grévistes ont épuisé le contenu de la circulaire ministérielle du 23 juillet. « Trois hommes, au mieux, sur les trente-huit, remplissent les conditions pour être régularisés », estime M. Jean-Pierre Perrie, porte-parole du collectif. La dernière mouture de cette circulaire est encore plus restrictive que ce que nous relaterons.

Toujours, le collectif orléanais a noté dans la circulaire qu'il pouvait être prévu « l'admission exceptionnelle au séjour lorsque le demandeur d'asile, débouté, établit qu'il s'est exposé à des risques sérieux pour sa sécurité ou sa liberté en cas de retour dans son pays d'origine ». Dans ces conditions, les grévistes - ceux de l'église Saint-Joseph à Paris, et de Saint-Pierre-le-Guillard, à Bourges, viennent d'adopter la même position - demandent d'être enfin entendus dans des conditions correctes par les autorités « sous la vigilance de l'abbé Pierre, du pasteur Stewart et de M. Jeanne », membres du « comité de suivi » institué par le gouvernement.

L'abbé Pierre a indiqué qu'il allait proposer que soient portés de un à trois mois les délais d'expulsion, afin que chaque puisse être reçu pour exposer sa situation par l'administration, ce qui d'ailleurs est signifié dans la circulaire du 23 juillet, qui laisse des pouvoirs d'appréciation au préfet pour régler les situations.

RÉGIS GUYOTAT

POINT DE VUE

De l'état de droit à l'état de grâce

par Risorius

La circulaire du 23 juillet 1991 qui accorde enfin, à une petite minorité (de 10 à 15 % probablement) de déboutés du droit d'asile la restitution de leurs titres de séjour et de travail manifeste-t-elle un réel progrès sur la voie de la justice ou bien n'est-elle qu'une concession hypocrite supplémentaire à l'égard de cas désahérités de la planète ? A en juger par le petit nombre prévisible des bénéficiaires, il s'agit, et plus ni moins, d'une injustice.

Le texte, que les ministères des affaires sociales et de l'intérieur ont évité de signer eux-mêmes, se caractérise par une terrible ambiguïté. Il prévoit des critères de sélection - entrée en France avant le 1^{er} janvier 1989, durée de l'instruction de la demande d'asile par l'administration, insertion sociale et professionnelle - qui ignorent délibérément la situation d'anciens demandeurs d'asile de cas déboutés. Le « noyau dur » de la circulaire fait comme si le rejet, par l'OFPPA et par la commission des recours, de leur demande du statut de réfugié relevait d'un jugement équitable et, de ce fait, indiscutable : l'illégitimité de leur prétention passée à l'asile ne ferait pas de doute, à l'avenir d'entre eux ne subsisterait donc de « craintes personnelles » pour savoir, sa sécurité ou sa liberté dans son pays d'origine.

Dans ces conditions, tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, et il paraît cohérent de leur accorder, à titre exceptionnel et purement humanitaire, une sorte de prime à l'ancienneté à ceux qui, tout à la fois, vivant depuis longtemps en France, sont les mieux insérés et ont subi, au plus haut point, les lenteurs administratives de la filière d'instruction de leurs dossiers. Pourquoi alors la circulaire s'empresse-t-elle de mettre en place une série de garde-fous destinés à éviter que les déboutés exclus ne subissent, en cas de retour dans leur pays d'origine, des atteintes à leur sécurité ou à leur liberté ? On ne peut que se féliciter de telles précautions. Mais elles sont manifestement en contradiction avec les principes simplistes qui fondent les entrées de régularisation de plein droit.

Les fonctions de blanchiment de protection attribuées, à l'égard des expulsés, aux « attachés humanitaires » en poste dans nos ambassades - nouvelle et pacifique ingénierie dans les affaires intérieures d'Etats souverains - portent à sourire, tant elles sont dérisoires. Mais qu'importe ! Elles témoignent au moins du caractère fondé des craintes avancées par les déboutés.

Dans son souci d'éviter les bavures liées aux retours, qui va jusqu'à autoriser parfois la régularisation de déboutés de facto, la circulaire reconnaît de facto que les jugements de l'OFPPA et de la commission des recours sont marqués du sceau de l'arbitraire : le doute, qui n'a jamais bénéficié

à la majorité des demandeurs au moment où il s'est été saisi, resurgit soudain quand tout paraît perdu, comme la grâce pour les condamnés. Mais où sont donc les certitudes péremptoires selon lesquelles rien ne serait plus aisé que de distinguer un demandeur d'asile politique d'un demandeur d'asile économique ?

Le bon plaisir du prince

Déjà, en 1987, la circulaire Parraud tentait maladroitement de répondre à cette question de fond, puisqu'elle prévoyait une « contre-indication au renvoi fondée sur la situation dans le pays d'origine » quand « l'étranger craint d'être exposé à des risques sérieux pour sa sécurité ou sa liberté ».

Au regard de ces dangers réels, les pouvoirs publics ne cessent donc de se voiler le face et d'opter, comme il sied - semble-t-il - dans tout ce qui touche au terrorisme, en faveur de solutions approximatrices d'urgence plutôt que d'aborder en termes clairs et, si possible, publics le droit d'asile dans toute sa complexité.

L'affirmation consistant en la « détermination du droit d'asile » relève largement de la démagogie. C'est pourtant au nom de cette approximation que le gouvernement français s'apprête à installer des antennes de l'OFPPA dans les aéroports. On y bécotera donc plus encore les dossiers et l'on pourra surtout y empêcher, par toute quélude et arbitraire, les candidats à l'asile de formuler leur demande. D'ailleurs, la circulaire de contingence d'un droit réputé sacré, les accords de Schengen, apporteront bientôt leur contribution en limitant les voies d'accès à l'Europe. Bref, au lieu d'admettre que la « sécurité » sensu du droit d'asile exprime, en grande partie, la misère du monde, on cherche à s'en protéger à l'aide de mauvais procès d'intention. Ainsi est-on insensiblement passé, au cours des dernières années, du temps où l'asile correspondait à un droit à celui où il n'est plus qu'une grâce, arbitrairement dispensée selon le bon plaisir du prince.

Dans ce contexte, la circulaire préparée sous la houlette Bianco-Mercand rastera dans l'histoire comme un symptôme supplémentaire du faux-semblant des droits de l'homme à l'échelle internationale. Face à une telle incompréhension de la réalité, les déboutés en sont aujourd'hui réduits à en appeler à l'ouverture de « sanctuaires » destinés à les protéger de l'expulsion, assés hors la loi dans un pays des droits de l'homme qui ne reconnaît plus guère d'asile.

Risorius est le pseudonyme collectif de membres du Réseau d'information et de solidarité, ensemble de seize associations à l'origine de la campagne en faveur des déboutés menée depuis juillet 1990.

Pèlerinage islamo-chrétien

Fils d'Abraham autour d'un pardon breton

Plusieurs centaines de pèlerins chrétiens et musulmans ont célébré, les 27 et 28 juillet, le culte des Sept Dormants d'Ephèse dans un hameau de Bretagne. La tradition raménée permet de jeter des ponts entre deux cultures.

GUINGAMP

de notre envoyée spéciale

Sept jeunes gens qui vivaient au troisième siècle, au temps de l'empereur Décus, ne voulaient pas renier leur foi chrétienne. Ils se réfugièrent dans une grotte d'Ephèse dans l'actuelle Turquie, mais furent, sur ordre de l'empereur, emmurés vivants. Ils « ressuscitèrent » après une « dormition » de près de deux cents ans. Ce sont ces Sept Dormants d'Ephèse que, chaque quatrième samedi du mois de juillet, les habitants du hameau des Sept-Saints, à Selz Sant, et de toute la Bretagne, viennent célébrer dans un traditionnel pardon breton.

Après la messe chantée en latin, la procession se rend sur une place du village : un chant s'élève, la gwerz, long récit populaire en breton, qui narre l'histoire de ces Sept saints dont le culte, sans doute parvenu d'Orient en ce pays de Trégor, remonte au sixième siècle. Etonnant ferveur populaire persistant à travers les âges. Symbole aussi d'une rencontre : celle des chrétiens et des musulmans. Car les Sept Dormants d'Ephèse sont vénérés par les deux religions, pour lesquelles ils

constituent une preuve de la résurrection des morts et réaffirment l'unicité de Dieu, d'Allah.

Le hameau des Sept-Saints est le lieu d'un pèlerinage islamo-chrétien depuis 1954. Cette année-là, quelques mois avant le début de la guerre d'Algérie, sous l'impulsion de l'orientaliste Louis Massignon, chrétiens et musulmans vinrent prier ensemble pour la paix. La tradition s'est perpétuée, mais ils furent de moins en moins nombreux à venir. Ce week-end, pourtant, la chapelle qui abrite, sous un dolmen, d'antiques statues des Sept Dormants ne pouvait contenir la foule des fidèles. Et la valon au fond duquel se niche la fontaine dédiée à ces martyrs a de nouveau entendu la langue du prophète Mahomet, lorsque le docteur Ali Al Samman a lu la sourate 18 du Coran, qui compte, elle aussi, l'histoire des « gens de la caverne ».

« Modeste pèlerin »

Cette figure nouvelle du pèlerinage doit beaucoup à la participation, cette année, de l'Association pour le dialogue islamo-chrétien et les rencontres interreligieuses (ADIC). Il a fallu reprendre le flambeau, quelques mois après la guerre du Golfe, pour que chrétiens et musulmans apprennent à mieux se connaître, dépassent sans les effacer leurs différences.

Cheikh Haddam, recteur de la Mosquée de Paris et président de l'ADIC, a rappelé, au cours d'un débat d'ouverture, l'appar-

tenance des chrétiens, des juifs et des musulmans à la même famille : celle des fils d'Abraham. Venu en « modesto pèlerin », il a dû, avec le Père Michel Lelong, secrétaire général de l'ADIC, répondre à de nombreuses questions. « Quel sang avons-nous en commun ? » a demandé une vieille dame qui découvrait d'étonnantes rapprochements. « Quelle conception la religion musulmane a-t-elle de la Résurrection ? » s'interroge un homme.

Au-delà de la symbolique d'une manifestation religieuse commune, l'ADIC s'est donné pour mission de combler des fossés creusés par l'ignorance. Un projet de cours ouverts à tous sur les grandes religions est à l'étude. Un colloque international sur « l'éducation des enfants » devrait réunir, à Rouen en janvier 1992, des spécialistes religieux de tous pays, comme ce fut le cas à Strasbourg en décembre dernier (le Monde daté 23-24 décembre 1990).

Le conflit Nord-Sud, le réveil des religions, ne doivent pas, estiment les promoteurs du dialogue islamo-chrétien, dégenerer en opposition fanatique. Et dit le Père Michel Lelong, « alors que l'intégration de la communauté musulmane en France est en question aujourd'hui, ne mettons pas trois siècles à accepter les musulmans, comme nous l'avons fait pour les protestants ou les juifs ». Les habitants du hameau des Sept-Saints accueillent, depuis plus de trente ans, des pèlerins musulmans.

SYLVIE DERAJME

FAITS DIVERS

D'une valeur inestimable

Des œuvres d'art du Moyen Age ont été dérobées dans une église de Corrèze

UMOGES

de notre correspondant

Le trésor de l'église romane de Gimel (Corrèze) a été pillé au début de la semaine dernière. Le vol a été constaté le mardi 23 juillet au matin par le prêtre de la commune, l'abbé Latour, qui faisait visiter depuis trente-cinq ans cet important ensemble d'œuvres limousines. Neuf pièces ont disparu, parmi lesquelles la chaise de Saint-Etienne en émail champlevé du XII^e siècle, qui est l'une des œuvres majeures de l'« Opus Lemovicum » au Moyen Age. Classé monument historique dès le XIX^e siècle, elle avait été montrée aux expositions universelles de Paris en 1889 et 1900, à Londres en 1932, ainsi qu'à Rome pendant les travaux du concile Vatican II. Sa valeur est estimée à quatre millions de francs.

La neutralisation d'un important dispositif de sécurité d'alarme semble prouver, selon le SRPJ de Limoges chargé de l'enquête, l'intervention de spécialistes. D'autant que le caractère unique et clairement identifié des pièces volées les rend difficilement négociables.

GEORGES CHATAIN

Tué pour un vol de carottes

Parce qu'il était excédé par une succession de vols commis dans son champ de melons au cours des nuits précédentes, M. Michel Poupion, 65 ans, marié, aux Sablons-d'Ornon (Vendée), avait décidé de monter la garde, fusil en main, dans le nuit du vendredi 28 au samedi 27.

Ayant surpris, peu avant minuit, quatre personnes occupées à arracher des plants de carottes sur un terrain voisin, le marié chercha à relever le numéro d'immatriculation de leur véhicule. Mais, bientôt, il se retrouva, explique-t-il, « pris en tenaille » par deux hommes qui lui demandèrent de ne pas bouger. Affolé, le marié tira et blessa mortellement M. Domini-

que Caubet, trente-quatre ans, puis tira également sur le frère de la victime, Jean, trente-cinq ans, qu'il blessa très grièvement. Inculpé de « coups mortels avec arme ayant entraîné la mort sans intention de la donner » et de « coups et blessures avec arme », M. Poupion a été placé en détention provisoire.

Un comité de défense, constitué avec le soutien du maire de la ville, M. Louis Guédon (div. d.), diffuse un tract intitulé : « La population avec les élus pour le droit à la sécurité ». Un rassemblement devait se tenir, lundi après-midi, pour protester contre « le climat d'insécurité » qui régnerait actuellement dans la station balnéaire.

REPÈRES

CIRCULATION

Le nombre des morts sur les routes diminue régulièrement

Les Français semblent modifier lentement leur manière de conduire, et le nombre des morts sur les routes, qui a régulièrement diminué depuis décembre dernier, a une nouvelle fois fait apparaître une baisse en juin, avec 78 tués de moins qu'en juin 1990.

Pour M. Paul Quilès, ministre de l'équipement et des transports, il ne faut certes pas s'attarder sur les 834 tués et 4.362 blessés graves de juin 1991 représentant encore un chiffre beaucoup trop élevé. Mais, a-t-il souligné, « ces chiffres sont encourageants, et semblent montrer que la politique engagée depuis trois ans par le gouvernement en matière de sécurité routière commence enfin à porter ses fruits ».

De la même manière que 1987 avait été une moins mauvaise année que les autres (avec exception 1990 toutefois), grâce à un hiver rigoureux, qui avait incité les automobilistes à moins rouler, on pouvait en effet craindre que la baisse des morts, depuis le début de cette année, ne s'explique que par la crise du Golfe et le fait que les Français, cet hiver, ont moins roulé que d'habitude.

Pour M. Quilès, cependant, le fait que le nombre des tués a également sensiblement diminué ce printemps semble indiquer qu'il n'est pas si anodin que la mentalité des automobilistes commence à évoluer.

ENVIRONNEMENT

De nombreux incendies de forêts dans le Midi

Plus de 1 500 hectares de pinèdes et garrigues ont brûlé, dans le Midi, entre samedi 27 et dimanche 28 juillet. L'incendie le plus important s'est produit dans le Var, où quelque 1 300 hectares ont brûlé entre Brignoles et Saint-Maximin, après au moins cinq départs de feu différents (le Monde daté 28-29 juillet). Alors que tous les moyens en hommes et matériel étaient mobilisés autour du foyer principal, situé à Bred, de nouveaux feux éclataient, dimanche après-midi, à Entracasseux et à Gassin. Pompiers ou soi-

et bombardiers d'eau sont venus à bout de tous ces incendies dimanches.

D'autre part, 20 hectares de maquis, ont brûlé dimanche, près de Menton (Alpes-Maritimes) et 90 hectares de garrigue dans l'Hérault et le Gard. Enfin, de nombreux départs de feu ont été signalés en Dordogne, dont l'un a détruit le dépot de bois d'une scierie à Saint-Paul-La-Roche.

MÉCÉNAT

Les héritiers d'un collectionneur réclament leur part

Une partie de la riche collection de tableaux du Musée d'art moderne de Villeneuve-d'Ascq, dans la banlieue lilloise, est réclamée par les cinq héritiers de M. Jean Masurel, industriel tournoisien décédé le 21 mars. Ce dernier, collectionneur averti, avait fait don, en 1979, à la communauté urbaine de Lille de deux cent vingt-deux toiles, estimées aujourd'hui globalement à quelque 300 millions de francs.

Depuis le mort de M. Masurel, ses cinq héritiers réclament une part de la donation. L'argument est simple : le fortune de M. Masurel étant estimée à 6 millions de francs environ, ses libéralités ne pouvaient dépasser les 25 % de la quotité disponible légalement. Selon eux, la communauté urbaine aurait perçu 140 millions de francs en trop. Pour effectuer le remboursement demandé, il faudrait augmenter de 12 % les impôts, affirmant les services de la communauté. M. Pierre Maury a engagé un dialogue avec la famille Masurel dans la plus grande discrétion : on trouve peut-être un compromis pour laisser les tableaux au musée... et alléger les droits de succession des demandeurs. (Corresp.)

○ Nouvelle sortie pour les cosmonautes de Mir. - Les deux cosmonautes soviétiques qui se trouvent à bord de la station orbitale Mir ont effectué, samedi 27 juillet, une étonnante sortie dans l'espace. Au cours de cette opération, qui a duré 6 h et 49 mn, Anatoli Artsebarski et Sergueï Krikalev ont installé sur les flancs du train spatial une structure métallique en cinq morceaux de grande dimension (14 mètres). Selon l'agence Tass, des travaux complémentaires seront nécessaires avant que ce nouveau système soit opérationnel. - (AFP, Reuter.)

SPORTS

AUTOMOBILISME : le Grand Prix d'Allemagne de formule 1

Le « coup du chapeau » de Nigel Mansell

Vainqueur du Grand Prix d'Allemagne de formule 1 devant son coéquipier italien Riccardo Patrese, Nigel Mansell a réussi, dimanche 28 juillet, le premier « coup du chapeau » (trois succès consécutifs) de sa carrière et permis aux Williams Renault de s'imposer pour la quatrième fois de la saison avec un deuxième doublé.

Sur le circuit d'Hockenheim qui soumet les moteurs à un dur régime avec deux longues lignes droites en forêt où les plus rapides frôlent les 340 km/h, le Britannique qui était parti en tête, n'a jamais été réellement inquiété. En faisant l'impasse sur le changement de ses pneus, le Français Jean Alesi (Ferrari) a occupé la première place du dix-

neuvième au vingt-deuxième des quarante cinq tours, avant de finir troisième. La deuxième abandon consécutif d'Ayrton Senna sur panne d'essence dans le dernier tour, abondé en quatrième position, permet à Nigel Mansell de revenir à 8 points du Brésilien au classement du championnat du monde.

Des millions de dollars en fumée

HOCKENHEIM
de notre envoyé spécial

Les spectateurs du Grand Prix d'Allemagne n'ont sans doute pas remarqué l'aspect inhabituel de la McLaren Honda d'Ayrton Senna, de la Ferrari d'Alain Prost, de la Williams Renault de Nigel Mansell ou de la Ligier Lamborghini de Thierry Boutsen. Des seize courses de la saison, les grands prix anglais et allemands sont pourtant les seuls où les fabricants de cigarettes, principaux bailleurs de fonds de la Formule 1, n'ont pas le droit de faire figurer leur nom sur les voitures, les casques ou les combinaisons des pilotes, ni même dans l'enceinte du circuit.

Ces manufacturiers du tabac qui ont imposé leur image en Formule 1 depuis plusieurs saisons ont, certes, trouvé des parades pour ces deux épreuves. Si Camel n'est plus inscrit sur les flancs des Williams Renault ou des Benetton Ford, le dromadaire bleu sur fond jaune y apparaît considérablement grossi.

De même, six grandes danseuses gitanes évoluant au milieu de volutes de fumée ont pris la place de la publicité pour les blindés de la Scuderia Ferrari sur les Ligier Lamborghini. Le subterfuge est plus subtil sur les voitures d'Ayrton Senna et de Gerhard Berger où Marlboro est remplacé, dans un graphisme rigoureusement semblable, par... McLaren pour que la vitesse et l'accoutumance aidant, les spectateurs ne remarquent pas le changement.

Des codes d'autorégulation

Ces palliatifs ne restent toutefois efficaces que s'ils sont utilisés avec parcimonie. Or, la nouvelle loi française relative à la lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme qui entrera en application en 1993, viendra s'ajouter aux interdictions allemandes et anglaises et ces mesures pourraient être étendues à l'ensemble des pays de la Communauté qui accueillent la moitié des seize grands prix.

La menace est sérieuse pour les industriels du tabac. « Même si en France nous n'avons plus le droit de faire de la publicité ou du parrainage à partir du 1^{er} janvier 1993, ce n'est pas pour ça que nous cesserons nos activités en Formule 1, mais si ces mesures se généralisaient dans la

CEE, nous reverrions sans doute notre position », affirme M. Michael Horst, président de Philip Morris corporate services, le principal sponsor de la Formule 1 avec la marque Marlboro.

Une nouvelle étape vers l'interdiction totale de la publicité pour le tabac dans la CEE (sauf à l'intérieur des débits de tabac) a été franchie le 15 mai avec le vote par la Commission des affaires sociales d'une proposition de directive européenne. Cette proposition d'empêcherait pas les industriels du tabac de poursuivre des activités de parrainages sportifs ou culturels, mais seulement par pure philanthropie puisqu'aucun signe distinctif ne devrait rappeler une marque. Une précédente proposition, moins restrictive, avait déjà été votée par le Parlement européen en mars 1990 avant d'être repoussée, le 17 mai, par le Conseil européen de la Saïte.

Si les douze ministres de la Santé sont d'accord pour limiter la publicité pour le tabac, des divergences sont jusqu'ici apparues sur les moyens d'y parvenir. A une loi communautaire, l'Allemagne, le Danemark, la Grande-Bretagne, l'Italie et les Pays-Bas ont préféré des codes d'auto-régulation négociés directement avec les industriels du tabac. Le prochain conseil des ministres de la Santé, programmé le 11 novembre, devrait être amené à se prononcer sur la nouvelle proposition de la Commission des affaires sociales.

En France, le préjudice pour l'ensemble du sport automobile à partir du 1^{er} janvier 1993 a déjà été chiffré à 350 millions de francs par M. Jean-Marie Baletre, le président de la Fédération. Un chiffre à comparer avec les 980 000 francs de la subvention gouvernementale en 1990.

Coup de tabac sur les salaires

Les pertes seraient plus importantes encore en Formule 1 si les industriels du tabac qui, comme Philip Morris, consacrent 10 à 20 % de leur budget publicitaire général au sport automobile, se retirent.

Depuis la première apparition d'une publicité pour le tabac (John Player Special) sur les Lotus en 1968, les fabricants de cigarettes ont peu à peu étendu leur influence en Formule 1 au point d'y investir cette année

près de 100 millions de dollars en assurant, pour l'essentiel, les salaires des pilotes. Entré modestement avec BRM en 1972 puis avec McLaren en 1974, Philip Morris est aujourd'hui le partenaire principal des deux plus prestigieuses écuries et a déposé des contrats avec seize des trente-cinq pilotes de Formule 1 qui composent le Marlboro world championship team.

Si les McLaren sont peintes aux couleurs (rouge et blanc) de Marlboro depuis 1974, le groupe Philip Morris n'a jamais voulu posséder des parts de l'écurie. « Nous désirons seulement être le sponsor principal de McLaren », affirme M. Michael Horst. Nous négocions un budget, mais ce sont eux qui fixent le salaire de leurs pilotes. En revanche, nous avons des contrats particuliers avec Ayrton Senna et Gerhard Berger pour des actions de relations publiques ou de promotion.

Le malaise de Prost et de Senna

Le montage financier est différent avec Ferrari. « Nous avons négocié notre premier contrat de l'époque de Gilles Villeneuve et de Didier Pironi (1981), indique le président de Philip Morris. Enzo Ferrari ne voulait pas de sponsor étranger au monde de l'automobile sur ses voitures. C'est Marco Piccinini, le directeur de la Scuderia qui avait trouvé la solution toujours en vigueur aujourd'hui. Nous prenons à notre charge le salaire des deux pilotes (sans doute de 12 à 15 millions de dollars pour Alain Prost et cinq à six fois moins pour Jean Alesi). En contre-partie, leur nom figure sur leur voiture à l'intérieur de notre logo. »

Les autres contrats Marlboro sont directement négociés avec les pilotes. « Souvent, c'est la suite logique des filières de formation que nous organisons dans plusieurs pays », explique M. Michael Horst. Nous donnons aux lauréats un budget qui leur permet de trouver un volant en reversant une partie de cette somme à une écurie de second plan. »

L'opération peut être reconduite tout au long de la carrière du pilote. Ainsi Andrea de Cesaris qui dispute sa douzième saison en Formule 1, a bénéficié cette année de 2 millions de dollars pour négocier une place dans la nouvelle écurie Jordan Ford,

révélation de la première moitié du championnat.

Depuis 1986, Reynolds avec sa marque Camel, a suivi la voie de Philip Morris en Formule 1. Aujourd'hui, deux écuries (Williams Renault et Benetton Ford) et les deux pilotes des Brabham Yamada sont sous contrat. Le grand marché des transferts pour 1991, dont le coup d'envoi a, semble-t-il, été donné à Hockenheim, risque de provoquer une belle surenchère entre les deux principaux fabricants de cigarettes.

Confronté aux problèmes de fiabilité du nouveau V12 Honda, Ayrton Senna ne cache plus qu'il pourrait quitter McLaren si les premiers signes d'un redressement n'apparaissent pas rapidement. Critiqué dans la presse italienne par M. Umberto Agnelli, vice-président de Fiat, qui estimait qu'il n'avait plus assez envie de se battre pour gagner, Alain Prost a affirmé à Hockenheim qu'il était prêt à renouer à son option pour 1992 et à quitter Ferrari à la fin de la saison.

Les assurances que lui ont apportées M. Giovanni Agnelli et Piero Fossati, présidents respectifs de Fiat et de Ferrari, suffiront-elles à lui faire surmonter la lassitude qu'il éprouve devant les polémiques entretenues par la presse italienne et l'influence qu'elle exerce sur le fonctionnement de la Scuderia?

A l'heure actuelle, le regard des deux pilotes vedettes du Marlboro world championship team, se tourne souvent vers les Williams Renault qui offrent les meilleures garanties de victoires pour le présent et le proche avenir. Le contrat qui lie l'écurie britannique à Camel pourrait-il gêner d'éventuelles tractations? « Honnêtement, je ne sais pas, répond Frank Williams. Ce que je peux vous dire, c'est que notre contrat avec Camel n'est pas lié au salaire de nos pilotes. »

Les prétentions financières d'Ayrton Senna qui dépasse-rait, dit-on, les 20 millions de dollars pour la saison prochaine, obligeraient sans doute tous les partenaires de l'écurie britannique à concevoir un nouvel effort financier. « Nous serions bien sûr désemparés de perdre l'un des deux pilotes vedettes de la Formule 1, affirme-t-on chez Philip Morris. Mais nous n'avons jamais fait abstraction d'un changement d'écurie souhaité par un pilote ».

GÉRARD ALBOUY

JUDO : les championnats du monde

Une famille en or

Les championnats du monde de judo, qui ont eu lieu du 25 au 28 juillet à Barcelone, ont été marqués par la domination des Japonais, titulaires de onze médailles, dont quatre d'or chez les hommes. La France se classe deuxième, avec un total de sept médailles, dont deux titres pour Cécile Nowak (48 kilos) et Stéphane Traineau (95 kilos) et cinq médailles de bronze.

(Vendée). Michel, le mari, est devenu naturellement le président et les cinq enfants du couple reçoivent le kimono. Parmi eux Stéphane se montre rapidement le plus doué. Il a commencé à cinq ans, se souvient André Traineau. « J'ai tout de suite senti qu'il pourrait devenir un champion. Il n'était peut-être pas aussi fort que ses frères mais il avait le meilleur mental. C'était déjà un acharné quand il ne gagnait pas, il pleurait. »

Stéphane monte de ceinture en ceinture sous l'œil vigilant de sa mère. « Elle a été un professeur sans concession pour moi, explique-t-il. Nous nous sommes souvent disputés. Aucun des deux ne voulait reconnaître ses torts et cela continuait à la maison où chaque entraînement, chaque combat était analysé. » Entre le dojo et le foyer, pas de séparation. Le tapis du salon est même souvent le lieu de démonstration de nouvelles prises.

BARCELONE

de notre envoyé spécial

« Il les a tous massacrés. » Le petit bout de femme prononce ces mots avec un air gourmand. Son fils, Stéphane Traineau, vient de remporter le titre de champion du monde des mi-lourds, seize ans après Jean-Luc Rougé. Et de quelle manière : cinq combats, cinq ippons, le châtimement suprême des judokas ! Mais pour André Traineau, qui fume cigarette sur cigarette dans les gradins, la fierté maternelle se double d'une autre satisfaction, celle du travail accompli. C'est unique dans les annales du judo, la mère est aussi le professeur du fils.

Chez les Traineau, le judo est affaire de famille depuis 1960. Depuis qu'André a emmené son premier fils sur les tatamis de Cholei et qu'elle a elle-même succombé au virus. En quatre ans, elle est ceinture noire. Et elle décide de fonder son propre club chez elle, à Mortagne-sur-Sèvre

ATHLÉTISME

Pérec sous les 11 secondes

Déjà détentrice du record national féminin du 200 et du 400 mètres, la Guadeloupéenne Marie-Jo Pérec est devenue, samedi 27 juillet, la première française à courir le 100 mètres en moins de 11 secondes (10 s 96), à l'occasion des championnats de France organisés à Dijon.

Cette performance, qui place la Française au quatrième rang mondial de l'année sur cette distance et améliore le record de Laurence Bily de 8/100 de seconde, n'incitera pas toutefois l'élève de Jacques Plante à modifier ses objectifs pour les prochains championnats du monde à Tokyo, où elle s'alignera sur 400 mètres. Deux autres records ont été battus à l'occasion des championnats de France : celui du 400 mètres en 45 s 07 par Olivier Notot (ancien record : 45 s 09 par Aldo Cantù) et celui du triple saut avec 17,45 mètres par Serge Hélan (ancien record : 17,27 mètres par le même).

JÉRÔME FÉNOGLIO

Les résultats

Konyshov (URSS), 4 h 43 min 36 s ; 2. Olof Ludwig (ALL), 3. Laurent Jalabert (Fra.) ; 4. Hendrik Redent (Bel.) ; 5. Phil Anderson (Aus.), tous même temps.

Classement général final. - 1. Miguel Indurain (Esp.), 101 h 1 min 20 s ; 2. Gianni Bugno (Ita.), à 3 min 38 s ; 3. Claudio Chiappucci (Ita.), à 5 min 56 s ; 4. Charly Mottet (Fra.), à 7 min 37 s ; 5. Luc Leblanc (Fra.), à 10 min 10 s ; 6. Laurent Fignon (Fra.), à 11 min 27 s ; 7. Greg LeMond (E-U), à 13 min 13 s ; 8. Andrew Hampsten (E-U), à 13 min 40 s ; 9. Pedro Delgado (Esp.), à 20 min 10 s ; 10. Gérard Rué (Fra.), à 20 min 13 s.

FOOTBALL

Championnat de France Première division (deuxième journée)

Nantes b. Rennes 1-0
Cannes b. Montpellier 2-0
Monaco b. Nancy 4-1
Cen b. Saint-Etienne 1-0
Paris SG et Auxerre 1-1
Metz b. Sochaux 3-1
Lyon et Marseille 1-1
Lille et Le Havre 0-0
Nîmes et Toulouse 2-2
Lens b. Toulon 1-0

Classement. - 1. Monaco et Metz, 4 pts ; 2. Auxerre, Marseille, Nantes,

Cen et Le Havre, 3 ; 8. Saint-Etienne, Cannes, Nîmes, Toulouse, Paris SG, Lens et Nancy, 2 ; 15. Lyon, Lille et Sochaux, 1 ; 18. Toulon, Rennes et Montpellier, 0.

Deuxième division

(deuxième journée)

Groupe A

Bourges b. Laval 3-2
Angers b. Red Star 3-1
Angers b. Orléans 5-2
Brest b. Lorient 3-1
La Roche et Guingamp 0-0
Le Mans b. Sedan 2-0
Tours b. Dunkerque 2-0
Rouen b. Beauvais 4-2
Amiens et Valenciennes 2-2

Classement. - 1. Angers et Le Mans, 4 pts ; 3. Brest et Guingamp, 3.

Groupe B

Strasbourg b. Nice 8-0
Perpignan b. Grenoble 1-0
Gueugnon b. Bastia 1-0
Bordeaux b. Martigues 1-0
Saint-Seurin et Annecy 1-1
Ajaccio b. Châteauroux 2-1
Istres b. Epinal 3-1
Rodez b. Mulhouse 1-0
Saint-Quentin-Alès remis

Classement. - 1. Strasbourg et Bordeaux, 4 pts ; 3. Istres et Annecy, 3.

Les FRERES LAYRAC
Nouvelle adresse :
AU CŒUR DE
SAINT-GERMAIN DES PRES
Face à l'Eglise
et rue Saint-Benoit
LE MUNICHE
Tél. : 46.33.62.09
LE PETIT ZINC
Tél. : 46.33.51.66
TOUS LES JOURS
SERVICE CONTINU
de MIDI à 2 heures du MATIN

UNE SEMAINE EN FLORIDE
à partir de 5 165 F*
- PARIS/ORLANDO/PARIS.
- Une voiture de location en kilométrage illimité.
- Une location de villa.
* Prix basé sur 4 personnes minimum.
CONTACTOUR
30, rue de Richelieu - 75001 PARIS
Tél. : (1) 43-94-02-25.

Offre exceptionnelle jusqu'au 31 juillet
Prix réduits
sur les 605 d'exposition
ou de direction
et quelques autres modèles 91
NEUBAUER
PEUGEOT
Démonstrateur M. DUBUSSE au M. GRIMALDI
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
-10 à -20%

SPORTS

SPORTS

CYCLISME : le 78^e Tour de France

Retour sur le Tour

L'Espagnol Miguel Indurain a remporté la soixante-dix-huitième édition du Tour de France cycliste, dimanche 28 juillet, sur les Champs-Élysées. Après avoir augmenté son avance lors du contre-la-montre disputé samedi 27 juillet dans le vignoble du Maconnais, où il s'est montré une nouvelle fois le plus rapide, Miguel Indurain précède l'Italien Gianni Bugno de 3 minutes 38 secondes. Le troisième est un autre coureur italien, Claudio Chiappucci.

La dernière journée du Tour 1991 a été à l'image de l'épreuve, pleine de panache et d'émotion. Elle a mêlé, dans un ultime bouquet, un exploit et une chute, comme pour témoigner de trois semaines de course où se sont côtoyés les joies et les tristesses, les victoires éphémères et les déceptions longues à cicatriser.

L'Américain Greg LeMond, en s'échappant seul à 10 kilomètres de Paris, a voulu être le premier coureur à remonter les Champs-Élysées. Il a fourni un effort supplémentaire pour témoigner de son attachement au Tour, à cette course qu'il a déjà gagnée trois fois et dont il est « amoureux ». Il précise, dans un sourire qui l'avait abandonné en montagne, « Je reviendrai l'an prochain pour gagner ».

Le Soviétique Djamolidine Abdoujaparov ne peut se montrer aussi optimiste. Il est le héros malheureux de cette dernière étape. Ce sprinteur n'a pu s'illustrer sur la « plus belle avenue du monde » comme il le rêvait après ses victoires à Lyon et à Reims. En tête à 300 mètres de la ligne d'arrivée, le coureur de Tachkent a balancé son vélo ainsi que sa puissante musculature le lui permet. Mais cette fois il a insensiblement dévié vers une borne publicitaire avant de la percuter. Projeté en l'air, il a glissé plusieurs mètres sur la chaussée avant d'être percute par l'Italien Stefano Zanatta et l'Allemand Jan Schur.

Une chute qui a provoqué une

fracture de la clavicule gauche et un traumatisme crânien. A peine conscient, le titulaire du maillot vert a été porté par deux médecins du Tour jusqu'à la ligne finale, élassément oblige, avant d'être emmené à l'hôpital.

Djamolidine Abdoujaparov n'a pu voir gagner son compatriote Dimitri Konychev. Il fait partie de cette cohorte de blessés qu'un Tour conduit à grande vitesse à laisser sur le bord de la route. Les premiers jours de course en pleine ont poussé les coureurs à forcer l'allure. Une fois ce rythme acquis, ils ont donné l'impression de vouloir le conserver pour atteindre au plus vite les Pyrénées, synonyme

de difficultés. Une fuite en avant, source de chutes multiples et de défaillances pour les organismes. La défaillance de Greg LeMond à ce moment de la course a fait basculer l'épreuve. L'« homme à battre », le champion en titre, « planté » dans l'ascension du Tourmalet, la porte de la victoire s'ouvrait pour d'autres prétendants.

Le grand mérite de l'équipe Banesto, la formation de Miguel Indurain, est d'avoir saisi rapidement cette occasion. Grâce au

Le quatrième Espagnol

Le prix du kilomètre

Moins de 2 francs pour les derniers, 68 francs pour les premiers : tel est le salaire au kilomètre du Tour de France. A elle seule, l'équipe Banesto du maillot jaune Miguel Indurain a empoché 2,35 millions de francs, soit plus du quart de la dotation globale du Tour de France (9 millions de francs offerts par divers sponsors). La dernière équipe, Amaya, celle de Fabio Parra, contrôlée à l'abandon, et de Ronan Penae, n'a gagné que 53 700 F (soit moins de 6 000 francs par personne pour 3 940 kilomètres et moins que le prix d'un quelconque tournoi de tennis).

Les primes – une victoire d'étape rapporte 50 000 F, la neuvième place 2 500 francs – sont généralement partagées entre les neuf coureurs ayant effectué d'une part de 10 % pour les médailles et les autres et paiement des amendes en francs suisses infligées chaque soir par le jury des commissaires pour « poussée entre équipiers » ou « rétrogradation sur la route » (30 francs suisses chaque fois).

Sur leurs salaires mensuels, la nette progression depuis quel-

ques années et notamment depuis le passage de Bernard Tapie dans le cyclisme, les coureurs sont très discrets. Comme d'habitude, Greg LeMond fait exception : il est le seul dont le contrat avec l'équipe Z – 2 millions de dollars sur trois ans – ait été rendu public.

Pour les autres, on en a eu réduit à des estimations de « sources concordantes ». Avant sa victoire de dimanche, Indurain était évalué à une somme de six fois inférieure à celle perçue par l'Américain. A la base, il semble qu'aucun salaire de débutant ne soit plus inférieur à 15 000 francs. Autres sources de revenus : les critères et les contrats publicitaires pour les coureurs jugés « médiatiques ».

Plus généralement, les cyclistes, notamment français, entretiennent un rapport compliqué avec l'argent. Le plupart n'ont pas de sponsors, mais confectionnent en même temps que l'argent est émolument. Marc Medot, qui s'est retiré après un échec à l'épreuve de Paris-Roubaix, a finalement ramené, après sa victoire à « Short », on n'arrive plus à se faire mal ».

C. Le.

dévouement de Pedro Delgado ou de Jean-François Bernard, assistants de grande valeur, le coureur basque a pu asseoir son autorité. Face à un Gianni Bugno en manque d'équipiers ou à un Claudio Chiappucci déjà fier de son titre de meilleur grimpeur dans une formation de sprinteurs, la partie s'est jouée rapidement. L'absence de véritables étapes de montagne après le passage des Pyrénées a facilité les choses. La seule montée de l'Alpe d'Huez ne pouvant modifier un classement déjà très proche du final.

« Personne ne songe à attaquer, car chacun se contente de sa place, et ne veut pas prendre de risques », l'analyse de Laurent Fignon se révélait juste. Le statu quo dominait un peloton où les coureurs semblaient reconnaître en Miguel Indurain le maître de l'épreuve. L'équipe Z, handicapée par les chutes de Robert Millar et de Aile Kvaloy, ne disposait pas des moyens nécessaires pour aider son leader, malade physiquement et psychologiquement.

Laurent Fignon courait en solitaire sous les couleurs d'une équipe qui avait fait de Luc Leblanc son enfant prodige; Erik Breukink, le Néerlandais, févère, avait regagné son pays; Charly Mottet était persuadé des le départ qu'il ne gagnerait pas le Tour et Marino Lejarreta faisait de la figure. Bref, les risques d'attaques demeuraient minimes pour le coureur basque.

Mais cet homme précis souhaitait mettre toutes les chances de son côté. Il a donc effectué une nouvelle démonstration de ses qualités en réalisant le meilleur temps du dernier contre-la-montre, samedi 27 juillet entre Lugny et Mâcon. Sans donner l'impression de forcer son style parfaitement régulier, il a régné Gianni Bugno à 27 secondes. De cette caravane usée par trois semaines de chevauchée menée grand train, il était le plus frais. Pour lui des centaines de Basques ont pris le train ou le car pour venir crier leur joie à Paris. Le quatrième Espagnol à gagner le Tour méritait bien cet hommage.

SERGE BOLLOCH

COMMUNICATION

La presse écrite en Europe de l'Est

La privatisation devrait aider les journaux tchèques à se professionnaliser

PRAGUE
correspondance

De retour dans sa patrie, un émir tchèque serait frappé par le nombre de nouveaux journaux présents dans les kiosques, comme la version tchèque de Playboy, mais aussi par les changements d'aspect et de sens des titres qu'il connaissait.

Rude Pravo, ex-organe du Parti communiste tchécoslovaque (PCT), est devenu « journal de gauche » puis s'est rebaptisé « journal indépendant ». Mlada Fronta, l'ex-organe des Jeunesses communistes, a choisi pour nouveau titre Mlada Fronta Dnes (le Front jeune... aujourd'hui) tandis que l'hebdomadaire Mladý Svet (le Monde jeune), qui appartenait à la même organisation, n'a gardé pour titre que ses initiales, MS.

Ces « nouveaux » journaux sont des sociétés anonymes constituées par ceux qui les faisaient déjà, et au capital desquelles participent employés et journalistes. Les nouveaux journaux sont donc locaux et imprimés à leur ancienne maison d'édition qui, elle, demeure propriété de l'Etat.

Privatisation ou vol de titre à l'Etat? Les avis sont partagés. « C'est du vol », estime M. Thomas Jezek, ministre tchèque de la privatisation, qui ajoute aussitôt « que cela n'est pas si grave... ». Conserver l'ancien titre d'un journal en le modifiant légèrement permet de conserver des abonnés et de ne pas désorienter le lecteur.

Dorénavant, la presse est libre en Tchécoslovaquie. Reste qu'elle s'est privatisée avant même que le parlement ait voté des lois à son sujet. « Se sentant menacés par le monopole et les pressions qui existent encore dans la presse, les journalistes n'avaient pas pris conscience, l'an dernier, de la valeur marchande des journaux », note M. Vladimir Lederer,

dont la société de conseil aide la plupart des titres à prendre leur indépendance. Cela a évidemment changé aujourd'hui ».

La plupart des journaux discutent donc désormais avec les grands groupes de communication occidentaux afin de se capitaliser, de mettre sur pied une nouvelle imprimerie ou un nouveau réseau de distribution.

Cinq fois plus chers

Mais la libéralisation du marché et des prix a affecté journaux et lecteurs. Le coût du papier a doublé et le prix de vente des journaux a quintuplé. Les Tchèques, qui lisaient plusieurs quotidiens par jour il y a un an, se limitent aujourd'hui à un. Les tirages s'en sont donc réduits.

Parmi les journaux issus de samizdat (journaux clandestins), le quotidien indépendant Lidove Noviny, très lu en raison de ses origines dissidentes, tirait l'an dernier à 270 000 exemplaires. Mais aujourd'hui, ce journal assez proche du pouvoir ne tire plus qu'à 130 000 exemplaires et perd régulièrement des lecteurs. « La dissidence irrite et l'inflation de commentaires ou découragé notre lectorat », note un des journalistes, M. Jan Dobrovsky, par ailleurs fils du ministre de la défense. Le titre vient d'écarter un rédacteur en chef et compte sur une future relance.

Respekt, l'un des journaux les plus sérieux, versé dans l'investigation et la réflexion (il a notamment dénoncé les ventes d'armes aux pays soutenant des réseaux terroristes et les machinations financières de la nomenklatura actuelle), est resté fidèle à ses thèmes de prédilection et vend 75 000 exemplaires. Il n'a pas perdu de lecteurs en dépit de l'augmentation de son prix de vente, mais voit dans la privatisation une solution à ses problèmes d'impression et de distribution.

Tout autre est l'ambiance à Rude

Pravo, 450 000 exemplaires, premier quotidien du pays avec Mlada Fronta Dnes. Entreprise prospère, Rude Pravo se querelle cependant avec l'Etat, qui lui réclame près de 5 millions de francs pour l'exercice 1990. Et le PCT, dont il était l'organe officiel, l'accuse de lui avoir volé son titre.

Le directeur de Rude Pravo, M. Zdenek Poryboy, ancien correspondant à Paris puis à Washington de l'ancien Rude Pravo, explique qu'il dirige « un nouveau quotidien qui n'existe que depuis six mois » et ne ménage pas ses critiques à l'égard du nouveau journal lancé par le PCT, Halo Noviny. Les lecteurs de Rude Pravo sont, selon son directeur, des « gens de gauche » dont certains sont membres du PCT (le parti revendique encore 430 000 membres) et « qui veulent être bien informés ».

Le groupe français Expansion a d'ores et déjà pris 45 % du quotidien et de l'hebdomadaire Hospodarske Noviny. Le quotidien tire à 130 000 exemplaires et existe depuis un an, tandis que le groupe français voudrait faire du périodique vieux de trente-cinq ans un Expansion tchèque, en couleurs. Mais ceci

coûte cher. « Nous sommes lus et respectés dans le monde des affaires », fait remarquer M. Josef Vrstlik, son rédacteur en chef adjoint. Le groupe français n'intervient quasiment pas dans la rédaction. Sa seule demande a été d'embaucher des jeunes à la direction, ce qui a été fait.

Mais le grand handicap de la presse tchèque, outre ses problèmes de fabrication et de distribution, est le manque de journalistes de qualité, après plus de quarante ans de presse aux ordres du pouvoir. Lidove Noviny a engagé de nouveaux journalistes professionnels, car la plupart de ses « plumes », venues des samizdats, sont entrées en politique.

Quant à la presse dite « de boulevard » comme Spisil ou Express, elle recrute ses rédacteurs parmi ceux chassés des autres rédactions car trop proches de l'ancien régime et de la police secrète. Très populaires car peu chers et accrocheurs, ils doivent chaque jour calomnier, flatter et désinformer sur tout ce qui bouge.

ANNE DASTAKIAN

La presse italienne de nouveau en grève pour trois jours. - En raison d'une grève de la Fédération nationale de la presse italienne, qui a débuté le 29 juillet, les quotidiens italiens ne devraient pas paraître du mardi 30 juillet au jeudi 1^{er} août. Le mouvement touche aussi les agences de presse, les radios et les télévisions publiques et privées. Le mouvement de grève est dû aux difficultés concernant le renouvellement du contrat triennal de travail des journalistes et notamment les augmentations de salaires. Depuis le début de l'année, la presse italienne a déjà observé quinze jours de grève, dont trois en mai (le Monde du 30 mai.)

M. Gérard Lignae, PDG de l'Est républicain, nommé administrateur du Figaro. - M. Gérard Lignae, président du groupe de presse nancéien l'Est républicain, vient d'entrer au conseil d'administration du Figaro, indique le 27 juillet le quotidien vedette du groupe Hersant. En janvier, le groupe Hersant a acquis 24 % du capital de l'Est républicain (236 164 exemplaires diffusés en moyenne en 1990 selon l'ONJ). M. Lignae, soixante-trois ans, est président de l'Est républicain depuis 1983 et préside aussi le conseil de surveillance de l'Ecole de gestion des affaires de Paris.

L'été en tête

A l'écoute de France Culture dès cette semaine

MARCEL PAGNOL raconte le roman de son enfance en Provence.

ITINERAIRES MAOS : ils voulurent refaire le monde, les yeux tournés vers la Chine, c'était les maos.

TRISTRAM SHANDY : Philippe Landenbach lit le grand roman anglais du XVIII^e siècle.

LE RENDEZ-VOUS DES ARPENTEURS ou la vraie vie des grands reporters : Pascal Dibie reçoit Marc Kravetz.

LES HEROS DU ROMAN NOIR FRANCAIS : le feuilleton de Vidocq, Lupin, Zigomar et les autres.

AVANT-GOUTS... des événements de la rentrée.

VOYAGE AVEC COLOMB : cinq siècles après, Edwy Plenel enquête.

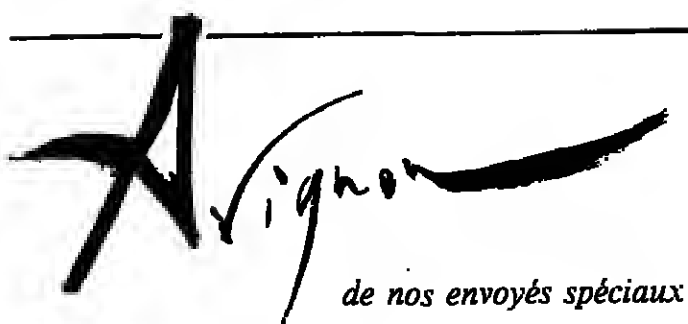
VISITE AUX INUITS : la vie au jour le jour des indiens du grand nord québécois.

CHRONIQUE D'UN ETE : Jean Rouch, Edgar Morin revivent le film culte des années 60.

ECRIRE LE PAYS : les racines de la langue chez les auteurs francophones.

NOCTURNE : musiques persanes en Avignon.





Un entretien avec Alain Crombecque

Suite de la première page

On rencontre en France une réticence à l'égard du répertoire hispanique, on s'en est rendu compte avec la Célestine, et pourtant c'était Vitez, Jeanne Moreau, Lambert Wilson. Ces réticences, la continuité de l'effacement. En 1992, pour l'année Christophe Colomb, le programme sera centré sur l'Espagne et l'Amérique Latine, avec les traditions noires et américaines.

On a déjà beaucoup parlé de 1992, dernière année de l'actuel contrat d'Alain Crombecque à Avignon, et éventuellement sa première année à la direction du Festival d'Automne qu'il retrouverait après quinze ans - Michel Guy le lui avait confié pendant le temps où il était secrétaire d'État à la culture. L'actuel ministre et la Ville de Paris - les deux tutelles - seraient d'accord. Les questions financières restent à régler.

« Le budget 1992 du Festival d'Automne tourne autour de 24 millions. L'État en donne 8, la Ville de Paris 2,5. C'est insuffisant, même en raccompagnant sa durée, si on veut que le Festival conserve son autonomie, prenne des initiatives, représente un partenaire solide pour certaines opérations originales. On doit trouver 5 millions supplémentaires. Pendant des années, le mécénat a comblé les vides, mais d'abord, il était lié à la personnalité et à la notoriété de Michel Guy. Ensuite il s'est érodé, à cause de la crise, et aussi d'un changement de politique: l'UAP se recentre d'une part sur le Jeu de Paume, d'autre part sur la recherche contre le sida. Le mécénat industriel risque de disparaître, en revanche l'institutionnel - Société des Auteurs, SACEM, ADAMI etc - se développe, et l'EDF s'est manifestée. Ici, nous aurons 8 % du budget assuré par le mécénat au lieu de 12 % habituellement. Mais je n'ai jamais considéré ces aides comme définitives. Les solutions sont à trouver. »

Alain Crombecque n'en dira pas davantage sur ses intentions, ni sur un éventuel successeur au Festival d'Avignon. Sur ce point, le conseil d'administration du Festival est muet et le ministre laconique: « On a le temps. » Il est vrai que Crombecque assure normalement le Festival 1992 et qu'il a été chargé de mettre en marche celui de 1993 - il faut deux ans pour organiser un programme. Donc, dans deux ans, la Comédie-Française sera dans la Cour d'honneur avec le Cid mis en scène par Alexandre Lang, metteur en scène allemand, venu de l'Est, et actuellement directeur du Schiller à Berlin.

On avait pu voir à Nancy, dans un style de farce funèbre, une Mort de Danton ou un même comédien jouait Danton et Robespierre. Les nostalgiques de Gérard Philipe vont être surpris. Il devrait y avoir également une rétrospective Francis Bacon 1983-93, et une création d'Olivier Messiaen.

En 1992, le programme hispanique, coproduit par le Théâtre de l'Europe - « qui ne programme pas, qui collabore » - avec dans la Cour une mise en scène de Luis Pasqual. Probablement un Don Quichotte, tout dépend de qui pourra en faire l'adaptation. Georges Lavaudant a travaillé longtemps au Mexique, il participera avec un ensemble de petites formes, dans différents lieux pas encore définis. Robert Cantarella présentera une pièce de Philippe Minyana. Alain Françon est invité. On espère que le poète célébré

sera Octavio Paz. La danse tiendra une place importante: une création de Jean-Claude Gallatta dans la Cour sur le thème de Don Juan, et Teresa Keersmaker, Joseph Nadi, Bauer-Oberla et autres, avec des chorégraphies inédites en coproduction avec le CAC de Soaux, la région parisienne et Séville. Séville sera bien entendu le partenaire privilégié de 1992, ainsi que Barcelone, Rome, Sienne, Salzbourg.

Alain Crombecque dit qu'il pourrait garder la direction d'Avignon - le pôle d'activités permanentes autour de l'institut aménagé dans l'Hospice Saint-Louis l'intéresse, mais reconnaît qu'il ne faut pas rester au même endroit trop longtemps, et parle de ce qu'il aura laissé après neuf ans de direction.

La révolution du silence

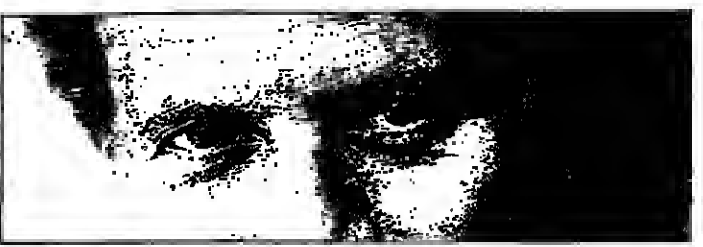
« J'ai réduit la durée du Festival et le nombre de spectacles. Le processus d'accumulation risque d'en brouiller l'image. J'ai établi des rapports de coopération avec la Charreterie. J'ai essayé de trouver des axes simples, précis, resserrés autour de la création. En fait, ça a généré toutes sortes d'activités marginales - débats, rencontres, colloques. C'est peut-être ma faute, je ne sais pas. On ne peut pas empêcher une municipalité de louer un espace et d'y faire venir des troupes. On ne peut pas empêcher un directeur d'établissement public de présenter sa saison. Et le « off » ne cesse d'augmenter, avec le « off » du « off ». Je ne crois pas que ce soit la solution pour ceux qui nous accusent d'élitisme - ce que j'appelle l'écologie artistique. En tout cas, le Festival a atteint les limites. Il risque de se fondre dans cette espèce de carna-

ol tantirant. Il faut imposer la « valuation du silence. J'aime le théâtre de rue, et je souhaite qu'il continue, mais pas les agressions sonores qui gênent les spectacles. »

« Actuellement, tout le monde est sourd, ça donne une cacophonie insupportable, de plus c'est illégal. Les gens devraient payer des droits à la SACEM, les compositeurs sont spoliés. Il est urgent de réfléchir à la façon de maîtriser ces débordements. A la façon de délimiter le « off ». On

le même nombre de spectateurs pour- raient être reçus. Mais financièrement, ce n'est pas possible. Le Festival s'autofinance à 45 % cette année, 50 % en 1990. »

« Une grande partie des recettes vient de la Cour, et nous en avons besoin. La part technique est gigantesque. L'installation et l'entretien pendant l'année de lieux provisoires coûte énormément cher. Pour passer des Comédies barbares aux Ballets de Forsythe, il a fallu quarante per-



aurait dû le faire il y a longtemps, sur le modèle de la Fringe à Edinburgh, qui est extrêmement efficace sur cinquante ou soixante productions assez récentes. Qu'est-ce que ça veut dire trois cent quatre-vingt spectacles par jour? Tout est né, dans la quantité, les conditions de représentation sont déplorables. Je me demande si ce n'est pas trop tard. Si le « off » ne va pas s'étouffer lui-même.

« Je ne suis pas d'accord avec Fauré d'Arcier (1) quand il dit que le Festival va s'éparpiller hors des murs. Peter Brook a trouvé des lieux, dont l'espèce de conservatoire. Peut-être Lavaudant ira-il aux Taillades l'an prochain. Les dimensions et la jauge - sept cent quarante places - sont idéales. Si on pouvait rénover avec deux mille deux cents places de la Cour, on pourrait en modifier la configuration. Elle est entièrement recouverte d'un seul plancher, magique. Des gens comme Ronconi, Grüber pourraient y faire ce qu'ils veulent. On perdrait mille fauteuils, au moins, on jouerait plus longtemps,

sonnes pendant trente-six heures sans dormir. Les Taillades - entre le gardiennage, les gradins, le traitement des sols, les déchets pour les acteurs, les toilettes, les bus pour le public - coûtent 1 million. La région a donné 500 000 F, l'EDF 150 000 au

Travailler sur la durée

« La privatisation du Palais des Papes? Je m'en tiens à la convention signée avec la Ville qui est très claire et met à la disposition du Festival une partie du bâtiment. Je n'ai pas rencontré les gens de Culture-Espace, mais je ne vois pas pourquoi ils ne l'appliqueraient pas. Naturellement, nous souhaitons que pendant le Festival, leurs activités ne soient pas contrariées avec les nôtres. Le Palais doit avoir une autonomie de gestion. Que ce soit par le biais d'une société d'économie mixte ou d'une association Loi 1901, je ne sais pas. Je ne porte aucun jugement.

je sais seulement que la régie municipale est le pire des systèmes. Pour le Festival, Bernard Fauré d'Arcier l'a fait remplacer par une société de gestion, et il a été bien inspiré.

« Quant aux dettes de la Ville, j'ai lu dans le Monde que l'endettement n'est pas toujours signe de mauvaise santé. Je rencontre rarement le maire. Cette année, il est venu au spectacle de Gatti. Son directeur de cabinet est un universitaire, au courant de tous les spectacles. C'est lui qui m'a fait connaître Edmond Jabès. Il est un interlocuteur important. »

L'avenir du Festival passe par l'allègement de la pression qui pèse sur lui. Alain Crombecque et le précédent directeur Bernard Fauré d'Arcier sont d'accord sur ce point. Les écouter serait sage, ils sont au courant. Alléger la pression, lutter contre l'inflation de productions théâtrales, travailler sur la durée, ne pas concentrer tous les moyens, en particulier financiers sur l'aspect événementiel.

Pour Avignon, l'événement dure depuis près d'un demi-siècle: il a su évoluer, conserver sa nécessité, ce qui lui assure une position leader. Alain Crombecque collabore naturellement avec le Festival d'Automne, avec Paris Quartier d'été, leur esprit s'accorde. Ce n'est pas assez. Il souhaite des rencontres entre les responsables des Festivals de la région, Montpellier, Aix-en-Provence, Chateaufort, la Roche d'Anthéron, Orange, Alès, Nîmes.

« Je crois qu'il faut harmoniser les politiques culturelles, les dates des manifestations, et aller plus loin: au-delà des élitismes politiques et des contingences électorales, établir une vraie concertation, pour l'été principalment mais aussi pour toute l'année. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

(1) Bernard Fauré d'Arcier est directeur du théâtre au ministère de la culture.

Une ombre de Goethe

Non loin d'Avignon, le Festival d'Alès accueille des « jeunes troupes »

« Un jour, cette souffrance prendra fin. Ce monde, qui m'a tant méconnu, moi qui aurais tant aimé le rejoindre, y mourir. Songez-y, quel bonheur sinistre! »

Il s'appellait Jakob Lenz, il avait le même âge que son ami Goethe - à deux ans près - et, comme Goethe, il écrivait. A vingt-cinq ans, en 1776, il avait écrit déjà des centaines de pages, des pièces jouées aujourd'hui au monde, comme le Précepteur, ou les Soldats. Mais alors que Goethe était déjà célèbre, et faisait grande figure à la cour de Weimar, Lenz restait inépuisable. C'est qu'il ne savait pas comment ne pas souffrir.

Des souffrances affreuses. Lesquelles? Il ne savait pas, justement. Pas plus que les médecins. Il n'y avait pas, de ce temps, tous ces secours de comprimés, de gouttes, de secousses diverses ou d'endormentements, ou de paroles et d'écoutes, qui atténuent parfois ces souffrances-là - pas toujours. Et les douleurs de Lenz s'exprimaient, certains soirs, par des extravagances de propos, d'attitudes, qui inquiétaient la société.

Le 2 avril 1776, Lenz prit sur lui le courage de se risquer à Weimar, c'était un lieu minuscule, pour un jeune écrivain, il y avait là des esprits d'influence, des éditeurs, des

femmes qui avaient le don de lecture. Trois mois plus tard, plus souffrant encore, Lenz quitta Weimar et alla s'isoler dans une forêt. Il y écrivit un texte très étrange, l'Ermitte de la forêt, dont le Festival du jeune théâtre, à Alès, a donné une seule représentation, seule mais de toute beauté, le mardi 23 juillet.

Cette œuvre, traduite par François Mathieu, avait été éditée l'année dernière, en mars 1990, par Corti - sur les trois mille pages qu'a laissées Jakob Lenz, très peu sont traduites en français, mais il faut préciser qu'en Allemagne il n'est vraiment publié que depuis peu de temps (il avait eu l'idée de fou, avant d'aller mourir de froid assis loin que possible, à Moscou, de confier ses manuscrits à son ami Goethe...).

L'Ermitte de la forêt est un « portefeuille » d'une vingtaine de lettres, assez courtes, claires, vives, qui peu à peu nous révèlent une histoire si insensée que, plus notre intérêt s'accroît, plus nous sommes dans des mirages. Comme si l'éblouissement nous aveuglait.

En deux mots, un homme sauvage, appelé Herz, qui est en réalité Lenz lui-même, s'est retiré dans une forêt, d'où il écrit des protestations-provocations à un certain Rothe, qui est beaucoup Goethe, et un peu

d'autres personnages, comme Lavaudant. Se noue alors un entrecroisement de mensonges, de tentatives de séduction, de bonheurs de rencontres amoureuses ou pas, de trahisons, entre quelques hommes et quelques femmes dont il est illusoire de comprendre s'ils se veulent du bien ou du mal. Ni si chaque geste entrepris suscite un mieux ou un pire.

Solitude insupportable

Par exemple, Herz-Lenz semble amoureux fou d'une jeune femme, qu'il ne peut approcher, si bien que son seul bonheur est d'entendre une autre femme, qu'il n'aime pas du tout, lui parler des heures et des heures de cette merveille inaccessible. Tant d'heures, des jours et des nuits passés sur la narratrice, est-ce apaisant, est-ce irritant, et quel est le vrai couple, à la longue?

L'Ermitte de la forêt a été joué, à Alès, dans l'un des dégagements intérieurs du fort Vauban, qui, soit dit en passant, ne fut pas construit par Vauban, mais dans le style de ses fortifications, sur l'ordre de Louis XIV. Immédiatement après la révocation de l'édit de Nantes (Alès était au cœur même de la flamme du protestantisme).

Éloigné des côtes autant que des frontières, ce gigantesque fort Vauban était l'image presque risible de l'autoritarisme du roi, mais cela donne aujourd'hui des perspectives très belles pour la représentation théâtrale: pierres superbes, balustrades, arbres sombres, terrasses, angles et avancées d'architecture propres à ces citadelles, tout ici s'organise pour accompagner, comme par magie, l'imagination fiévreuse mais terriblement pénétrante de Jakob Lenz. Un grand tapis rouge, sur les sables et les graviers, évoquait la cour, ses salons, une vie espérée, refusée, cependant que les fers forgés, les tours, l'épaisseur même de l'appareil, donnaient la réclusion, celle de l'idée fixe comme celle de l'hospice. Il restait à Lenz les étoiles du ciel, pour voler une bouffée d'air.

Mise en scène sensible d'Edgar Peltier. Belles lumières, en cette nuit d'été, de Christine Richier. Costumes à la Watteau de Michel Venturi. Claude Ghyonnet a créé une figure inoubliable de ce Herz, de ce Jakob Lenz: violence, fragilité, appel à l'aide sans l'avouer, élévation d'âme à une exilée, inextinguible besoin d'une solitude insupportable. Philippe Fauré lui a répondu avec le calme, la sagesse, la sagesse sinistre, du Goethe des mauvais jours.

MICHEL COURNOT

MODE

Salut, Paname

Toujours inspirée par le Paris chic d'Arletty la collection d'hiver d'Azzedine Alaïa

Avec quatre mois de décalage par rapport aux autres stylistes, Azzedine Alaïa présentait en trois défilés, les 27 et 28 juillet, son prêt-à-porter de l'hiver 1991-1992: « J'ai décidé de ne pas m'empoisonner la vie, je ne vois pas l'intérêt de mettre dans le commerce les vêtements d'hiver en juillet. Est-ce que les femmes stockent? »

Le valait reparti comme en 40 sur un air qu'il affectionne: le Paris chic, pop et « bien linéaire » d'Arletty, son idole. Sur le podium, les plus belles filles du monde, Naomi Campbell, Christy Turlington, s'appellent, pour un hiver, Edmande, Renée ou Paulette. Les voici, crânes avec leur baret, leur parure d'homme en gros drap ou leur trench de dentelle orné comme un peignoir sur de petites combinaisons bien pigeonnantes. Vénus de bistrot, gousses de Charenton, poules de Maurice Chevalier, elles ont la taille bien prise, la fesse haute et trottent dans des bottines à semelle composée fabriquées sur mesure par Massaro.

Oubliions la mini, tout se passe derrière, dans l'entrebaillement d'une jupe 5 à 7 fendue au mollet, d'un bustier-guêpière lacé sur un col roulé noir. Une féline passe. On croit entendre une réclame sur la Radio Cité d'avant-guerre: « Brasmwick, le fourneur qui fait fureur ». Mais non, tout est faux dans ces artifices-là, parthènes synthétiques, superbes manteaux tricotés façon astrakhan: Alaïa donne le ton de ce qui fera l'hiver: lingerie noire et balconnets, poudre de riz, lèvres dessinées à la Mireille Balin, sacs « braise-en-ville ».

Un parti pris comme une gifle d'amour à toutes les folles de leur corps: tailleurs noirs en linage de cérémonie, pinces par des agrafes en jais, maillots-gaines et combinaisons intégrales à imprimés papillons plus ou moins grands, dont les ailes se placent toujours au bon endroit.

Question flair, Alaïa est imbattable. La nostalgie recroque l'insolence du moment. Ses vêtements se portent comme les perfectos d'acier, les couleurs, orange, violet, vert diabolique, cuir rouge, viennent réveiller les gris, les sépias. Les prouesses techniques sont toujours au rendez-vous. Alaïa étonne, surprend et fixe l'image du corps interdit de 1991 avec ses jupes en grillage de cuir, ses soutiens-gorge qui semblent fermés à double tour.

Bien sûr, ces robes trop neuves, ces images fortes, réalistes, manquent parfois de nuance, de poésie, de souplesse aussi: rien de suggéré, tout est dit, flanqué là, sans mystère, comme du prêt à copier. Mais la force d'Azzedine Alaïa consiste à faire croire qu'il se démode d'une saison sur l'autre. A faire monter la température, à exaspérer les désirs, les caprices, à faire craquer les femmes, comme Arletty dans Hôtel du Nord: « Patience qui, patience quoi? »

LAURENCE BENAIM

VARIÉTÉS

« Émeute au Canada après un concert du groupe rap M. C. Hammer. - Plus de deux mille personnes ont brisé des vitres, renversé des voitures et pillé des magasins à Pontiac en Colombie-Britannique (Canada) dans la nuit de samedi à dimanche, après un concert du groupe rap californien M. C. Hammer. L'émeute a, semble-t-il, été déclenchée par une bagarre de jeunes qui ont jeté des pierres sur des policiers alors que ceux-ci contrôlaient la circulation à la sortie du concert. »

"DEJA PLUS D'UN MILLION DE SPECTATEURS"

UNE EPOQUE FORMIDABLE...

UN FILM DE GERARD JUGNOT



مكدام النحل

Un futuriste à Kiev

Où l'on découvre l'œuvre d'un avant-gardiste russe inconnu jusqu'alors

Un parcours initiatique

Visiter le Mont-Saint-Michel, la nuit, pendant l'été

Cumme s'i le venait pas assés de monde au Mont-Saint-Michel, l'un des plus beaux sites de France avec près de 2 millions de visiteurs par an, la Caisse nationale des monuments historiques a organisé un concours pour lui donner, la nuit, une seconde vie. La Caisse, on le sait, entretient et gère l'essentiel des monuments d'Etat ouverts au public. C'est elle qu'il faut louer ou blâmer pour l'accueil, les visites ou les animations diverses que proposent ces édifices jadis protégés, surveillés par les services des monuments historiques, et par une *taxe populi* à l'occasion chaatouilleuse lorsqu'on touche à son patrimoine.

du jury pour trouver un projet qui ne soit ni brutal, ni frileux, ni stupéfactif, ni d'avant-garde, bref, qui convienne à tout le monde sans pour autant tomber dans ce type de stonflions que le télé-spectateur apprend pieusement à aimer.

Ce sont « Les Imaginaires » qui ont été l'œuvre, une sorte de spectacle sonore, statique, lumineux, dont la scénographie minutieuse et géométrique a été élaborée par Chénoua Vica, le plasticien et Vladimir Lysytsyn. A la musique et aux arts plastiques, ils ont emprunté un ensemble, l'un des très habilement ciblées pour être au meilleur niveau de la création contemporaine tout en restant dans la frange de l'accessibilité et de la séduction, ce qui ne veut pas toujours dire la mode. Ces œuvres ponctuent un parcours qui peut chaque soir se modifier selon l'humour des visiteurs, un parcours

libre et changeant, comme le sont les cieux du Mont-Saint-Michel. Dont un éclairage extrêmement sophistiqué révèle l'architecture jusqu'aux plus subtils de ses fragments.

Parcours initiatique, véritable-

Parcours initiatique, véritablement encheantement pour ceux qu'on s'en accorde le temps et qu'on accepte de comprendre par soi-même la beauté de la pierre, sans autre forme d'explication, c'est aussi un parcours d'initiation, en ce qu'il repose sur l'attention et la lecture des détails, enfin sur l'assimilation indolore de ce vocabulaire de l'architecture qui, paraît-il, ferait encore si peur.

FHÉDÉRIC EDELMANN

► Abbaye du Mont-Saint-Michel. Tous les jours sauf dimanche, de 22 heures à minuit, jusqu'au 30 septembre. Entrée 50F (Etudiants 30F). Rés. : (16) 33-60-14-14.

La singularité de Bogomolov se situe, dans les compositions abstraites ou presque abstraites contemporaines de ces paysages et portraits géométriques. En 1914, il peint sa femme lisant dans sa manière «primitiviste», dessine un autre visage de façon banalement figurative et entreprend en même temps des compositions qui ont une «conscience» timide d'«futuriste». Des paysages, elle ne garde que les angles et les fronts de collines acides — la locomotive et le transformateur disparaissent, les références à la nature se font de plus en plus allusives et, pour finir, imperceptibles.

A l'évidence, c'est pour cette période, qui n'aurait duré que deux ou trois ans, de 1914 à 1916, que l'œuvre de Bogomazov mérite l'attention. La *Composition ondulatoire*,

naute de roses, bleus et gris, le *Paysage futuriste*, virait où la nature se signale que par une touche de feuilles fanées. *Composition abstraite*, 1916, triangle, nœud et autres bêtises, appartenait à l'histoire de l'abstraction au même titre que les essais contemporains de Malevitch et de Larionov. On peut rêver devant ces amas à ce que serait une rétrospective qui réunirait enfin les protagonistes majeurs du suprématisme, du rayonnisme et, donc, du «cubo-futurisme» de Kiev.

Il faudrait, pour que le tableau soit complet, y joindre Kandinsky,

naturellement, mais encore Delaunay et Kupka, auxquels Bogomazov fait songer quand il expérimente une peinture faite de courbes enlacées, abstraction organique par opposition à l'abstraction architecturale qui procède par orthogonales. Quand verra-t-on cette exposition historique ? Asses vite sans doute à en juger par la fervente russe des conservateurs et chercheurs occidentaux.

PHILIPPE DAGEN

► Musée d'art moderne, Réfectoire des Jacobins, 31000 Toulouse. Jusqu'au 28 août.

“FIN 92, NOUS AURONS FAIT SAUTER LE BOUCHON DE FOURVIÈRE.”

Michel Noir
Président du Grand Lyon

Un Européen sur
deux connaît Lyon
par le tunnel de
Fourvière : belle image !
Et quel automobiliste
français n'a pas été
bloqué au moins une
fois dans le tunnel de
Fourvière : belle image !
Alors c'est simple :
fin décembre 1991,

nous aurons fait
sauter au 3/4 ce fameux
bouchon.
... et fin 92 en toulité!
Parole de Lyonnais.
Vive les vacances
92, 93, 94...
et merci Lyon!

Pour vous renseigner :
36.14 TG*GL.

Le Grand Lyon bouge.

Le grand Lyon

COMMUNAUTÉ URBAINE DE LYON

SPECTACLES

LUNDI 29 JUILLET

CINÉMAS

LUNDI
Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : les Années de feu (1960, v.o.), de Yousouf Khatoun, 18 h ; le Couteau dans l'eau (1982, v.o. s.t.f.), de Roman Polanski, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

LUNDI
Le Cinéma australien : The Navigator : a Medieval Odyssey (1988, v.o. s.t.f.), de Vincent Ward, 14 h 30 ; Frères de sang (1989, v.o. s.t.f.), de Stephen Wallace, 17 h 30 ; le Dernier Rivage (1959, v.o. s.t.f.), de Stanley Kramer, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ACTE D'AMOUR (fr.) : Épée de Bois, 5 (43-57-57-47).
L'AFFAIRE WALLRAFF (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-30-32-30) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-57-47).
AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
ALL THE KING'S MEN (Chin., v.o.) : Utopie, 5 (43-28-84-55) ; République Cinéma, 11 (45-05-51-33).
AN ANGEL AT MY TABLE (n.d.-zlandais, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 8 (43-33-97-77).
LES ANGES DE LA NUIT (fr.) : Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23).
L'ANNÉE DE L'ÉVÈLE (fr.) : Lucmaire, 6 (45-44-57-34).
AUX YEUX DU MONDE (fr.) : Épée de Bois, 5 (43-57-57-47).
BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien, v.o.) : Utopie, 5 (43-28-84-55).
BOOM BOOM (Esp., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-88) ; Les Montparnasse, 14 (43-33-97-77).
CE CHIEN INTRUS (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-57-47).
CELESTINE (fr., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-57-47).
LE CERCLE DES PÔTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (43-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
CHIEF (fr., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-57-47).
LE CUD (A., v.o.) : Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33).
CYRANO DE BERGERAC (fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-83-50).
DANCING THRU THE DARK (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopie, 5 (43-28-84-55).
DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-33-10-82) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-88).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Lee Nation, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-33-10-82) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-83-50) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81).
LA DISCRÈTE (fr.) : Latine, 4 (42-78-47-88) ; Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Les Trois Balcons, 4 (45-81-10-60).

LES DODRS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-57-47) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-28-48-18) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-92-82) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-33-10-82) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50).
L'EAU ET LES HOMMES (fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00).
F X 2 (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (45-83-16-18) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-83-50) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-60-33).
LES FÉES (fr.) : (n.d.-zlandais, v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26).
LA FRACTURE DU MYOCARDE (fr.) : Lucmaire, 6 (45-44-57-34).
FRÈRES DE SANG (Aust., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26).
LEB FRÈRES KRAY (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-82-20-40) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-83-50) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59).
GREEN CARD (A., v.o.) : Cinoches, 6 (43-33-10-82).
HALFMOON (fr., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-57-47).
HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (45-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).
L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6 (43-33-10-82).
J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00).
JACQUOT DE NANTES (fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-30-32-30).
JIMI HENDRIX (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Max Linder Panorama, 8 (48-24-88-88).
JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-92-82) ; La Bastille, 11 (43-07-45-80) ; Bisventre Montparnasse, 15 (45-44-25-02).
KICKBOXER 2 (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette Bie, 13 (47-07-55-88) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-88).
LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6 (43-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
LA LISTE NOIRE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (43-33-10-82).
LUNE ROUGE (fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-28-48-18).
MADAME BOVARY (fr.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00).
LA MANIÈRE FORTE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 8 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Lee Nation, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-33-10-82) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
MERCI LA VIE (fr.) : Épée de Bois, 5 (43-57-57-47).
MISÈRE (fr.) : Cinoches, 6 (43-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (fr.) : (A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
NEW JACK CITY (fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8 (45-83-16-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-83-50) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-46-01).
NIKITA (fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-92-82) ; Les Montparnasse, 14 (43-33-10-82) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).
LA NOTE BLEUE (fr.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-38-14).
LE DEUIL DE LA VEUVE (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
LE PORTEUR DE SERVIETTE (fr., v.o.) : Lucmaire, 6 (45-44-57-34).
RAÏNE D'OR (fr.) : (43-28-18-88) : Les Trois Balcons, 4 (45-81-10-60).
LE PREMIER EMPEREUR (Can.-Chin., v.o.) : La Géode, 19 (40-05-80-00).
PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-38-14) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-33-10-82).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-83-50) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-83-50).
TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-55).
LES TORTUES NINJA II (A., v.o.) : UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40) ; v.f. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-83-50) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-88).
TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-All.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Hauteville, 8 (46-33-78-38) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-50) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-92-82) ; La Bastille, 11 (43-07-45-80) ; Lee Nation, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-33-10-82).

LES FILMS NOUVEAUX

L'APPROCHE FINALE. Film américain d'Eric Steven Stahl, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-88).
DÉSIGNÉ POUR MOURIR. Film américain de Dwight H. Little, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-88).
MIAMI BLUES. Film américain de George Armitage, v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-33-10-82).
RALPH SUPER KING. Film américain de David S. Ward, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hauteville, 8 (46-33-78-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-30-32-30) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59).
LUST IN THE DUST. Film américain de Paul Bartel, v.o. : Utopie, 5 (43-28-84-55) ; La Bastille, 11 (43-07-45-80).
MIAMI BLUES. Film américain de George Armitage, v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-33-10-82).
RALPH SUPER KING. Film américain de David S. Ward, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hauteville, 8 (46-33-78-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-30-32-30) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59).
SWING TROUSADOUR. Film français de Bruno Bayen : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26).

(45-74-83-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
IMPROVITU. Film britannique de James Lapine, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Hauteville, 8 (46-33-78-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-30-32-30) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59).
LUST IN THE DUST. Film américain de Paul Bartel, v.o. : Utopie, 5 (43-28-84-55) ; La Bastille, 11 (43-07-45-80).
MIAMI BLUES. Film américain de George Armitage, v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-33-10-82).
RALPH SUPER KING. Film américain de David S. Ward, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hauteville, 8 (46-33-78-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-30-32-30) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59).
SWING TROUSADOUR. Film français de Bruno Bayen : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26).

LA REINE BLANCHE (fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).
LA RELÈVE (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-46-01).
REVENGE (A., v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-83-50) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27).
RHAPSODIE EN AOUT (Jap., v.o.) : Lucmaire, 6 (45-44-57-34) ; Studio 28, 19 (46-06-36-07).
RIEN A PERDRE (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-57-47) ; George V, 8 (45-62-41-46).
ROBIN DES BOIS (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).
ROBINSON & CIE (fr.) : Latine, 4 (42-78-47-88) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
SAILOR ET LULA (fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Lucmaire, 6 (45-44-57-34).
SCÈNES DE MÉNAGE DANS UN CENTRE COMMERCIAL (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-30-32-30) ; v.f. : Miramar, 14 (43-20-89-52).
LE SILENCE DES AGNEAUX (fr.) : (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-50) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

THE FIELD (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14 (43-30-32-30).
THE TWO JACKS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).
14 (43-33-10-82) : Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-46-01).
TOUJOURS SEULS (fr.) : Épée de Bois, 5 (43-57-57-47).
37°2 LE MATIN (fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Gaumont Champs-Élysées, 6 (45-62-04-67) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-33-10-82).
LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.), Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58).
UN THÈ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Accatone, 5 (46-33-98-88).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE (fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bie, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-88).
URANUS (fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).
LA VIE DES MORTS (fr., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34).

LES SÉANCES SPÉCIALES

AGENT X 27 (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58) 21 h.
AILLEURS L'HERBE EST PLUS VERTE (A., v.o.) : Reflet Médicos Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34) 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 05.
BLADE RUNNER (fr., v.o.) : Club Gaumont (Publicis Marignan), 8 (43-59-31-97) 19 h 30, 22 h.
ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR (Fr.-All.) : Club Gaumont (Publicis Marignan), 8 (43-59-31-97) 14 h 30, 18 h 30.
L'ATALANTE (fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-18-08) 14 h.
AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (fr.) : Lucmaire, 6 (45-44-57-34) 14 h.
LE BALLON ROUGE (fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58) 13 h 30.
LA PETITE SIRENE (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58) 20 h.
BOUDU SAUVÉ DES EAUX (fr.) : Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34) 12 h 05.
BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 20 h.
CENDRILLON (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 14 h.
LA CITÉ DES FEMMES (fr., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 18 h.
CRIN BLANC (fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58).
DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 15 h 30.
LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTES (fr.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 15 h 30.
LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS (fr.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 15 h 30.
DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 20 h 30.
LES ENFANTS DU PARADIS (fr.) : Ranelagh, 18 (42-68-64-44) 20 h.
L'ÉVÈLE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 18 h.
LA FEMME FLAMBEÉE (fr., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 18 h 30.
LA FLÛTE À SIX SCHTROUMPFS (Bel.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58) 13 h 30.
GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58) 21 h.
GOTIC (fr., v.o.) : Accatone, 5 (46-33-98-88) 18 h 20.
LE GRAND BLEU (fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 13 h 45.
HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) 12 h 20.
L'HOMME BLESSÉ (fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 10 h 50.
HORS LA VIE (fr., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-57-47) 16 h.
HUSBANDS (A., v.o.) : Accatone, 5 (46-33-98-88) 12 h 30.
L'INCINÉRATEUR DE CAOAVRES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5 (46-33-98-88) 18 h.
INDIANA JONES ET LA OERNIERE CROISADE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 15 h 30.

JE T'AIME, MOI NON PLUS (fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-18-08) 22 h 10.
LOUITA (Brit., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 21 h 20.
MACBETH (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-18-08) 17 h 45.
MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58) 15 h.
MAUVAIS SANG (fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 10 h 40.
1984 (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-18-08) 20 h 15.
LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 22 h.
NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 22 h.
LA PETITE SIRENE (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58) 20 h.
LES PETITES MARGUERITES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5 (46-33-98-88) 15 h.
LES QUATRE CENTS COUPS (fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) 12 h.
QUERELLE (fr., v.f.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 22 h 30.
LA RÉGIE DU JEU (fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58) 19 h.
ROUTE ONE-USA (A., v.o.) : Salaam Bombay, 1 (45-43-41-63) 14 h.
SALAAM BOMBAY (Indo-Pak., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 18 h.
SALE COMME UN ANGE (fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-18-08) 12 h.
STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopie, 5 (43-28-84-55) 14 h 10.
THE LAST MOVIE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 10 h 45.
THE TEMPEST (Brit., v.o.) : Accatone, 5 (46-33-98-88) 21 h 50.
THELONIOUS MONK (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 22 h.
TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL (fr., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58) 17 h.
LA TRAVIATA (fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 18 h.
UN COEUR QUI BAT (fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-18-08) 18 h.
VIOLENCE ET PASSION (fr., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 17 h.

LES GRANDES REPRISES

A BIGGER SPLASH (Brit., v.o.) : Accatone, 5 (46-33-98-88).
A BOUT DE SOUFFLE (fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).
ARIANE (A., v.o.) : Action Christine, 8 (43-29-11-30).
ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD (fr.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).
SAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 8 (42-25-10-30) ; 14 Juillet Parnasse, 14 (43-26-58-00) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79).
LA BALLADE DES SANS-ESPOIRS (A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

PARIS EN VISITES

Mardi 30 juillet
« Le Palais de Justice », 11 heures, 14 h 30 et 16 h 30, métro Cité (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtels, églises et ruelles du Marais sud », 14 h 30, métro Saint-Paul, et « Les hôtels célèbres du Marais illustrés », 21 heures, métro Saint-Paul (Lundis-visites).
« L'hôtel Saint-Louis », 14 h 30, 12, rue de la Grange-aux-Belles (C. Mariel).
« La Père-Lachaise méconnue », 10 h 30 et 14 h 45, entrée principale (V. de Langlade).
« L'Arche de la Défense », 14 h 30, métro RER, sortie L (Connaissance de Paris).
« Hôtels et jardins du Marais sud et place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).
« Le Palais fantôme des Tuilleries », 14 h 30, place des Pyramides (Sauvegarde du Patrimoine Historique).
« Au temps de la Grande Armée », 15 heures, cour d'honneur des Invalides (Caïse nationale des monuments historiques).

سكراة الاحول

ÉCONOMIE

BILLET

Alger, Delhi et leurs banquiers

Les tumultes politiques passent, les crises économiques demeurent. Les images des violents émeutes en Algérie et de l'assassinat du président indien Rajiv Gandhi ont quitté les écrans de télévision. Mais elles restent gravées dans l'esprit des banquiers, tandis que les cicatrices de l'économie se creusent.

La transition vers le libéralisme est en marche sur tous les continents. En Europe de l'Est, bien sûr, mais aussi en Amérique latine et même en Afrique. Le mot d'ordre des années 1990 est bel et bien celui du libéralisme et de l'État entrepreneur. Le dernier rapport de la Banque mondiale sur le développement (le *World Development Report* du 9 juillet) est à cet égard éloquent. Partout, il n'est question que de privatisations. La Zambie ne vient-elle pas d'annoncer son intention de céder les participations d'État dans plusieurs grandes entreprises ?

Les institutions financières internationales entendent jouer un rôle moteur dans cette course au libéralisme, conseillant les gouvernements et conditionnant leurs soutiens financiers aux programmes mis en œuvre.

Dans tous pays, peut-être plus qu'ailleurs, leur tâche est particulièrement délicate. Pour l'Algérie ou pour l'Inde, États radicalement différents à bien des égards, la présence des experts de Washington sur leur territoire représente un tournant majeur de la politique économique et de conception du jeu international. Il y a quelques jours, Alger annonçait l'ouverture de son plus grand gisement pétrolier aux compagnies occidentales ; New-Delhi autorisait des prises de participation étrangères majoritaires dans les entreprises locales. Dans les deux capitales, l'enjeu est le même : réussir à poursuivre le remboursement de la dette extérieure, afin d'éviter l'ancrage d'un cycle de récessionnements et de purges d'austérité.

Le sauvetage économique de l'Algérie et de l'Inde est vital pour l'avenir des deux régions. Comme l'a déclaré dimanche à Alger le directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, derrière le prêt accordé début juin à l'Algérie, c'est « l'équilibre du monde méditerranéen qui est en jeu ». Aujourd'hui, les dirigeants des deux pays comprennent que la confiance de leurs banquiers ne peut être restaurée sans l'aide du FMI. Mais le soutien de leur classe politique et de leur population reste très fragile et les réformes promettant d'être douloureuses. Espérons que le FMI, peu réputé pour sa « douceur », réussira à ne pas envenimer les plaies.

FRANÇOISE LAZARE

Après l'an 2000 la baisse de la population active provoquera une pénurie de main-d'œuvre

Dans les années qui suivront l'an 2000, la France aura à vivre une pénurie globale de main-d'œuvre, en raison de la baisse de sa population active, affirme l'INSEE dans l'article que MM. Didier Blanchet et Olivier Marchand consacrent à ce thème (*Economie et statistique*, n° 213, « Horizon 2000 »). Et ce, quelle que soit l'évolution de la natalité réellement prévisible.

Jusqu'en 2005, la population active va augmenter, pour approcher les 26 millions de personnes, indique l'étude de l'INSEE effectuée par MM. Didier Blanchet et Olivier Marchand. Mais elle devrait diminuer ensuite. Tout dépendra alors du taux de fécondité. Si celui-ci est de 1,8 enfant par femme, comme aujourd'hui, le nombre de personnes en âge de travailler reviendra en 2025 au niveau de 1985. Si est de 1,5 enfant, l'événement se produira en 2020. En revanche, si l'on attendait les 2,1 enfants (le taux de renouvellement des générations), la population active enregistrerait une légère baisse après 2005, puis se stabiliserait à 26 millions. Avec 2,4 enfants, la baisse interviendrait en 2010, et serait suivie d'une augmentation à partir de 2012. Parallèlement, et pour les mêmes raisons, on assisterait à un vieillissement des personnes en âge de travailler, un phénomène qui est d'ores et déjà engagé puisque, en 1990, deux actifs sur trois ont entre 25 et 50 ans, contre un sur deux il y a vingt ans.

Travail des femmes

En retardant l'âge de la fin d'activité, on pourrait augmenter le nombre d'actifs et diminuer le nombre des retraités. Ce qui, par ailleurs, allégerait la contrainte financière des retraites. Par exemple, retarder de deux ans et demi l'âge de la retraite suffirait pour maintenir jusqu'à l'an 2040 la population active de 1985, soit 24 millions. Si l'on voulait conserver le niveau de 2010, soit 26 millions, il faudrait envisager de retarder de trois ans. Bien sûr, cela entraînerait un vieillissement de la population active. Avec un taux de fécondité de 1,8, l'âge médian - celui qui partage la population en deux groupes d'importance numérique égale - passerait de 37 ans en 1990 à 40 ans en 2010 pour s'y maintenir ensuite. Si l'âge moyen de cessation d'activité augmentait de cinq ans, l'âge médian serait de 42,5 ans. On pourrait s'attendre à des difficultés, du fait de la présence des plus anciens, les jeunes étant moins nombreux.

Une autre voie consiste à tabler

sur l'appétence des femmes à travailler et donc à parier sur la progression de leur taux d'activité. Depuis trente ans, la croissance est continue et elles représentent 43 % de la population active. Si 82 % des femmes étaient au travail, la population active ne serait pas contrainte à partir de 2005. Si, au contraire, il y avait alignement entre les hommes et les femmes dès l'an 2000, et si le taux de fécondité demeurait à 1,8, la population active parviendrait à un sommet supérieur à 29 millions au début des années 2000. Mais elle redécroîtrait ensuite, pour revenir à 25 millions en 2035, soit quinze ans plus tard que dans le scénario normal. L'inconvénient majeur de cette solution proviendrait toutefois de la « liaison négative » entre le taux d'activité et le nombre d'enfants des femmes. Sauf à imaginer une politique familiale d'accompagnement, qui viendrait à faciliter la prise en charge des enfants.

Quant à l'augmentation de la productivité, elle revient à fabriquer plus de richesses avec moins de main-d'œuvre, et donc à se satisfaire d'une situation de pénurie de personnel disponible. Le calcul permet de déduire que les gains de productivité constatés entre 1973 et 1989, qui étaient en moyenne de 2,2 % par an, sont au-delà de la baisse future de la population active, de l'ordre de 0,5 % l'an si le taux de fécondité demeurait à 1,8. Mais, là encore, cela n'est possible que s'il y a parfaite adéquation entre les capacités de cette main-d'œuvre et les emplois proposés. Ce qui nécessite une formation, y compris de salariés vieillissants.

ALAIN LEBEAUE

Le vieillissement de la population devrait s'accélérer à partir de 2005

Le vieillissement de la population française devrait s'accélérer à partir de 2005 avec l'arrivée à la retraite des générations les plus nombreuses, nées entre 1946 et 1973. Selon les nouvelles perspectives dressées par l'INSEE à l'horizon 2000, la part des personnes âgées de soixante ans et plus devrait, en effet, représenter en 2020 28 % de la population totale, contre 21 % en 1990 et 19 % en 1980. Parallèlement, le taux de fécondité se maintiendra à 1,8 enfant par femme, laissant pré-

voir une diminution de la population totale à partir de l'an 2020.

Les prévisions au sujet de l'espérance de vie, réalisées à partir des premiers résultats du recensement de 1990 se révèlent, en outre, malheureuses que celles établies en 1985 par l'INSEE. En l'an 2020, l'espérance de vie à la naissance devrait s'établir à 78,4 ans pour les hommes (au lieu de 76,6 selon les statistiques de 1986) et 80,5 ans pour les femmes (au lieu de 78,5).

Nouvelle réglementation des télécommunications aux États-Unis

Les compagnies régionales de téléphone pourront accroître leurs services

Se rangeant « avec une grande réticence » à l'avis du département de la justice et aux arguments développés au printemps 1990 par la Cour d'appel des États-Unis, la juge fédérale, M. Harold Greene, a décidé de lever le 25 juillet l'interdiction qui, depuis plusieurs années, empêchait les compagnies régionales de téléphone d'offrir à leur clientèle quantités d'informations et de services fournis jusque-là par des sociétés spécialisées.

NEW YORK

de notre correspondant

Sous réserve des nouveaux appels que vont sans doute interjeter les opposants à cette décision du juge Greene, les sept compagnies régionales issues de l'éclatement de « Ma Bell » en 1982 pourront proposer à leurs abonnés - une clientèle captive puisque 95 % des messages américains sont envoyés au moins d'une ligne téléphonique - les pages jaunes de l'annuaire (liste des professions), des annonces classées, des cotations d'achat à domicile, des cotations et informations financières et quantité de modes de consultation sur écran. Autant d'opportunités nouvelles qui vont faire le bonheur des « Baby Bells » (1), depuis longtemps attirées par ce nouveau marché qui se chiffre en milliards de dollars.

La crainte des monopoles

Saluée comme « une étape majeure au service des consommateurs américains », des entreprises américaines et de l'économie nationale » par M. Ronald Stowe, au nom de Pacific Telesis Group, l'une des sept compagnies régionales, cette décision intéresse aussi des opérateurs qui, tel France Télécom, s'efforcent de développer l'utilisation du minitel aux États-Unis. En association avec US West qui couvre une partie du centre et de l'ouest du pays, France Télécom procède depuis 1989 à une expérience de vidéotex à Omaha (Nebraska), qui va être étendue à la zone St. Paul-Minneapolis (Minnesota) via la création d'une joint-venture avec US West. La possibilité d'incorporer au minitel l'annuaire par professions et d'autres services lui ouvre des perspectives nouvelles.

Mais les mécontents sont aussi

nombreux. À commencer par certaines associations de défense de consommateurs. Et, surtout, l'association des directeurs de journaux, qui accuse les compagnies régionales de vouloir utiliser désormais librement les profits entiers d'une situation monopolistique régionale (la fourniture du téléphone) pour faire leur entrée sur le marché de l'information avec l'espoir d'en évincer les concurrents. Les quelque seize cents quotidiens que compte la presse américaine craignent un exode de la publicité vers ces nouveaux services bientôt autorisés à diffuser les pages jaunes de l'annuaire.

En se bornant, depuis le 1^{er} janvier 1984, date d'entrée en vigueur du Modified Final Judgment (MFJ), à permettre aux « Baby Bells » de diffuser seulement les pages blanches, le juge Greene avait voulu appliquer le plus strictement possible la législation anti-trust. Mais le 3 avril 1990, la cour d'appel lui avait enjoint de modifier son attitude, assimilée à une mauvaise interprétation du MFJ. Après plus d'un an de réflexion et de consultations, la « bête noire » des compagnies régionales de téléphone a accepté de lever les restrictions qui frappaient l'activité domestique de ces sociétés. A regret, ainsi qu'en témoigne l'investissement qu'il lance dans le volumineux document (71 pages) justifiant sa décision et les conséquences qu'il faut en attendre. « Les conséquences les plus probables seront l'élimination de la concurrence et la concentration des sources d'information du peuple américain seulement entre les mains de quelques conglomérats, disposant d'une position dominante, avec pour base le monopole capif du téléphone local », écrit notamment le juge fédéral. Sa seule consolation est sans doute de constater que les grands groupes qui, tels IBM ou Sears, le géant de la distribution, se sont lancés dans ce type d'activités, y ont tout ou presque perdu des millions de dollars.

SERGE MARTI

(1) A la suite de la fin du monopole d'ATT, en 1982, les vingt-deux compagnies Bell ont été regroupées en 1984 en sept Regional Bell Operating Co (RBOC) : Bell South, NYNEX, Ameritech, Pacific Telesis, US West, South Western et Bell Atlantic. Jusqu'à présent, ces « Baby Bells » qui couvrent les six cinquièmes du territoire (le reste étant initialement tenu à l'écart par des lois locales) étaient interdits de fabrication de matériel et de transmission des appels longue distance (ce qui est toujours le cas) et de fournir des services d'information.

Le Koweït approvisionne son premier tanker depuis la libération du pays

Le ministre koweïtien du pétrole, M. Hammoud Abdullah Al Raqba, a symboliquement tourné, samedi 27 juillet, la vanne d'approvisionnement du pays en pétrole. Il s'agit de la première livraison par tanker de brut koweïtien depuis la libération de l'émirat, en février dernier. Le ministre a précisé que la livraison se montait à 261 000 tonnes de brut et que la production totale du pays atteindrait 115 000 barils par jour (200 000 barils au total en ajoutant la production de la zone neutre frontalière avec l'Arabie saoudite).

Avant l'invasion par l'Irak en août 1990, la production journalière du Koweït atteignait jusqu'à 2 millions de barils. « Vendredi, le nombre de puits en feu que nous sommes parvenus à contrôler atteignait 249 », a-t-il ajouté, rappelant l'objectif des autorisés de parvenir à maîtriser entièrement les puits incendiés d'ici à mars 1992. « En septembre ou octobre prochains, nous serons en mesure de réparer nos raffineries et de raffiner notre consommation intérieure », a aussi déclaré M. Al Raqba. - (AFP)

En bref

La construction neuve a baissé de 1,1 %

Le nombre des logements mis en chantier au cours des six premiers mois de l'année a été de 152 000, en baisse de 1,1 % sur la même période de 1990, selon les statistiques publiées le 26 juillet par le ministère de l'équipement et du logement. La maison individuelle continue à être la plus touchée par cette récession, avec une baisse de 4,9 % à 76 500, tandis que les logements en immeubles collectifs progressent de 3,1 % à 73 700.

L'activité du bâtiment reste mieux orientée dans les constructions professionnelles, avec une progression de 6,7 % des surfaces mises en chantier par rapport au premier semestre de 1990, notamment pour les bâtiments agricoles (+ 17,5 %), pour l'industrie (+ 4,8 %), pour le stockage (+ 4,7 %). En revanche, les surfaces mises en chantier baissent de 6,7 % pour le commerce et stagnent pour les bureaux (- 0,4 %).

Paris accueille avec une satisfaction modérée l'accord européen sur l'automobile

Ratifié vendredi 26 juillet par les douze pays membres de la CEE, l'accord qui sera proposé au Japon sur l'ouverture progressive du marché européen aux voitures japonaises a été accueilli avec une satisfaction réservée par plusieurs dirigeants.

Réagissant aux propos du patron de PSA, M. Jacques Calvet, qui avait qualifié le compromis de Bruxelles de « dangereux » (le *Monde* du 27 juillet), M. Elisabeth Guigou, ministre française chargée des affaires européennes, s'est efforcée de dissiper les accusations de capitulation. « M. Calvet se trompe de cible. Si nous restons statiques, nous disparaîtrons malgré cet accord et non à cause de lui. Je ne comprends pas qu'un patron comme lui fasse preuve d'un tel défaitisme », déclare-t-elle dans une interview

L'ouverture du marché communautaire aux voitures japonaises

publiée lundi 29 juillet par la *Tribune de l'Expansion*. Invitée samedi 27 juillet au journal télévisé d'Antenne 2, M. Guigou avait jugé que le compromis de Bruxelles était indispensable « car c'était la seule façon d'éviter que l'Europe soit envahie (...) submergée » par les voitures japonaises. Selon le ministre, il n'aurait pas été possible à la France de conserver son quota limitant les voitures japonaises à 3 % du marché français, « cette barrière commençant à céder, les ventes atteignant déjà 4,5 %, car les consommateurs le demandent ». Le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, avait fait preuve, au début du week-end, d'un contentement plus tempéré encore, précisant que cet accord n'était pas « mauvais, mais aurait pu être meilleur » (le *Monde* daté 28-29 juillet).

INSOLITE

Du Mig au charter

Le premier aéroport privé hongrois, Balaton Airport, a été solennellement inauguré samedi 28 juillet, sur le terrain d'un ancien aéroport militaire soviétique. Il sera exploité par le groupe privé hongrois Mikromatika Holding, qui envisage de créer au cours des prochains années un réseau privé de lignes intérieures, en réaménageant d'anciennes bases militaires de l'Union soviétique. Situé au bord du lac Balaton, l'un des sites touristiques les plus populaires de l'Europe centrale, l'aéroport accueillera dans un premier temps des vols charters et de fret. - (AFP)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Technocic

Actif net au 22-07-1991 : 54 451 848 F
Valeur liquidative au 22-07-1991 : 1 059,56 F
Performance du 31-12-1990 au 22-07-1991 : +15,30 %
Dividende : 36,90 F assorti d'un avoir fiscal de 7,04 F pour les personnes physiques et de 7,49 F pour les personnes morales mis en paiement le 25 juillet 1991.
Remboursement des dividendes sans droit d'entrée du 25 juillet au 25 octobre 1991.

Le Président Michel RICHOU a déclaré :
« Les événements récents, et particulièrement la guerre du Golfe et les transformations dans l'Europe de l'Est, confirment la prépondérance des phénomènes politiques sur les nécessités économiques, même si les dernières demeurent souvent à l'origine des premières. La suprématie des forces allées et la conclusion rapide du conflit ont fait une démonstration, en Irak, de l'importance de la technologie dans les affaires militaires. Pour évaluer et « médiatiser » qu'elle lui, ce n'est, au fond, qu'une illustration du rôle joué, au quotidien, et dans tous les domaines, par la technologie moderne dont les progrès restent constants, voire s'accroissent. A Wall Street, la reprise des cours des sociétés liées à ce secteur confirme, depuis l'été dernier et en dépit de la correction observée ce printemps, qu'il s'agit toujours d'un marché porteur d'avenir. »

AGD du 23-07-1991

Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Minitel 36 15 code ASSOCIC

GRUPE CIC

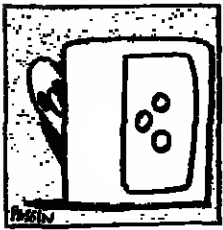
LES SÉANCES SPÉCIALES

JE T'AIME, MOI NON PLUS ?
LABYRINTHE DES PASSIONS
LOLITA (1961)
MACBETH (1961)
MAMMA I'AI RATE L'AVO
MAUVAIS SANG (1911)
MOI JE SUIS UN ANGE
MONSIEUR JEAN
NOLAN DARLINO N'EN FAIT RI
PETITE SIRENE (1911)
PETITES MARGUERITES
QUATRE CENTES CORRE
SHEPHERD (1911)
THE JEU DU JEU (1911)
ONE USA (1911)
BONNAY (1911)
COMME UN ANGE
THAN PARAME
MOVIE (1911)
PEST (1911)
MOU (1911)
LE TEMPLE DU SON
SANS B

AU SOMMAIRE DE JUILLET/AOÛT

PHILATELISTES

LE MONDE DES PHILATELISTES



Repères

En 1972, le financier pakistanois Agha Hasan Abedi crée la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) basée au Luxembourg avec le Bank of America, l'émirat d'Abou-Dhabi et des investisseurs saoudiens. La banque se développe dans 70 pays. La direction, essentiellement composée de Pakistanais, est installée à Londres. Beaucoup d'opérations passent par le paradis fiscal des îles Caïmans.

En 1978, M. Abedi tente d'acquiescer, sans succès, une des principales banques de Washington, First General Bankshares. En 1980, lassée de ne pouvoir exercer un contrôle sur la BCCI, la Bank of America sort du capital. L'année suivante, grâce à des alliés américains et arabes, M. Abedi réussit à mettre la main sur First General Bankshares, rebaptisée First American Bankshares. Le président en est l'avocat Clark Clifford, ancienne éminente grise de la Maison Blanche.

En 1988, après une enquête des services américains, plusieurs cadres de la BCCI sont accusés de blanchiment d'argent de la drogue et arrêtés à Tampa, en Floride. Les liens avec l'ancien dictateur panaméen Noriega sont révélés.

Lors du procès pour blanchiment en 1990, la BCCI plaide coupable et est condamnée à payer 15 millions de dollars d'amende.

Les pertes s'accroissent : la banque effleure officiellement 500 millions de dollars de déficit pour 1989. Les investisseurs seoudiens vendent leur participation, et l'émirat d'Abou-Dhabi devient l'actionnaire majoritaire, avec 77 % du capital. Il injecte un premier milliard de dollars, change la direction londonienne et se lance dans la restructuration de la banque. M. Abedi démissionne de son poste de président.

Le 5 juillet 1991, les autorités monétaires de plusieurs pays ont établi la BCCI décidant de manière concertée, sous la coordination de la Banque d'Angleterre, de suspendre les activités de la banque et de geler ses actifs. Une décision prise en vue d'un rapport de Price Waterhouse du mois de juin, qui émettait enfin la preuve des méthodes frauduleuses employées depuis des années par la BCCI. Le 5 juillet, la «trou» était estimée à 4 milliards de dollars, l'estimation actuelle dépasserait les 10 milliards de dollars, soit la moitié de la valeur (20 milliards de dollars) attribuée aux actifs de la BCCI.

A finance mondiale fraude mondiale

Suite de la première page

En 1986, le premier scandale qui avait éclaboussé la Bourse de Paris, l'affaire Cogema, avait révélé une escroquerie de 259 millions de francs. Un montant dérisoire au regard des deux affaires qui défilent aujourd'hui la chronique. Les pratiques boursières déloyales des quatre grandes maisons de titres japonaises — Nomura, Daiwa, Nikko et Yamai-chi — et de leurs conseillers de taille inférieure s'élevaient à 4,5 milliards de francs. Quant aux «fraudes à grande échelle» de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), elles pourraient représenter la moitié des 120 milliards de francs d'actifs de cette banque privée internationale, dont les activités ont été suspendues dans quelque 70 pays depuis le 5 juillet.

Les techniques modernes

Comment expliquer un tel «grossissement» des fraudes sinon par les faiblesses, pour ne pas dire les trous bords, que leur offrent désormais les marchés financiers ? Si les paradis fiscaux ne datent pas d'aujourd'hui, si les casinos, les restaurants, les salles de cinéma ou la promotion immobilière servaient depuis longtemps au blanchiment de l'argent sale, l'explosion des fraudes coïncide avec l'explosion récente des marchés financiers. Les années 80 marquent la belle époque de la libéralisation financière à New-York, Londres ou Paris. Le secteur financier se mondialise. Des produits nouveaux de plus en plus sophistiqués apparaissent. Les Bourses du monde entier reliées entre elles par les techniques modernes de transmission fonctionnent 24 heures sur 24. Les devises circulent entre les continents...

Les trafiquants suivent le mouvement, leur imagination n'ayant pas plus de limites que celle des «golden boys». La déréglementation leur ouvre l'accès aux marchés financiers par un point unique de la planète et en toute impunité. Une économie réglementée est fondée sur une surveillance étroite : ouverture de guichet bancaire, contrôle des changes, etc. La libéralisation des économies suppose un autre type de contrôle s'appuyant sur une coopération internationale. Mais celle-ci va pour l'instant moins vite que l'imaginaire des fraudeurs.

Chaque Etat campe encore sur ses prérogatives. C'est la Banque de France qui surveille les succursales d'une banque étrangère, comme c'était le cas avec la BCCI-France rattachée à une société aux îles Caïmans, paradis fiscal bien connu des Antilles britanniques, sans avoir à connaître de ses activités hors de l'Hexagone.

Cela va changer avec l'Europe. Une seule autorité de tutelle, celle du pays où sera basée la société-mère, surveillera tous les établissements issus de cette dernière, quelle que soit leur implantation dans les Douze pays de la Communauté. Cela suppose une concertation réelle et l'application du système à d'autres pays que ceux de la Communauté. L'Europe sera-t-elle une aubaine pour le développement de la fraude internationale ou au contraire un frein ? Le commissaire européen à la concurrence, M. Leon Brittan, a lui-même déclaré que la Commission devrait surveiller les «structures destinées à camoufler les opérations douteuses».

Mais d'autres problèmes se posent. Les autorités de tutelle surveillent les banques sur des critères «normatifs» (niveau de capital, dirigeants respectables). Sur ces deux aspects, la BCCI avait donné satisfaction à la Banque d'Angleterre. L'émirat d'Abou-Dhabi, actionnaire majoritaire, avait injecté récemment 1 milliard de dollars et s'apprêtait à faire plus. Le management de la banque avait été changé. Ne faudrait-il pas développer la surveillance sur d'autres critères, sans doute plus subjectifs ?

Il y a déjà eu des progrès avec le renforcement des contrôles ou l'assouplissement du secret bancaire. Mais il faut que les banques elles-mêmes coopèrent car elles sont, comme l'écrivait les auteurs de *La face cachée de l'économie mondiale*, «la jonction entre l'économie souterraine et l'économie visible». La lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue, décrétée officiellement au sommet des pays industrialisés à Paris en 1989, en offre l'occasion. Et à l'heure où les gouvernements des pays industriels affichent leur volonté de coordonner leurs politiques économiques, il paraît difficile de rendre cette coordination efficace sans contrôler véritablement des circuits financiers.

CLAIRE BLANDIN

"L'Aube se lève à l'Est"
Václav Havel
Interrogatoire à distance

— autoportrait d'un président peu ordinaire —
184 pages • 39 FF
éditions de l'aube

ENQUÊTE

Le scandale de la Bank of Credit and Commerce International

Le fondateur de la BCCI avait voulu «une banque progressiste»

ISLAMABAD

Correspondance

Crée à l'origine au Pakistan par des financiers locaux, la BCCI est étroitement liée à l'histoire récente du pays. Son fondateur, son réseau de cadres et ses relations avec l'établissement d'islamabad font même dire que la banque était l'un des piliers de l'économie nationale. Trois ministères et deux départements proches de l'armée avaient en particulier déposé des fonds importants dans des filiales de la BCCI à l'étranger. Les autorités ont reconnu que onze ministres diplomatiques pakistanais avaient souffert de la suspension des activités décidée le 5 juillet à l'initiative de la Banque d'Angleterre à Londres.

Les relations entre la banque et le gouvernement d'islamabad sont complexes. Les pouvoirs publics doivent 4,4 milliards de roupies (plus de 1 milliard de francs) à la BCCI Pakistan, qui les aurait beaucoup aidés pendant la guerre du Golfe au moment où les devises étrangères se faisaient rares, raconte ainsi M. Mohammed Ziauddin, spécialiste économique du quotidien *Dawn*. Déjà en 1979, indique-t-il encore, à la veille de l'intervention soviétique en Afghanistan, la banque avait prêté 100 millions de dollars (600 millions de francs) au régime du général Zia Ul-Haq, qui avait donné la récolte de riz en garantie.

«Un complot sioniste»

Autre exemple des liens qui unissent la banque aux autorités : le président de la Fondation BCCI, puissant organisme de bienfaisance qui finance notamment la réhabilitation d'un bidonville de Karachi, n'est autre que l'actuel chef de l'Etat pakistanais, M. Ghulam Ishaq Khan. Et la plupart des hommes qui occupent des postes clés dans la banque partout dans le monde sont les fils, beaux-fils, neveux et gendres de ces bureaucrates et militaires qui encadrent le Pakistan depuis quarante-quatre ans. Cela explique la réaction de certains notables internes à la BCCI en langue ourdoue ou encore l'absence totale de poursuites judi-

ciaires à l'encontre de la BCCI à Islamabad dans le passé.

De fait, l'action déclenchée le 5 juillet par la Banque d'Angleterre a sérieusement ébranlé une partie de la classe dirigeante pakistanaise, qui s'immédiatement repris à son compte la thèse du «complot sioniste» et de «la grande finance internationale» contre cette «institution du Sud». «Je n'accuse personne, ni l'Occident ni Cheikh Zayed (d'Abou Dhabi). Ce sont des choses qui arrivent», a simplement déclaré le fondateur de la BCCI, M. Agha Hasan Abedi, dans sa luxueuse villa de Karachi où il est immobilisé depuis trois ans et demi à cause d'attaques cardiaques à répétition.

Commence la banque qu'il a créée au début des années 70, M. Abedi reste pour tous les observateurs une véritable énigme. Qui est-il ? «Un visionnaire du tiers-monde», disent de lui de nombreux commentateurs locaux. «Le banquier qui a formé des hommes liés aux pratiques louches du blanchiment de l'argent de la drogue et à la fraude massive», affirme pour sa part la presse américaine.

Issu d'une famille aisée de la région de Karachi, en Inde, M. Agha Hasan Abedi est âgé aujourd'hui de soixante-huit ans. Son père, de confession musulmane chiite, était une sorte d'intendant dans l'Etat princier de Mahoudabad avant la partition de l'empire britannique. Une collection de livres et de manuscrits ornait la bibliothèque familiale et des plats raffinés agrémentaient les repas quotidiens.

Après des études de droit, M. Abedi commence sa carrière à un modeste guichet de la Habib Bank, l'une des grandes banques nationales pakistanaises. Vient l'indépendance. La famille émigre à Karachi. Là, très vite, le groupe passe à la Habib Bank, mais cette fois au siège. Au début des années 60, il crée, avec un industriel, M. Yousof Saigol, une banque, la United Bank Ltd (UBL). Celle-ci s'impose rapidement par son dynamisme et un point productif pour la modernité.

Mais M. Abedi voit plus grand, plus loin, à l'ouest dans les sables du Golfe : il veut faire une ban-

que progressiste du Proche-Orient dirigée par des Pakistanais. Il place l'un de ses adjoints à la tête d'une filiale de l'UBL aux Emirats arabes unis avec pour consigne de «ne pas lâcher le cheikh». Lors des visites de l'émir (alors inconnu) au Pakistan, M. Abedi et ses lieutenants déroulent le tapis rouge. Le banquier accélère la construction d'un manoir dans le nord de la province du Sind, où d'affaires d'acier s'additionnent, notamment à l'une de ses passions, la chasse au faucon (voir notre portrait du cheikh).

«L'hypocrisie des médias américains»

En 1972, M. Zulfikar Ali Bhutto est au pouvoir et commence à nationaliser. Il est temps de prendre l'air. Cheikh Zayed fournit une partie du capital qui mettra sur orbite la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) à partir du Luxembourg. L'ascension de la BCCI parmi les grandes institutions internationales est alors essentiellement l'œuvre de M. Abedi. Celui-ci s'entoure d'une élite composée d'Arabes fortunés — magasins de pétrole et hommes d'affaires disposant de liquidités abondantes — mais aussi d'intermédiaires obscurs opérant par diverses officines gouvernementales ou organisations politiques. Des dizaines de milliers de Pakistanais et d'Indiens aux revenus modestes sont également attirés par cette banque de caractère familial et aux crédits relativement faciles. L'une des accusations qui revicent le plus souvent ici concerne des jeux d'écritures consistant à masquer les déficits des «mauvais prêts» par les dépôts des clients.

Selon des informations qui n'ont été démenties ni à Washington ni à Islamabad, la BCCI Pakistan a été utilisée pour différentes transactions liées à l'aide clandestine de la CIA à la guérilla afghane, par l'intermédiaire de l'Inter Services Intelligence (ISI), les services spéciaux pakistanais. Le ministre des finances, M. Sartaj Aziz, a publié une mise au point très politique, jeudi 25 juillet, à la suite d'un article du quotidien britannique *Financial Times*, qui lui fai-

sait dire que les filiales locales de la banque se seraient livrées au blanchiment de l'argent de l'étranger au Pakistan même.

«L'argent de la drogue, l'argent du crime sont généralement placés dans de puissantes institutions financières du monde où la sécurité est plus grande et les taux de change plus stables comparés à ceux de pays en voie de développement comme le Pakistan», a affirmé M. Aziz. Messieurs les Occidentaux, balayez devant votre porte, devant vos banques...

Il avait auparavant démenti des informations de *Time Magazine* parlant d'un «black network», une sorte de mafia d'espions, d'escadrons clandestins, qui aurait commis ment et de corruption pour le compte de la BCCI. «Ce qui est inviolable dans cette affaire, c'est l'hypocrisie des médias américains», lance M. Shafiq Khan, jeune banquier américain-pakistanois récemment revenu dans son pays d'origine. «La BCCI a certainement commis des irrégularités à grande échelle, mais on en fait aujourd'hui une question morale. Marquez, Noriega ou bien est-il pendant longtemps les amis du gouvernement des Etats-Unis, non ?»

Depuis plusieurs années, les relations s'étaient quelque peu tendues entre les proches du fondateur et les amis du cheikh. En 1988, lorsque M. Abedi s'était retiré de l'affaire et que Cheikh Zayed avait acquis la majorité des parts de la banque, une épreuve de force s'était engagée entre les amis du premier, représentés par M. Swaleh Naqvi, et ceux du second, menés par M. Zafar Iqbal, autre Pakistanais devenu le bras droit de l'émir d'Abou-Dhabi à la tête de la banque. Cheikh Zayed avait dû injecter 1 milliard de dollars en 1990 pour des pertes survenues l'année précédente à la suite, semble-t-il, d'une série de prêts importants non remboursés. C'est finalement M. Naqvi qui a dirigé les opérations de la banque jusqu'à octobre dernier. Interrogé à propos du scandale actuel, le fondateur de la BCCI, M. Abedi, déclare aujourd'hui avoir «la conscience tranquille».

GAD SUTHERLAND

Cheikh Zayed, richesse et sagesse du désert

L'avis est unanime : le principal actionnaire de la banque l'émir d'Abou-Dhabi, est un «homme honnête et crédule»

«C'est un sage, au sens arabe du terme, qui dit : si un jour je n'ai plus de pétrole, je mangerai des dattes», un homme honnête mais crédule et de bonne foi, qui s'est fait piller par les Pakistanais», dit un banquier arabe. «Je suis certain qu'il eût été trompé», ajoute un cadre qui a travaillé quinze ans dans les Emirats. «Des gens n'ont pas besoin d'entrer dans des opérations louches, ils sont suffisamment riches...»

L'avis est unanime : si Cheikh Zayed bin Sultan Al Nahyane, souverain de l'émirat d'Abou-Dhabi et président de la fédération des Emirats arabes unis, est aujourd'hui impliqué dans la plus importante fraude financière de l'histoire bancaire, c'est à son corps défendant. Principal actionnaire de la BCCI, il est à ce titre le premier responsable de l'arborescence de plusieurs milliards de dollars laissés par la fermeture de l'établissement.

Pourtant, tous les témoignages concordent : le cheikh n'a jamais géré directement sa fortune ni celle de son émirat, tâche confiée aux bons soins d'une équipe de «conseillers» permanents, composée pour une bonne part d'étrangers, parmi lesquels des Égyptiens, des Irakiens et... nombre de Britanniques.

Encore moins a-t-il directement occupé de la gestion de la banque. S'il a été convaincu au début des années 70 de participer à la création de la BCCI, à titre d'actionnaire minoritaire, aux côtés de partenaires aussi respectables que la Bank of America, puis en 1988 de porter la participation de l'émirat à 77 %, c'est sur le conseil de ces spécialistes et semble-t-il en toute bonne foi. «Ce n'est pas son boulot. Il ne connaît rien à ces affaires-là», dit un ancien

responsable d'une compagnie abou-dhabienne ; qu'il y ait des grenouilles dans son entourage, c'est une autre affaire...

De fait, la vie et le profil de ce chef de tribu à l'ancienne, homme simple et probe, placé par le hasard et le pétrole à la tête de l'un des Etats les plus riches du monde, coïncident mal, c'est le moins qu'on puisse dire, avec ceux d'un aristocrate, encore moins d'un escroc. Né «aux alentours» de 1918 dans un désert sans intérêt, troué de rares oasis, hanté de chameaux et de gazelles, Cheikh Zayed, quatrième fils du sultan Al Nahyane, reçoit une éducation bedouine des plus traditionnelles. D'études «au sens occidental du terme, il n'est alors pas question : l'apprentissage du Coran, la chasse au faucon, l'équitation, la connaissance des chameaux et de l'art du combat sont les seules aptitudes reconnues d'un vrai chef bedouin.

Il n'a que dix ans lorsque son père est tué par son oncle, lequel est à son tour assassiné quelques années plus tard. Le frère de Zayed devient le souverain d'Abou-Dhabi, et le jeune cheikh, déjà fort respecté par ses pairs pour sa force physique, sa sagesse et son autorité, se voit confier le gouvernement de sa région natale. En 1952, il donne un exemple de sa probité en refusant l'offre mirifique de l'Arabie saoudite, laquelle lui propose 80 millions de dollars pour renoncer à sa souveraineté sur l'oasis de Buraimi. Un refus d'autant plus méritoire que sa fortune na se monte alors qu'à une centaine de dollars...

En 1962, l'or noir jaillit pour la première fois à Abou-Dhabi, et le monde de Zayed bascule. Fini les caravanes, les tentes, la misère : le petit émirat se révèle l'un des Etats les plus riches en pétrole du monde avec près de 10 % des

réserves prouvées du globe. Les Britanniques, qui exercent encore un étroit protectorat, décident qu'il est temps de remplacer les patriarches par trop traditionnels qui gèrent le pays par un homme plus jeune, plus ouvert à l'Occident. En 1968, à cinquante ans, Cheikh Zayed succède donc à son frère aîné à la tête de l'émirat.



Cinq années plus tard, en 1971, il est élu à la présidence de la première fédération d'Etats de la région, les Emirats arabes unis, laquelle regroupe, outre Abou-Dhabi, les émirats de Dubaï, Sharjah, Fujaira, Ra's-el-Khaima, Ajman, et Qun-el-Qatwaï.

Ecoles, hôpitaux, routes, aéroports, hôtels... la cheikh utilise aussitôt la manne pétrolière pour transformer profondément le pays. En moins de trente ans, d'un bout de désert, Abou-Dhabi est devenu une sorte de Côte d'Azur paradi-siaque, où les communications et tous les services sociaux sont gratuits, les impôts et les taxes inconnus, les transferts de capitaux totalement libres.

Fasciné par le vert, cet homme du désert, né dans une oasis, a fait planter 80 millions d'arbres dans le pays et créé plus de vingt parcs dans la capitale, qui emploient la bagatelle de quatre

mille jardiniers. Très populaire, au point d'en être vénéré, il gère la fédération avec une sagesse unanimement reconnue, sachant apaiser à coups de dollars les rivalités inévitables entre les émirats longtemps ennemis, et mariant avec adresse traditions et ouverture. Très pieux, il s'est toujours gardé d'imposer les règles islamiques rigoureuses qui auraient pu heurter les Occidentaux ou les émigrés, lesquels constituent 80 % d'une population estimée à 1,6 million d'habitants. L'alcool est toléré, les plages et les piscines ouvertes aux femmes, qui peuvent conduire, bien que la plupart continuent de respecter la tenue et leur réserve traditionnelles.

Tolérant, Cheikh Zayed ne s'en affrime pas moins de «donner l'exemple» dans sa vie personnelle. Ainsi, s'il a été marié très souvent — on lui connaît vingt-et-un fils et une dizaine de filles, — il a veillé à ne jamais dépasser le nombre d'épouses (quatre) recommandé par le Coran ; «à chaque fois qu'il prenait une nouvelle femme, il divorçait d'avec une autre», explique un Abou-Dhabi d'adoption.

De même a-t-il conservé, assurant les observateurs, un mode de vie relativement «simple», du moins à l'aune des habitudes locales, puisqu'il possède au moins huit palais dans le Golfe, plus des résidences secondaires en Suisse, en Allemagne et en Grande-Bretagne, ainsi qu'en Maroc et au Pakistan.

Se seule faiblesse : la chasse au faucon, dont il possède quelque-une des plus belles spécimens mondiaux. Une passion des plus estimables dans les émirats, mais qui lui a coûté cher, puisque ce sont ces chasses qui l'ont attiré au Pakistan et, semble-t-il, ont soulé son amitié avec le fondateur de la BCCI.

VÉRONIQUE MAURUS

Gaspillage nucléaire

محسان المصطفى

سكراش الامم

CHAMPS ECONOMIQUES

La France loin de l'Amérique latine

Les vingt pays latino-américains ne représentent plus que 1,4 % des exportations françaises, contre 3,1 % en 1981

QUE de mots prononcés entre la France et l'Amérique latine, des mots de ébarme et d'amitié, des mots politiques, en tout cas des mots qui n'ont pas coûté, car ils n'ont pas compté ! En 1964, ce fut la tournée du général de Gaulle dans le continent avec le fameux poiot d'orgue de « *lo mono en lo mano* ». Volontiers gaulien, c'est à Cancun (Mexique) que le président François Mitterrand, peu après sa première élection, prononça ses discours sur l'interdépendance du Nord et du Sud.

Un malaise persistant

Cette situation est fidèlement reflétée par la balance commerciale entre les deux parties. Après avoir régulièrement diminué pendant cinq ans, les exportations françaises vers ce continent avaient certes progressé en 1988 (+2,5 %) et 1989 (+6,5 %). Mais, l'année dernière, elles ont enregistré un repli sévère de 9,2 %. « En France, observe la chambre de commerce France-Amérique latine, elles sont passées de 17,6 milliards de francs en 1989 à 16,03 milliards de francs en 1990. Les importations ayant assez peu diminué (3,3 %) le déficit du commerce français avec l'Amérique latine, qui représentait déjà 5,4 milliards de francs en 1984, s'est élargi en 1990 à 9 milliards de francs. Sur les vingt pays du continent la balance était excédentaire avec 9, déficitaire avec 11. « La situation économique actuelle de la zone ne permet pas d'envisager à court terme un développement significatif de nos exportations ».

En 1990, la part de l'Amérique latine dans le total des exportations françaises d'atteint plus que 1,4 %. Au début de la décennie, à la veille de la crise des économies sud-américaines, cette part - déjà réduite - s'élevait tout de même à 3,1 %. En fait de main dans la main, la France et l'Amérique latine s'efforcent à peine du bout des doigts avec une certaine tendance à l'éloignement, d'un poiot de vue économique s'entend.

Dans un rapport publié en 1987 - mais souvent d'actualité dans ses analyses - Daniel Solano s'interrogeait sur les raisons du malaise persistant entre la France et l'Amérique latine. Rappelant la présence tricolore à travers les départements d'outre-mer et la base aéronautique de Kourou, mesurant aussi l'impact dissuasif de la crise financière sud-américaine, il invitait le pouvoir à adapter sa stratégie au nouveau contexte sud-américain.

« La demande de cette région évolue », le continent veut s'industrialiser. Il ne veut plus seulement importer de gros biens d'équipement mais obtenir des transferts de technologie, des ventes de savoir-faire, des assemblages locaux, des associations industrielles, des investissements. Quant au public, il semble que la France n'a pas su - ou moins bien - que d'autres - répondre à ces aspirations. Encore faut-il éviter de généraliser.

Au Mexique (qui est devenu, au premier trimestre 1991, le premier client de la France avec 25 % de ventes, devant le Brésil), la RATP devait financer de nouvelles lignes de métro dans la capitale. France Télécom participait, pour sa part, à hauteur de 2,1 milliards de francs, à la privatisation de la compagnie nationale Telcel ainsi qu'à la privatisation du réseau ord du téléphone argenté à travers la firme ENTEL.

A sa façon, la France accompagnait le mouvement libéral d'ouverture de certaines économies latino-américaines. Détail significatif : au Mexique, France Télécom a été préféré à l'américain GTE, associé à l'espagnol Telefonos. L'image de la France à dominante culturelle mais moins forte au plan technique a pu être battue en brèche.

Le manque d'articulation

On peut encore relever l'accord signé en 1987 par Pecheloy avec le Venezuela pour transférer sa technologie de l'électrolyse de l'aluminium à la société Alcasa. Pour la première fois, la firme française a exporté sa technologie des enves à 280 000 ampères. Cette opération marquait, à l'époque, le retour du Venezuela sur le marché international des capitaux après cinq ans d'absence, sous l'égide d'Indonésie. Automobile Peugeot vient, pour sa part, d'annoncer son implantation prochaine à Caracas aux termes d'un accord signé avec la firme Euroindustrias de Venezuela. L'assemblage des véhicules français devrait débuter dans un an environ.

Toutefois, d'une manière générale, comme l'a écrit Daniel Solano, si la France est en pointe, l'articulation technologique se traduit difficilement sur le plan commercial en raison d'un manque d'articulation des efforts. D'après lui, la coopération entre la France et l'Amérique latine bute sur deux obstacles, à commencer par celui des achats effectués par Paris aux « latinos ». A la différence des Etats-Unis, de l'Allemagne et du Japon, qui ont laissé une place croissante aux produits manufacturés des pays du cône sud, la France continue de pri-

vilégier les importations de produits primaires : pétrole mexicain, viande vénézuélienne, tourteaux de soja brésiliens, café du Brésil, de Colombie et d'Amérique centrale, cacao d'Équateur, cuivre du Chili et du Pérou, viande d'Argentine, laines d'Uruguay, fruits argentins et chiliens. Or la politique qui consiste à n'importer que des matières premières et à exporter par le biais de grands contrats assortis de garanties financières de l'Etat n'a jamais porté de gros résultats en termes d'implantations durables et massives.

Côté importations, le Brésil est demeuré, en 1990, le premier fournisseur de la France, bien que sa part continue à diminuer au profit du Mexique, du Chili, mais aussi de l'Argentine (+18 %) et du Venezuela (+46 %). Quant aux exportations, elles sont très concentrées. Deux pays, le Brésil et le Mexique, représentent la moitié des ventes françaises. En ajoutant trois autres pays - Venezuela, Chili, Argentine - on arrive aux trois quarts.

Alternativement premier ou deuxième client de la France, le Brésil achète moins qu'auparavant depuis le ralentissement de son activité économique lié à la mise en vigueur du plan Collor. Si la position commerciale tricolore s'améliore au Mexique, elle le doit surtout à la poursuite de la politique de gros contrats et à la mise en route d'un nouveau protocole financier.

« Une modeste augmentation de 8,5 % de nos exportations est loin de compenser la chute de 44,4 % enregistrée en 1989 à 10 milliards de francs », constate à propos du Venezuela la chambre de commerce France-Amérique latine dans une récente circulaire. L'augmentation de la production de brut devrait cependant favoriser une hausse des importations globales.

Au Chili, le refroidissement sensible de l'économie en 1990 a provoqué entre autres une stagnation des ventes françaises à leur niveau de 1989. En Argentine, elles ont diminué de 22 % l'an passé en raison de la gravité de la récession.

Les échanges français avec l'Amérique latine



Si la France paraît plus éliminée de l'Amérique latine que des autres tiers-mondes, elle corrige cette impression à travers une diplomatie économique active. En mars 1989, Paris a voulu saluer et encourager la vague démocratique latino-américaine en travaillant à la réduction de la dette du continent. Devant dix-huit ministres et gouverneurs de banques centrales de la région, François Mitterrand avait ainsi suggéré la création d'un fonds de garantie en faveur des banques qui accepteraient de vendre à prix réduit une partie de leurs créances. Une idée qui a fait son chemin.

Ao lendemain de la guerre du Golfe, c'est encore la France, représentée par son ministre des affaires étrangères, Roland Dumas, qui a encouragé, avec le Venezuela, la convocation d'une conférence entre producteurs et consommateurs de pétrole pour éviter les fluctuations trop fortes des cours du brut. Il reste une insuffisance des rapports bilatéraux, ce que le manque d'ouverture passé de certains pays (Chili, Nicaragua) ne suffit pas à justifier à l'heure où l'Amérique latine manque de moyens, mais pas de volonté, pour faire peau neuve.

ERIC FOTTORINO

Les infortunes de la vertu

De bonnes performances sur les prix ne suffisent pas à rassurer face à la fragilité du tissu économique et social

par Emmanuel Devaud

DOCTEURS angéliques et ministres intégrés tout-terrain, les responsables de la vertu montent depuis trois ans sous des auspices supérieurs aux nôtres. Après un modeste rétablissement à la faveur du regain de la conjoncture mondiale, la situation financière des entreprises a recommencé à se détériorer, aggravée par leur fuite en avant dans l'exposition externe et l'empirisme sur l'insuffisance chronique en fonds propres. Dans le même temps, les taux d'intérêt réels sont au plus haut, plus élevés que chez nos grands partenaires. Enfin, brochant sur le tout, la tenue même du franc dépend de plus en plus d'investissements étrangers de portefeuille, avec les risques de volatilité et le coût croissant en revenus que cette évolution comporte.

Un château de sable

De ce constat de carence assez général, on ne conclura pas nécessairement qu'il faut changer de cap. Mais même les plus habiles politiques ne peuvent toujours vendre des illusions. Et l'on ne voit guère comment allourdir encore la politique de rigueur afin de maintenir un panache de la valeur ajoutée qui permette aux entreprises de disposer de l'argent nécessaire pour faire face à la compétition internationale.

Il semble clair après coup que fixer le barre monétaire très haut (trop haut ?) imposait de réduire les coûts de production de façon ample et continue. C'était possible en période de forte croissance avec un « retour » rapide assuré. C'est un exercice à haut risque en temps de basses eaux budgétaires, sans que

dans les années d'expansion lente de la RFA, nous n'ayons pas progressé plus vite que notre grand voisin, dont les performances depuis trois ans sont devenues supérieures aux nôtres.

Après un modeste rétablissement à la faveur du regain de la conjoncture mondiale, la situation financière des entreprises a recommencé à se détériorer, aggravée par leur fuite en avant dans l'exposition externe et l'empirisme sur l'insuffisance chronique en fonds propres. Dans le même temps, les taux d'intérêt réels sont au plus haut, plus élevés que chez nos grands partenaires. Enfin, brochant sur le tout, la tenue même du franc dépend de plus en plus d'investissements étrangers de portefeuille, avec les risques de volatilité et le coût croissant en revenus que cette évolution comporte.

s'écroule le château de sable du franc fort sous la marée de la médiane revenue.

Reste alors la ressource des gisements publics de productivité. L'ouverture sur l'Europe montre de plus en plus nettement que nous dépensons relativement plus d'argent avec moins de résultats que nos voisins dans les domaines clés de la stratégie sociale : la formation et l'éducation, l'innovation et la recherche, la santé publique, la lutte contre le chômage et l'exclusion sociale, les retraites et l'épargne. Mais il s'agit là de problèmes de société, dont le traitement suppose la durée et sans doute un relâchement dans la distribution des revenus, si l'on entend lever les obstacles corporatistes à toute réforme de structure.

La vente d'actifs par l'Etat et ses satellites - qu'on recommande volontiers aux pays biers socialistes de l'Est et du tiers-monde - donnerait une marge de manœuvre plus immédiate et substantielle. Elle pourrait fournir au franc une crédibilité de rechange. Mais, malgré quelques exhortations ou tentatives, elle n'est pas vraiment inscrite à l'ordre du jour politique. A cet enfermement un rien déshabillé, on entrevoit ordinairement deux issues. La première serait que la croissance revienne.

On espère, sans y croire tout à fait, que la reprise est au coin de la rue. Un rebond paraît possible, en effet, à partir du point bas atteint par les économies anglo-saxonnes et parce que l'exportation des premiers temps de la récession allemande mettra quelque temps à retomber. Mais l'endettement massif et l'assainissement financier insuffisant outre-Atlantique, le freinage outre-Rhin, plus sévère que prévu lors-

qu'il interviendra, pourraient bien repousser à 1993 l'avènement d'une expansion plus assurée. La France, en surplus, subira l'an prochain les effets retardés du rebondissement récent des prélèvements obligatoires et de la crise qui s'annonce dans la construction et le génie civil.

Second recours (*window of opportunity* ?), à la fois plus moral et plus approprié à nos problèmes hexagonaux : la baisse du taux de l'argent. Mais, on l'a dit, la digestion difficile de ses provinces orientales va contraindre l'Allemagne à resserrer encore son dispositif monétaire et fiscal. Un décrochage à la baisse de nos taux d'intérêt serait plus symbolique qu'efficace, si tant est qu'il soit possible. Car de bonnes performances sur les prix ne suffisent pas à rassurer les marchés, lorsque demeure la fragilité de la balance extérieure et de la structure financière des firmes, lorsque aussi la permanence et la cohérence des choix du pouvoir comme sa capacité à maîtriser des tensions sociales croissantes apparaissent à beaucoup problématiques.

En fin de compte, les apories du système français renvoient très platement aux équilibres électoraux. Le débat public va se durcir, mais l'immobilisme dans l'actuel s'installera sans doute pour plusieurs semestres. On n'aperçoit donc *a priori* aucune alternative à la rigueur, qui risque plutôt de s'aggraver dans les deux prochaines années. Malheureusement, ce bref laps de temps sera crucial pour l'économie française, qui pourrait et devrait profiter du maëlstrom où se débat l'économie allemande pour rétablir sa position relative en Europe.

► Economiste.

Gaspillage nucléaire

par Bernard Laponche

ON doit construire une centrale nucléaire à Civaux, dans la Vienne. Deux tranches de 1 500 mégawatts de puissance chacune. C'est une décision totalement injustifiée.

La éte de Civaux est la plus mauvaise de l'hexagone. Le débit de la Vienne n'est pas suffisant pour refroidir les condensateurs. On construira d'énormes refroidisseurs atmosphériques qui évaporeront 4 mètres cubes d'eau par seconde, eau précieuse pour l'irrigation. Si les conditions climatiques de ces dernières années se perpétuent, géorgons que la centrale sera souvent arrêtée. La rentabilité de l'opération est plus que problématique.

Une centrale nucléaire de plus en France, à 15 milliards de francs environ la tranche, est totalement inutile. La France exporte dans la période actuelle environ 50 milliards de kilowatt-heures par an, pour une consommation finale intérieure totale de 305 milliards de kilowatt-heures en 1990, c'est-à-dire que l'on exporte la production de dix tranches nucléaires de 1 000 mégawatts chacune.

Jamais, dans les commissions du Pien qui se sont succédées de 1975 à 1985 et qui ont discuté du programme nucléaire français, il n'a été prévu que l'on construirait des centrales nucléaires pour l'exportation de l'électricité. L'acceptation des risques, compréhensible pour couvrir les besoins nationaux, n'a été plus que discutable et s'était agi de fournir nos voisins.

Il y a donc en France une surcapacité de production d'électricité.

cit d'origine nucléaire d'au moins dix tranches nucléaires du fait des erreurs de prévision de la consommation nationale (ce qui représente quand même la bagatelle de 100 milliards de francs d'investissements inutiles). Exporter de l'électricité, il semble qu'on a construit trop de centrales est compréhensible : c'est la seule façon d'essayer de récupérer sa mise, et on peut espérer combler petit à petit le surcapacité.

Par contre, construire de nouvelles centrales pour exporter de l'électricité, outre l'argent déjà cité que l'on garde pour soi les risques et les déchets radioactifs, ne présente pas d'intérêt économique : les acheteurs savent bien que l'on est obligé de vendre, et les contrats ne sont guère avantageux.

La rémunération du risque et du capital est médiocre. Les capacités d'investissement productif d'un pays étant limitées, il y a bien d'autres activités plus intéressantes pour dépenser intelligemment 30 milliards de francs (ce qui est parfaitement compris les pays acheteurs).

Medeme le premier ministre, par ailleurs maire de Châtelleraut, a le réputation d'être réaliste, de connaître la valeur des choses et de savoir prendre des décisions nécessaires qui ne font pas forcément plaisir à tout le monde. Elle exhorte notre économie à faire jeu égal avec celle de l'Allemagne.

On n'y arrivera pas avec de tels gaspillages (dont se gaussent et profitent nos voisins). Elle devrait diriger ces investissements vers des secteurs à plus haute valeur ajoutée et créateurs d'emplois, et prendre la décision que l'on ne construise pas le centrale nucléaire de Civaux.

► Docteur en sciences.

CHAMPS ECONOMIQUES

PAUL FABRA

CHRONIQUE

POUR une politique européenne et française face au Japon : le rapport que M^{me} Gilberte Beaux a présenté sous ce titre au Conseil économique et social arrive à point nommé. Après les invectives du premier ministre, les Français alimenteraient sans doute en se voir davantage sur les « fourmis », soupçonnant que, pour réussir dans le monde moderne, il faut sans doute plus qu'un comportement répétitif et monotone d'insectes. L'étude de M^{me} Beaux répond et ne répond pas à cette attente. La point commun avec M^{me} Edith Cresson de l'ancienne collaboratrice de Jimmy Goldsmith est qu'elle aussi a voulu proposer une réflexion de choc. Cet aspect n'est pas le plus convaincant, mais il en est d'autres. M^{me} Beaux a révélé une contre-Cresson plus efficace quand elle ouvre des perspectives de négociation et formule des recommandations. Nous en reparlerons dans la prochaine chronique.

Si la France éprouve tant de mal à se définir par rapport à un Japon apparemment triomphant sur toute la ligne, et à déterminer à son égard une ligne de conduite, cela tient à la nature du mythe japonais. Dans la version qu'on en donne à Paris, celui-ci est le prétexte tout trouvé pour ressusciter les fantasmes dont se nourrissent, jusqu'à une époque récente, l'administration française et, avec elle, l'opinion publique. Ces fantasmes, malheureusement, sont de mauvais conseillers. Pour relever en nation économique adulte le défi japonais, il conviendrait de s'en débarrasser et ne pas, comme on le fait complètement ou rageusement, de les cultiver.

« Cet Etat [nippon] est surtout l'élément des chemins pour l'avenir », écrit le rapporteur du Conseil économique et social. On croirait réentendre Pierre Messé, qui fut sous le général de Gaulle commissaire général au Plan. Ce jugement à l'empereur de M^{me} Gilberte Beaux est d'autant plus surprenant qu'il apparaît au milieu d'un chapitre consacré aux « rôles et faiblesses de l'Etat au Japon ». Le même acte de foi transparaît à travers cette autre affirmation : « L'Etat japonais pratique en fait une sorte de corporatisme, qui applique admirablement le principe de subsidiarité. » Ce principe, selon lequel une instance hiérarchiquement supérieure ne doit intervenir que si les inférieures ne sont pas compétentes pour les

instances inférieures, ne correspondent à aucune notion juridique très clairement identifiée, on ne voit pas très bien sur quoi M^{me} Beaux s'appuie pour louer de la sorte l'Etat nippon.

La vérité ne serait-elle pas sensiblement différente ? A la conception qui fut longtemps française d'un Etat chargé d'éclairer les chemins de l'avenir s'en oppose une autre qui inspire plus prosaïquement, mais peut-être plus efficacement, les dirigeants de la RFA et sans doute aussi ceux du Japon : dans un monde particulièrement incertain, la meilleure façon de se préparer à l'avenir, c'est non pas d'essayer d'en deviner les contours (prospectif) mais d'abord de résoudre les problèmes du moment présent ; autrement dit, d'apurer la plus vite possible la situation, afin de pouvoir mobiliser, le moment venu, ses énergies aux nouvelles occasions de développement.

M^{me} Beaux semble tellement persuadée du don de seconde vue des dirigeants japonais qu'elle en oublie parfois les limites, pourtant souvent étroites, de l'autonomie nipponne au cours de l'histoire récente. C'est ainsi que pour elle les responsables japonais ont maintenu, jusqu'en 1985, un yen délibérément sous-évalué. A partir de cette année-là, ils ont consacré une forte réévaluation. La raison du revirement de leur attitude au milieu de la décennie précédente est, selon elle, que le Japon avait alors atteint ce qu'elle appelle un « point de non-retour ». L'idée est que le puissant industriel du Japon était devenu à ce moment-là suffisamment assise pour ne plus être menacée par une hausse du taux de change. Au contraire, celui-ci jouait désormais en faveur de l'industrie nipponne, en permettant à celle-ci de procéder à des investissements directs à l'étranger à un bas prix. Voilà comment le Japon aurait, selon M^{me} Beaux, renforcé, au moment venu et choisi par lui, ses positions commerciales.

Tout cela paraît réglé comme du papier à musique. M^{me} Beaux nous offre la description de cette stratégie à long terme, en commençant par ces mots : « Le yen fut maintenu au niveau fixé en 1949 jusqu'à la

crise du dollar en 1971-1973, sa sous-évaluation favorisant une expansion économique interne de l'ordre de 10 % l'an et externe sur les marchés d'exportation... » Cependant, ce beau raisonnement fait abstraction du monde extérieur. L'expansion du yen n'était pas exceptionnelle. La lire italienne avait pareillement traversé les années 60 et 60 sans dévaluation ! Jusqu'à une époque récente, la monnaie de l'empire du Soleil levant ne pesait guère plus lourd que celle de l'Italie face au dollar. Ce qui arriva en 1985 fut un changement de politique non pas à Tokyo mais à Washington : le dollar dopé des années 1981-1984 (premier mandat de Reagan) gênait considérablement les exportations américaines. Le président Reagan, dès le début de son second mandat, oubliant ses déclarations triomphales sur la force du dollar, symbole de la force des Etats-Unis, décida tout bonnement que le dollar américain reprendrait son mouvement de descente ; le reste du monde dut s'en accommoder.

Si la nécessité de rester disponible au Japon n'est pas l'essentiel de ses forces de bataille perdues, M^{me} Beaux est parfaitement consciente, y compris sur les graves erreurs d'égillogie commises par les hommes politiques français. Elle écrit : « Alors que les Français et les Soviétiques (le parallèle, toutes proportions gardées, peut choquer mais il doit conduire à réfléchir) investissaient encore, dans les années 1970 à 1985, dans les industries lourdes les plus primitives (sidérurgie, charbonnages, constructions navales), les Japonais, sans négliger ces secteurs, investissaient massivement dans l'automobile, l'électronique et la mécanique de précision... »

Autre façon de préparer l'avenir, ne pas faire table rase du passé. Au contraire, conserver vivante la maxime de l'acquis. M^{me} Beaux nous raconte qu'au Japon les ouvriers spécialisés les plus âgés sont chargés de « former l'équipe et surveiller l'application du « zéro défaut ». Ces méthodes contrastent avec la désinvolture avec laquelle les entreprises françaises, fortement encouragées par le gouverne-

ment, mirent à la retraite anticipée les cadres et les ouvriers qui portaient la mémoire de l'entreprise. Pour expliquer la réussite du Japon, M^{me} Beaux met en lumière la capacité dont les Japonais se sont pourvus de recueillir et d'utiliser l'information. Nulle part ailleurs on est à l'écoute du marché mondial d'une façon aussi systématique.

Tout un développement est consacré au « prélevement » de l'industrie sur le consommateur japonais, lequel doit payer, entre autres, l'effort de recherche et de développement. Selon les industriels japonais interrogés par la délégation dirigée par M^{me} Beaux, la clé du succès serait précisément dans le contrôle du marché intérieur. Peut-être les interlocuteurs de M^{me} Beaux avaient-ils la nostalgie de la situation qui régnait naguère en France ! La démonstration qu'apporta sur ce point M^{me} Beaux n'apparaît pas d'une clarté absolue. D'un côté, le système de distribution japonais est présenté comme étant au service de l'appareil productif ; d'un autre côté, il est dit du consommateur japonais qu'il « accepte de payer des prix élevés car il obtient en contrepartie des produits de qualité et le sentiment d'assurer l'avenir de l'entreprise où il travaille et du pays où il vit ». Si on s'arrête à la première partie, plus concrète, de cette phrase, on ne peut s'empêcher de rapprocher la situation régnant à cet égard au Japon avec celle qu'on connaît en Europe : la consommation n'est pas victime d'une sorte de prélevement particulièrement indu lorsqu'il doit payer les pots cassés d'une production insuffisamment exigeante sur la qualité (combien d'argent perdu chez le garagiste pour rattraper les erreurs du fabricant ?) Il est encore dit, dans le rapport, du système japonais, composé d'une cascade de grossistes et d'une myriade de petits détaillants, qu'il « correspond évidemment à une adaptation... aux habitudes des consommateurs (achats fréquents en raison de la petitesse des logements et de la préférence pour les produits très frais) ». Et encore ceci : « L'importance du petit commerce de détail, offrant une qualité de service inégale, fait penser que le système est cher. Les chiffres ne le montrent pas. La marge brute de la distribution par rapport au chiffre d'affaires est au Japon comparable à celle des autres pays industrialisés. »

Le mythe n'est jamais très loin. Méditant un peu les genres, M^{me} Beaux cite péle-mêle les héros universels d'origine européenne : Socrate, Shakespeare, Goethe, etc. et ceux d'origine américaine : Washington, Lincoln... mais aussi Buffalo Bill et Elvis Presley. Elle soupçonne les Japonais de vouloir à leur tour imposer leurs héros universels. Mais, ajoute-t-elle, il n'y en a pas encore. Et de préciser : « Et si ceux qui vont sans doute émerger étaient des purs produits de la technoculture japonaise, dont le Walkman et le Disman seraient les ancêtres ? Des robots humanisés ? X et Y-man, parés d'une efficacité issue de la biomimétique. Ainsi serait-on passé de la culture à la vidéo-culture, puis à la technoculture, avant d'atteindre la technoglobalisme, devenu un axe de la pensée scientifique japonaise. » Parions que si les Japonais se fient à cet axe, leur puissance disparaîtrait rapidement ! Nous retrouvons la semaine prochaine M^{me} Beaux sur un terrain plus solide.

Le mythe tenace du Japon

L'Inde ou l'art des demi-mesures

L'Etat doit vaincre l'opportunisme politique pour en faire moins mais mieux

par Gilbert Etienne

EN 1980 et 1990, grâce à des réformes économiques, même partielles, l'économie indienne a nettement accéléré sa progression. L'instabilité politique qui prévaut depuis près de deux ans et qui risque de durer va-t-elle compromettre l'expansion et faire taire les espoirs que tant d'Indiens et d'étrangers nourrissent au beau jour de l'arrivée au pouvoir de Rajiv Gandhi à la fin de 1984 ? Déjà l'automne dernier, lors de notre dernière visite en Inde, deux thèses s'affrontaient.

Selon la première, l'économie s'était assez consolidée pour se trouver à peu près épanouie aux troubles politiques. « Vous devriez comme l'Italie, disaient des industriels. L'instabilité politique nous gêne peu. » D'autres craignaient le retour de ce que l'économiste Raj Krishna avait baptisé « le taux de croissance hindou ». Avant les réformes, et malgré un doublement des taux d'épargne et d'investissement entre 1950 et 1970, l'économie avait connu un taux moyen de croissance de 3,5 % par an, contre 5,5 % dans les années 80.

Un mauvais cap

Depuis 1990, l'équation politique-économie s'est compliquée sous le poids de la crise financière. Pendant l'été 1990, le secrétaire du ministère des finances dressait un tableau qui laissait abasourdis la plupart des ministres, préoccupés avant tout de leurs jeux et manœuvres politiques. Les crises de l'Etat sont vides. L'endettement intérieur ne cesse de se gonfler sous le poids des subventions, de la défense nationale, des dépenses courantes de l'administration. Quant à la dette extérieure, elle atteint 70 milliards de dollars avec, circonstance aggravante, une part décroissante

de crédits à conditions de faveur (soft loans).

Premier SOS à la fin de 1990 au Fonds monétaire international. En un temps record grâce à la bienveillance des Etats-Unis, 1,8 milliard de dollars sont accordés à l'Inde. Trois mois plus tard, nouveau SOS. Les réserves de change n'assurent plus que quelques semaines d'importations, même réduites. Les argentiers indiens visent les grandes capitales : Aidez-nous, disent-ils en substance, notre économie reste solide. Ce n'est qu'un mauvais cap à passer.

Il est vrai que l'économie indienne reste plus saine que celle des pays latino-américains. Malgré le coulage, le gros de la dette extérieure est causé par des importations et des investissements qui rapportent ou vont rapporter. L'inflation, même lourde, selon les normes indiennes, se situe autour de 12 %. L'économie continue à progresser, malgré des risques de déchaînement. Le PNB croît d'environ 4 % en 1990 contre 3,5 % de moyenne durant les années antérieures.

L'agriculture est en train de terminer une troisième année consécutive d'excellentes récoltes. Dans l'industrie, la croissance est de 7,7 % en 1990-1991 contre 6,3 % l'année précédente. Pour le moment, le consortium d'aide à l'Inde présidé par la Banque mondiale a réussi à débiter 700 millions de dollars, mais il s'agit là d'un expédient face à une situation où s'enchevêtrent le politique, l'économique et le financier.

Depuis l'indépendance, les Indiens ont montré peu de penchant pour les virages en épingle à cheveux ou, tout au moins, pour les décisions bien tranchées. Le sens des compromis a contribué à la relative stabilité politique jusqu'à ces dernières années. En économie, Jawaharlal Nehru et le gros des élites dirigeantes ont opté après l'indépendance (1947) pour une « forme socialiste de société », cher-

chant à combiner socialisme et capitalisme.

Un très gros secteur public a vu le jour, principalement dans l'industrie, certains services (les banques nationalisées en 1969 sauf les établissements étrangers). Pour leur part, l'industrie et le commerce privés se sont trouvés progressivement serrés dans un corset de règlements, de licences, de paperasse...

Entre 1975 et 1980, quelques hauts fonctionnaires éclairés ont commencé à mettre en question le modèle suivi jusqu'alors : pertes, gaspillages, retards technologiques, incroyables lenteurs rendaient l'économie de moins en moins performante. Indira Gandhi se laissa convaincre de lancer un premier train de réformes que son fils Rajiv allait renforcer durant les premières années de son gouvernement entre 1984 et 1986.

Une partie des contrôles bureaucratiques pesant sur le secteur privé ont été allégés, quelques mesures ont été prises pour rendre le secteur public plus performant. Pour combler son gros retard technologique, l'Inde s'est montrée plus accueillante aux investissements privés étrangers, tout en maintenant une réglementation contraignante. Les importations de biens d'équipement, de matières premières ont été libéralisées.

Quelques pas timides

Cette politique a encouragé la croissance, qui, aujourd'hui, s'esouffle. Pour consolider les acquis, mieux utiliser le gros potentiel du pays, pour lâcher la bride à une classe grandissante de petits, moyens et grands entrepreneurs, il faudrait aller beaucoup plus loin. Or c'est là où la politique politique garde ses droits. Les partisans d'un socialisme à la Nehru n'ont pas tous disparu, surtout parmi les intellectuels. Quant aux politiciens, y compris Rajiv Gandhi à la fin de son règne, ils hésitent, l'ouvrent entre les courants, cherchent à concilier les antagonismes.

Et pourtant les échéances crévent les yeux. Les investissements du secteur public accumulés depuis 1950 dépassent 800 milliards de roupies (1 dollar = 18,50 roupies) pour un profit net de 1,5 % par an. Des deux cent quarante entreprises relevant du pouvoir central (d'autres dépendent des Etats ou provinces et fonctionnent encore plus mal), quatre-vingts se trouvaient au début de 1990 à la suite de retards, manœuvres politiques, ou tout simplement faute d'hommes qualifiés attirés par de tels postes. Quant aux mesures destinées à renforcer les pouvoirs des entreprises publiques, elles ont donné des résultats limités.

Ce constat, abondamment reconnu dans les déclarations, les rapports officiels et la presse, devrait conduire à un énergique programme de privatisation. Le budget intérimaire de février 1990 fait quelques pas timides dans cette direction, ce qui est déjà une première, mais sans procéder à une mise en question fondamentale.

L'ouverture aux investissements privés a permis la signature d'accords pour près de 1 milliard de dollars entre 1981 et 1990. Beau progrès par rapport aux quelques dizaines de millions des années antérieures, mais résultat très mince quand des milliards de dollars ont afflué en Chine et entrent aujourd'hui en Indonésie, en Malaisie, en Thaïlande. Au lieu de s'endetter toujours plus, entre autres par des emprunts commerciaux, l'Inde aurait eu avantage à se montrer plus ouverte aux capitaux privés étrangers. Un pays de cette taille, si bien fourni en gens de valeur, ne court pas de risques de voir sa souveraineté mise en danger par les multinationales.

De son côté, la déréglementation du secteur privé local demeure à mi-chemin, ici aussi, par manque d'engagement politique assez ferme. Restent d'autres dossiers délicats : les subventions (céréales vendues à bas prix, engrais chimiques, aides à l'exportation) atteignent 86 mil-

liards de roupies (4,6 milliards de dollars) par an. Et finalement – et les Indiens ne sont pas seuls en cause – la défense nationale représente 168 milliards de roupies (9 milliards de dollars) correspondant à 20 % des dépenses courantes du budget central. Révoons un instant à ce que représenterait une véritable détente, ou mieux une entente, entre l'Inde et le Pakistan !

Suggérer, comme le font un nombre encore limité d'Indiens, dont de hauts fonctionnaires, de procéder à une réforme radicale et à une libéralisation beaucoup plus large du système économique ne signifie pas adopter un modèle à la Reagan ou à la Thatcher. Il ne s'agit pas de quitter le dogmatisme de gauche pour tomber dans celui de droite.

De nouvelles générations

La question-clé pour l'Etat est de stimuler le développement et non pas de le freiner, d'en faire moins, mais de le faire mieux, d'intervenir avec force et efficacité dans certains domaines essentiels tels que l'énergie, les transports et de susciter les orientations adéquates de l'économie privée, enfin de couper à grands coups de ciseaux les filières bureaucratiques, par ailleurs sources de corruption.

La Corée et Taiwan ont remarquablement réussi dans cette voie fort éloignée du néolibéralisme. L'Indonésie, pays beaucoup plus grand et complexe, si longtemps attaché à une bureaucratie plus inefficace que celle de l'Inde, est en train de pousser avec vigueur son programme de réformes. Le Pakistan, qui présente bien des analogies avec l'Inde, s'est lancé dans un très audacieux projet visant à supprimer le gros du secteur public, à abolir les contraintes qui pèsent sur le secteur privé...

Devant ces exemples, les Indiens ouverts commencent à admettre les limites des demi-mesures. D'autres se retranchent derrière ce qu'ils appellent « la spécificité de l'Inde », oubliant que finalement on

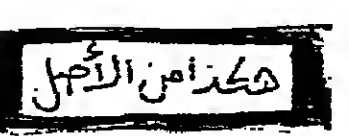
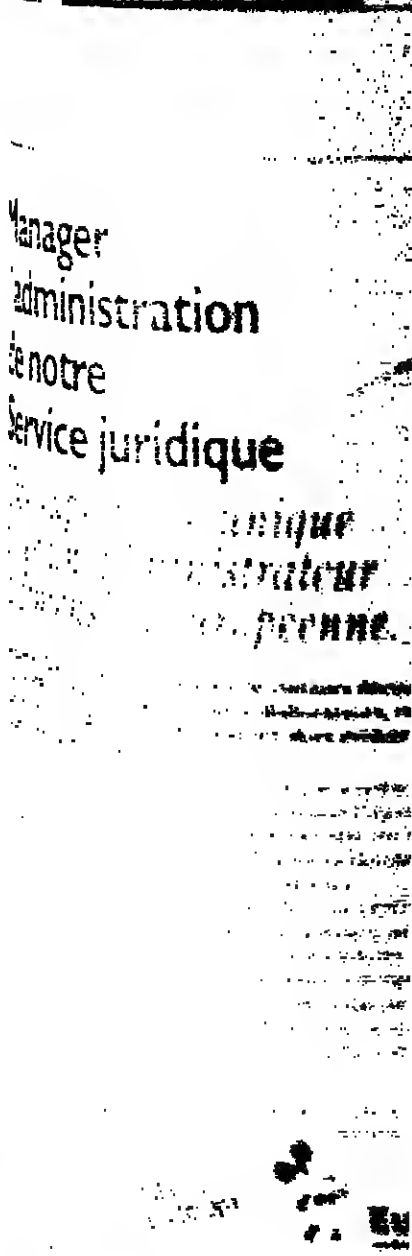
reconnait l'arbre à ses fruits. Quant à l'opinion publique, on la sent de plus en plus lasse de l'opportunisme de tous les leaders, y compris les plus en vue. L'image de l'Inde à l'étranger ne peut que souffrir de cette situation.

Quatre importantes missions d'hommes d'affaires occidentaux ont renoncé à visiter l'Inde l'automne dernier à la suite de l'agitation électorale à New-Delhi. Les Allemands, très engagés en Inde, se montrent hésitants. Quant aux Japonais, ils sont éberlués par le tohu-bohu indien et ils n'ont pas compris que, quand on leur dit : « No problems », c'est qu'il y a de gros problèmes ! En bref, les investissements privés étrangers sont en recul depuis deux ans, tandis que sur le marché mondial des capitaux, la cote de l'Inde est tombée au niveau des pays à haut risque.

Comment conclure ? Soulignons ce que ne perçoivent pas toujours les étrangers : la vigueur de larges couches de la population en pleine mutation, de nouvelles générations d'industriels, ouverts et dynamiques, les paysans de plusieurs régions qui continuent à progresser, des hauts fonctionnaires qui rejettent les vieux dogmes... un ensemble de forces vives prêtes à avancer beaucoup plus vite si on leur en laisse les possibilités.

Le contraste est saisissant entre ces courants et la scène politique rebatue qui vient de dégénérer, à nouveau, sept ans après l'assassinat d'Indira Gandhi, sur celui de son fils. Il ne faut pas s'attendre, à bref délai, à un retour au calme, ce qui affaiblit les chances de changements radicaux de la politique économique. En revanche, il n'est pas exclu que même un gouvernement faible parvienne à introduire de nouvelles améliorations sur la voie des réformes, ce qui permettrait à l'économie de ne pas perdre l'allant acquis dans la décennie écoulée.

► Professeur à l'Institut universitaire des hautes études internationales (Genève).



lamer
Etat

n-Prov
 eunes
 ine mu
 l « tenu
 s de S
 irdi, en
 on est
 nême s
 alme, «
 res qu
 s-sentio
 rè l'un
 y trapp
 us près
 femme.

en
jour
sen

anal

.. 1981

10

• • •

100

1

•

1

UN ADHÉRENT GROUPE INTERNATIONAL
D'INTERVENTION MONDIALE
RECHERCHE

**fiscaliste
senior**

Au sein de la direction
fiscale, comptable et
africaine, vous assurez le
suivi complet des sociétés
françaises.

De formation supérieure
(ENI, DESS, DEA en
fiscalité ou équivalent),
agée(e) d'environ 30 ans,
vous possédez au moins
9 ans d'expérience dans
la fiscalité des entreprises.
Vous avez à votre actif des
réalisations significatives.
Vous rapportez au directeur
de la fiscalité Européenne et
Africaine.
Anglais INDISPENSABLE,
seconde langue appréciée.

Appelez au
(1) 42 27 40 27
du lundi au vendredi
de 9 h à 13 h et de 14 h
à 19 h et le samedi de 10 h
à 13 h, ou adressez vos
CV, photo et prétentions.
N° référence 21581 à
Media-Sytem, 6 Impasse
des Deux Cousins,
75484 Paris Cedex 17,
qui transmettra.

Société financière filiale d'un groupe bancaire prestigieux
recherche son

Directeur de la Gestion des Affaires Contentieuses

400 KF +

Rattaché au Directeur administratif et financier, vous animeriez une équipe d'une trentaine de personnes. Vous superviseriez l'ensemble des opérations de contentieux et seriez aussi le lien avec les divisions opérationnelles.

A 35-40 ans, de formation juridique ou de gestion vous justifiez d'une expérience d'animation d'équipe d'au moins 5 ans et de solides connaissances financières, bancaires et juridiques.

Amateur et passionné, vous êtes motivé par une fonction qui vous permettra de vous imposer dans une structure exigeante.

Contactez Yves le Lesueur, au (1) 42.89.30.03
ou adressez CV + photo + lettre manuscrite
ou rémunération actuelle à Michael Page
Banking, 10 rue Jean Gouyon, 75008
PARIS, sous réf. YLL7229MO.

MP

Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire

LBN

Le Monde *J*^{des} *uristes*



Jeune Juriste

ADF : tout un monde de compétences qui réunit 6.000 hommes et femmes pour concevoir, exploiter et développer les aéroports civils de la région parisienne.

Nous recherchons pour notre Service Clientiel et Assurances, un(e)

Adjoint(e) du cadre chargé du contentieux, vous mènerez des études et aiderez à la préparation de dossiers qui relèvent du droit privé, du droit public et du droit communautaire.


Titulaire d'un diplôme de 3ème cycle en droit, vous avez une première expérience notamment en matière contentieuse.

Anglais très apprécié.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. CTV/240 à Aéroports de Paris - Service Gestion prévisionnelle et emploi - Only Sud 103 94396 Only Aéroport Codex.

ADD
AÉROPORTS DE PARIS
SOCIÉTÉ PAR ACTIONNAIRES
100% CAPITAL FRANÇAIS
Aéroports de Paris


PRENEZ L'AÉROPORT

 **LA FEDERATION NATIONALE
DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MÉCRITE**
recherche son : **RESPONSABLE JURIDIQUE**

la RISEM propose au futur responsable de son service juridique de rejoindre une équipe dynamique au service de ses adhérents, le contenu de sa tâche en création ne cesse ni les aspects d'une direction de service juridique, enrichi par la dimension institutionnelle de la Fédération.

Au delà de ce rôle fonctionnel, le responsable du service juridique sera conduit à produire une activité de conseil très opérationnelle auprès des décideurs du développement local.

La trentaine, titulaire d'un D.E.A. de Droit Privé que vous avez complété par une expérience professionnelle de plusieurs années, notamment auprès des collectivités territoriales ; nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre + C.V. + photo) à notre Conseil en recensement, sous réf. 91114 : **GISEMENT** 96, rue Mogenta - 92600 ANSISY-LES-BAINS.



En Méditerranée
Media-System a deux ports d'attache

Média-System Marseille
46 bd Longchamp, 13001 Marseille
Tél. : 91.08.01.55 - Fax : 91.84.32.23
Marc Messina
et Média-System Nice
où le navire a chargé de point d'ancrage ;
désormais, il est omarré au : 4 bd de Cimiez,
06000 Nice. Tél. : 93.92.02.45 - Fax : 93.62.42.10
Sylvia Bonnet

**845 000
LECTEURS
CADRES,
le Monde
est le
premier titre
d'information
des cadres.**
(IPSOS 90)

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde *des* **Cadres**

Important organisme
privé à caractère social
recrute pour Paris

**ADJOINT
LOISIRS**

gestion billetterie
opérations, conception
activités, bilans
dépense, confidentialité
bilans mensuels
diplôme second cycle,
Bonne culture générale
et expérience du
domaine concerné.

**TECHNICIEN
LOISIRS**

COLLECTIVITÉS

Conception, réalisation
et suivi d'activités
groupées. BTS Tourisme
et une expérience dans
secteur similaire.
Écrire avec fluidité
et professionnalisme
APAS
BP 407
78625 Paris Cedex 13

**REVUE TECHNIQUE
PROFESSIONNELLE**
Lecteur dans son domaine
recherche

JOURNALISTE

TECHNIQUE ÉCONOMIQUE

Compétences : rédaction,
planification et stratégie,
Golf du Futur,
Football et le pari
Allierement sportif,
Régulation financière.
Env. CV, photo
et présentations à
SPS - PNE
142, rue Montmartre
75002 Paris

URGENT
Le Centre d'Yverot (78)
recrute pour
diagnostiqueurs, vétérinaires
de son laboratoire
UNEL BIOLITECH/CE 2^e nat.
Licence et CAP + 8, oph. oculo-ph.
méd. ou biochim. Adm. comptable et CV à
M. le Maire, Hôtel de Ville,
BP 219 Yverot Cedex

SOCIÉTÉ
recherche

JURISTE

DU DROIT DES SOCIÉTÉS

pour prendre en charge
le suivi des dossiers
juridiques (sociétés,
sociétés étrangères,
expériences souhaitées).

Env. CV et présentations à
ANJAC

5, rue Pierre-Charrat
92200 Neuilly-sur-Seine

**DEMANDES
D'EMPLOI**

HOMME 25 A., AYANT DÉTENU
TRAVAIL EN FRANCE, EN ALLEMAGNE,
DIPLOMÉ, ÉCOLE DE COMMERCE
CAP, POSTE A RESPONSABILITÉ.
UNE SÉRIEUSE DE CONNAISSANCES
INTERNET, A HONG KONG,
ANGLO-AMÉRICAIN.
(1) 46-48-04-76

COMPTABLE UNIQUE
M-TEMPS
 Macintosh + compte simil.
 CV + photo à AIRCOM
 33, rue de Monceau
 75008 Paris

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements locations

PREPA
Paris gd
recherche pour mois d'août
PROFESSEUR
MATHÉMATIQUES
Excell. niveau statistiques et
probabilités. Bonne rémuné-
ration. Pour rendez-vous
appeler le 48-24-16-11

**STÉ D'EXPERTISES
APRÈS SINISTRES**

recherche

**TECHNICIENS BTS
ET INGÉNIEUR**

électronique. Les candidats
 doivent être âgés de 18 ans ou plus,
 posséder un passeport valide pour
 servir de preuve de responsabilité
 civile ».
 Les candidats doivent
 accepter de servir une con-
 dition inscrite en Droit.
 Rémunération, maison capitaine.
 Écrire sous le N° 83356
 LE MOINS PUBLICITÉ
 15-17, rue du Colonel-P. Juif,
 75002 Paris, Cedex 15.

équipes, 3 places en am-
 ble, 2 balcon. Portes bi-
 seau. 10000 francs.
 Emplacement facile à louer.
 Habitable en l'état.
 6 800 charges, 20000 francs.
 ou 4 chaudières, 60 000 francs.
 ECI : 43-49-56-90.

locations
 non meublées

BOULOGNE
 SUPERIEUR PÉRIQUE
 AMÉNAGE
 A proximité du jardin
 Albert Kahn, 100 m² utilis-
 able
 TERRAIN 2000 m²

**AGENTS C&IAUX
CONSEILLERS
FINANCIERS**

Paris

RÉSIDENCE CITY

URGENT rachat, pour dirigeants
arrangements d'importantes groupes
privés ou publics. LUXE, HAUTE
FRAÎCHESMENT MEUBLES
DURÉE 1 A 2 ANS.
LOYERS GARANTIS.

Ecrire sous n° 83656
LE MONDE FINANCIER

bureaux

EMPLOYMENT LEGAL
Pris : 3 Mds
Tél. : 04-71-00-09-89.
ESPACES RIVES

LONDRES 18, URGENT
Meuble 3 ch., Evr., Jardi, pros, pas
Proximité lieu, bus, city, centre
proprement meublé.
Tél. : 19-44-71-241-0250
ou Paris : 45-85-24-84.

**MAGAZINE
SENIORS**
charité
JEUNE RÉDACTEUR
ET AL.

Motivé avec beaucoup
d'immigration et d'initiative.

Tél. 40-35-63-54

ou meubles du studio au 7 P.
**POUR CADRES, DIRIGEANTS
DE SOCIÉTÉS ET BANQUES**
47, rue Vauvray Paris-7e
Tél. : 42-22-90-70

CHAMPS-ÉLYSÉES
Loux direct 1 bureau +
46-63-17-27

Manager l'administration de notre Service juridique

*Une expérience unique
pour un administrateur
à dimension européenne.*

A partir d'avril 1992, des millions de visiteurs découvriront la magie d'Euro Disney. Nos 12 000 collaborateurs, regroupés sur un site de 2 000 hectares, devront alors évoluer dans un cadre juridique parfait.

Rattaché au Directeur de la Division Juridique, à la tête d'une petite équipe, vous mettrez en place l'administration et l'organisation quotidienne de la cellule juridique en interface avec nos différents départements (Informatique, Finances, Ressources Humaines, Services Généraux...) et nos cabinets juridiques externes.

A 30 ans minimum, vous avez de préférence une expérience similaire de 3 ans ou plus en cabinet ou en département juridique où vous avez appréhendé les politiques et les procédures.

Au-delà de vos compétences d'administrateur et d'organisateur, vous avez un excellent sens du contact et des relations humaines. Vos aptitudes à l'organisation et vos capacités à communiquer (écrites ou orales) sont des atouts essentiels. Bien sûr, vous parlez parfaitement l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. LG/1217/01/1M, à Euro Disney, Service Recrutement, BP 110, F 77777 Marne-la-Vallée Cedex 4.

3615 sans frais
EURODISNEY



Euro Disney

les professionnels de l'imagination

MARCHÉS FINANCIERS

La liste des bénéficiaires des scandales financiers rendue publique

La plupart des grandes sociétés japonaises ont été dédommées de leurs pertes boursières

Le quotidien économique *Nihon Keizai* a publié, lundi 29 juillet, la liste des sociétés ayant bénéficié de la part des maisons de titres de dédommagements destinés à compenser les pertes subies par la chute des cours en Bourse. Figurent dans cette liste les principales entreprises japonaises, des organismes publics et des sociétés financières. D'autre part, le secrétaire au Trésor américain, M. Nicholas Brady, a rendu hommage au ministre des finances japonais, M. Ryutaro Hashimoto, menacé par ce scandale boursier, dans une interview publiée le 27 juillet par le *New York Times*.

TOKYO

de notre correspondant

Alors que se poursuivait depuis une semaine un étrange « pas de deux » entre les autorités — apparemment sensibles au mécontentement de l'opinion publique et favorables à la révélation des noms des sociétés bénéficiaires des largesses des maisons de titres, mais demandant toutefois à celles-ci d'y procéder à leur place — et les milieux d'affaires récalcitrants, dont une partie défendait le « secret des affaires », le *Nihon Keizai* a inopinément penché du côté de ceux qui souhaitent un peu plus de transparence. Il a publié, lundi 29 juillet, une liste des bénéficiaires des indemnités indues.

Le « gotha » industriel

Ces dédommagements sont à l'origine d'un mouvement de bourse, qui a déjà fortement entamé la réputation des brokers japonais et a provoqué la démission des présidents des quatre plus grandes d'entre elles. Obtenir de « source informée » — vraisemblablement le ministère des finances — cette liste est composée de cent quatre-vingt-sept

sociétés et administrations. Aucun nom d'homme politique n'y figure. Ce qui peut paraître étrange lorsque l'on connaît leurs mœurs...

Le « gotha » industriel, qui, à en croire une enquête auprès des plus grandes entreprises japonaises publiée dimanche par le *Mainichi*, n'aurait jamais reçu le moindre dédommagement, y est bien représenté : Matsushita (4 milliards d'indemnités), Hitachi (3 milliards), Toyota (1,5 milliard), Nissan (2 milliards), la maison de commerce Marubeni et ses filiales aux États-Unis, à Hongkong et à Panama (6 milliards). Bref, toutes les entreprises dont il était de notoriété publique depuis plusieurs années qu'elles tiraient une bonne partie de leurs profits de ce qu'il était convenu d'appeler *zaibatsu* (expression forgée du mot signifiant « biens » accolé au vocabulaire anglais « technology »), c'est-à-dire l'affairisme qui se développe à la faveur de « bulles financières » alimentées par les spéculations foncières et immobilières qui eussent le Japon.

On trouve aussi parmi les bénéficiaires des indemnités certaines entreprises du secteur sidérurgique qui, pourtant, pensait-on, ne s'étaient pas lancées dans la *zaibatsu* : c'est le cas de Kawasaki Steel, de Sumitomo Steel et d'une filiale chimique de Nippon Steel (Shin Nissei Kagaku).

Parmi les organismes publics qui s'étaient aussi adonnés à la spéculation figurent une caisse des retraites (5,3 milliards de compensation), des collectivités locales et une mutuelle des écoles publiques. En ce qui concerne les établissements financiers, il s'agit essentiellement de banques locales, à l'exception de la banque de Saïtama (qui a fusionné depuis avec la banque Kyowa). On compte enfin de nombreuses sociétés de placement, dont certaines ont subi des sociétés fantômes (30 % du total de celles figurant sur la liste de Nomura Securities, la première maison de titres japonaise).

Ph. P.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du vendredi 26 juillet 1991.

DES DECRETS

N° 91-712 du 23 juillet 1991 modifiant le décret n° 89-826 du 9 novembre 1989 portant attribution d'une indemnité spéciale aux instituteurs affectés dans les établissements régionaux d'enseignement adapté et les écoles régionales du premier degré, aux instituteurs affectés dans les sections d'éducation spécialisée, aux directeurs adjoints chargés de section d'éducation spécialisée et aux instituteurs affectés au Centre national d'enseignement à distance.

N° 91-713 du 23 juillet 1991 modifiant le décret n° 83-644 du 8 juillet 1983 portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales aux directeurs d'école maternelle et élémentaire et aux directeurs d'établissement spécialisés.

N° 91-174 du 23 juillet 1991 modifiant le décret n° 89-823 du 9 novembre 1989 portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales de remplacement aux personnels assurant des remplacements dans le premier et le second degré.

Sont publiés au *Journal officiel* du lundi 29 juillet 1991.

DES DECRETS

N° 91-723 du 28 juillet 1991 portant modification du livre III du code des assurances.

N° 91-730 du 23 juillet 1991 modifiant le titre IV du livre II du code de travail (deuxième partie : décrets en Conseil d'Etat) et relatif à la médecine du travail des salariés temporaires.

N° 91-731 du 23 juillet 1991 relatif à l'équipage et à la conduite des bateaux circulant ou stationnant sur les eaux intérieures.

Du 26 juillet 1991 approuvant le plan de sauvetage et de mise en valeur du secteur sauvegardé du VII^e arrondissement de Paris.

N° 91-732 du 26 juillet relatif à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



BANCO DE SANTANDER

Le bénéfice net consolidé avant impôt pour le premier semestre écoulé le 30 juin 1991 atteint 5 508,6 millions, en augmentation de presque 22 % sur la même période de 1990.

Le rendement des actifs est passé à 1,55 % (contre 1,49 % en 1990). Le bénéfice net consolidé ressort en hausse de 20,3 % à 5 371,2 millions. Par rapport à 1990 sur la même période, la marge financière a progressé de 9,81 % à 5 912,4 millions. La marge d'exploitation a augmenté de 10,09 %.

Dans sa lettre aux actionnaires, le président Emilio Botín a déclaré que le produit des ventes sera majoritairement réinvesti dans le renforcement de la présence de la banque sur le marché intérieur espagnol. Commentant la récente émission de bons convertibles (1 400 000 millions) qui a été réalisée dans huit pays d'Europe ainsi qu'aux USA et au Japon, le président a ajouté : « Grâce à cette opération, le Groupe Santander a renforcé ses fonds propres. Il se trouve ainsi en excellente position pour bénéficier des opportunités d'investissement qui reflètent ses critères traditionnels de prudence et de rentabilité ».

Avec des actifs d'une valeur de 5 55 milliards, la Banque affichait un revenu net de 5 657,92 millions pour 1990, soit une augmentation de 19,2 % sur l'année précédente. Sa croissance en moyenne sur les cinq dernières années s'établit à 30 %. Grâce à son réseau de 1 650 bureaux dans trente pays, le Groupe est au premier rang des banques espagnoles en nombre d'acteurs et au second rang en termes d'actifs et de profits. Sa capitalisation boursière dépasse 5 milliards.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

18 juillet 1991

Total actif	899 242
dont	
Or	172 747
Disponibilités à vue à l'étranger	128 357
Emprunts	59 122
Avances au Fonds de stabilisation des changes	15 335
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	60 988
Concours au Trésor public	41 330
Titres d'Etat (bons et obligations)	58 086
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	884
Effets en circulation	99 661
Effets en cours de recouvrement	38 441
Total passif	899 242
dont	
Billets en circulation	262 742
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	57 321
Compte courant du Trésor public	32 594
Reprises de liquidités	10 210
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 722
Emprunts au Fonds européen de coopération monétaire	59 470
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	198 074

TAUX DES OPERATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9 %
Taux des pensions de 5 à 12 mois	10 %
Taux des avances sur titres...	12 %

HONGKONG

Nouveau contrat à terme sur indice

La Bourse de Hongkong lancera à partir du 2 septembre un nouveau contrat à terme portant sur le sous-indice des valeurs immobilières de la place financière. « Etant donné l'intérêt porté au développement des valeurs immobilières, nous croyons que les investisseurs de Hongkong trouveront ce contrat très intéressant », a déclaré M. Gary Kwok, responsable exécutif de la Bourse.

Les Immobilières sont très recherchées en ce moment en raison de la prochaine construction de l'aéroport de la colonie. Il y a une dizaine de jours, les autorités avaient lancé le premier contrat de ce type sur les sous-indices des valeurs commerciales et industrielles.

Des contrats sur les deux autres indices de la Bourse de Hongkong, ceux des finances et des services publics, devraient être proposés pour le quatrième trimestre de cette année.

FAITS ET RESULTATS

Amende record pour Tetra Pak. — La Commission européenne a infligé au groupe suédois d'emballage Tetra Pak (25 milliards de francs de chiffre d'affaires réalisé pour moitié en Europe) une amende record de 75 millions d'eus (513 millions de francs) pour abus de position dominante et violation des règles communautaires en matière de concurrence. Numéro un mondial du conditionnement du lait, le groupe basé en Suisse est accusé d'avoir cherché à éliminer ses concurrents en imposant des clauses restrictives à ses clients dans ses contrats. Tetra Pak a annoncé jeudi 25 juillet son intention de faire appel.

Précis outre son capital au Crédit lyonnais. — Précis, une entreprise ardoise spécialisée dans le paysage industriel, a ouvert son capital à hauteur de 15,4 % au Crédit lyonnais, via ses filiales Chivert (10,26 %) et Compagnie financière Rhône-Alpes (5,13 %). Cette participation a été acquise auprès de l'actuel PDG, M. Jean Echaravi, qui conserve toutefois le contrôle de la société. La cession de ce bloc de titres a permis de faire entrer un autre investisseur, non nommé, dans le capital, à hauteur de 1,6 %. Précis a déposé l'an dernier un bénéfice net de 19 millions de francs pour un chiffre d'affaires consolidé de 170 millions de francs.

Phoenix cède sa filiale Palladium à ses salariés. — Le groupe allemand Phoenix SA, spécialisé dans le caoutchouc, a vendu sa filiale française Palladium à son personnel, a indiqué la banque Paribas dans un communiqué. Le montant de la vente n'a pas été révélé. Palladium, basée à Pont-de-Cherry dans l'Aisne, est spécialisée dans la production et la distribution de chaussures de loisirs. En 1990, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 170 millions de francs et déposé un bénéfice net de 6 millions.

ABB va construire deux centrales nucléaires en Corée du Sud. — Le groupe belvo-suédois Asea Brown Boveri (ABB), numéro un mondial pour l'électromécanique, a conclu avec Korea Electric

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices principaux de base 100 : 26 décembre 1990

19-7-91 26-7-91

Valeurs françaises, à rev. variable	113,2	113,9
Valeurs industrielles	116,0	116,1
Valeurs étrangères	122,5	119,8
Phénix-Europe	128,2	128
Industrie, chimie, métallurgie	124,3	123,9
Electricité, électronique	107,4	107,2
Industrie et services	116,0	115,4
Ind. de conc. non alt.	115,9	115,6
Agglomération	121	121,2
Industrie, biens, services	112,3	112,1
Assurances	108	108
Industrie et services	113,2	113,9
Secteur	107,2	107,7
Industrie et services	104,4	104,7

Base 100 : 26 décembre 1990

Valeurs françaises, à rev. fixe	104,4	104,1
Emprunts d'Etat	104,3	104,4
Emprunts étrangers et assimilés	104,2	103,9
Relevés	103,9	103,7

Base 100 en 1949

Valeurs françaises, à rev. variable	2 823,1	2 886,9
Valeurs étrangères	4 597,2	4 452,8

Base 100 en 1972

Valeurs françaises, à rev. variable	854,8	858,1
Valeurs étrangères	612	595,9

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice global	457,8	459,7
Produits de base	406,8	408
Construction	453,5	457,8
Industrie et services	454,8	457,8
Industrie de conc. non alt.	454,8	457,8
Industrie et services	454,8	457,8
Secteur	454,8	457,8
Sociétés de la zone franc	454,8	457,8
Valeurs industrielles	454,8	457,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

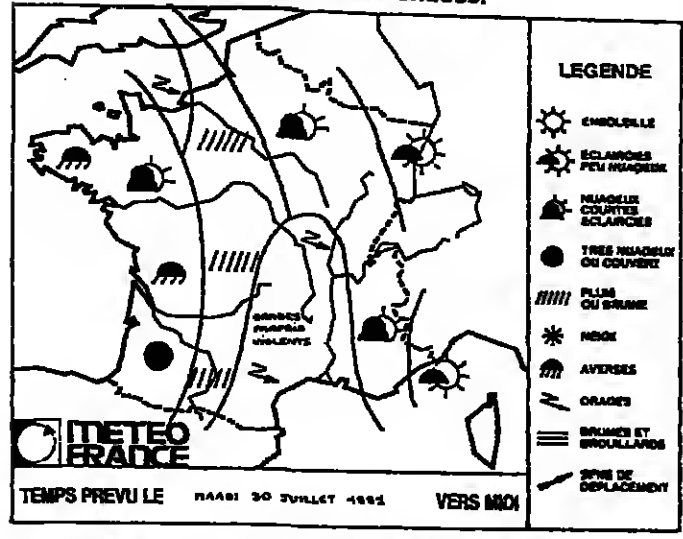
Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8

Base 100 : 31 décembre 1980

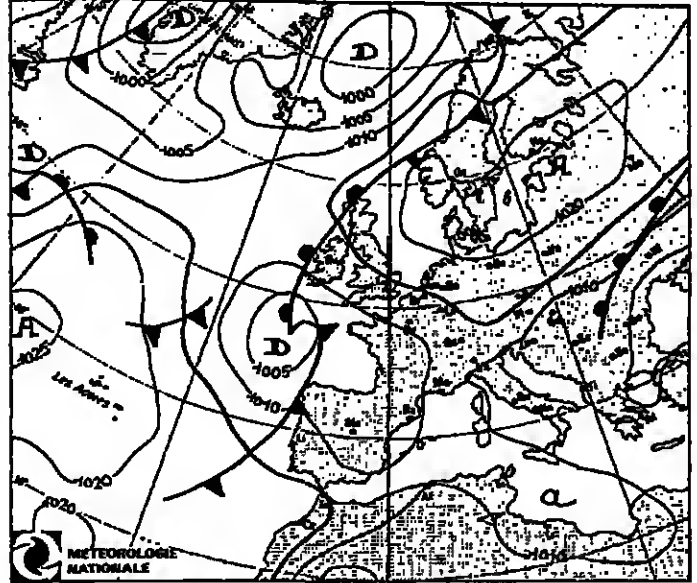
Valeurs françaises, à rev. fixe	117,2	116,9
Emprunts d'Etat	117,2	116,9
Emprunts étrangers et assimilés	117,2	116,9
Secteur	118	116,8</

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 30 juillet 1991
Orages et fortes ondées.

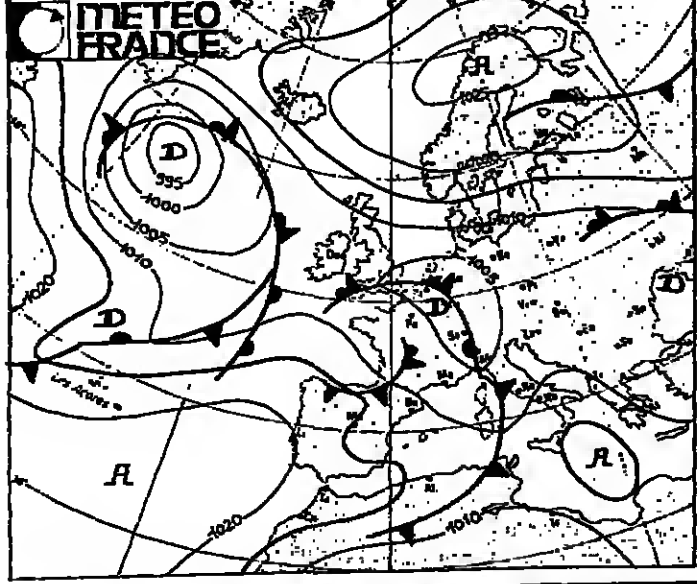


SITUATION LE 29 JUILLET 1991 A 0 HEURE TU



Ce mois de juillet se terminera mercredi sur un ciel très chargé avec des orages sur les régions de la moitié est et des ondées ailleurs. En revanche, le mois d'août débutera sous le soleil avec des températures qui seront en nette hausse. Mercredi : des orages à l'est. - En début de journée, des orages sur les régions du Nord-Est et du Centre-Est. L'après-midi, cette activité orageuse s'éloignera, mais le ciel restera tout de même très nuageux. Sur la Provence-Côte d'Azur, les Alpes et la Corse, le temps sera orageux du matin jusqu'au soir. Carènes de ces orages pourront être violents, accompagnés de grêle et de fortes rafales. Avec la levée de la tramontane et du vent du nord en vallée du Rhône, le temps s'améliorera sur la Langue-doc.

Prévisions pour le 31 juillet 1991 à 12 heures TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 29-7-91

FRANCE		ÉTRANGER		LUXEMBOURG	
ALGER	25 15 D	ALGER	25 15 D	LUXEMBOURG	24 18 D
BARCELONE	25 15 D	BARCELONE	25 15 D	MADRID	24 18 D
BORDAUX	22 15 D	BORDAUX	22 15 D	MARSEILLE	25 18 D
BRESCIA	22 15 D	BRESCIA	22 15 D	MILAN	22 18 C
CARIN	22 15 D	CARIN	22 15 D	MONTREAL	21 10 D
CHERBOURG	22 15 D	CHERBOURG	22 15 D	MOSCOW	19 10 D
CLERMONT-F	22 15 D	CLERMONT-F	22 15 D	NADROU	21 13 C
DJON	22 15 D	DJON	22 15 D	NEW-DELI	28 25 C
GRENOBLE	22 15 D	GRENOBLE	22 15 D	NEW-YORK	25 18 C
LILLE	22 15 D	LILLE	22 15 D	OSLO	24 18 C
LIMOGES	22 15 D	LIMOGES	22 15 D	PALMA-DE-MAJ	28 25 C
LYON	22 15 D	LYON	22 15 D	PARIS	22 18 D
MARSEILLE	22 15 D	MARSEILLE	22 15 D	RODRIGUES	25 18 D
NANCY	22 15 D	NANCY	22 15 D	ROSE	27 21 D
NICE	22 15 D	NICE	22 15 D	SINGAPOUR	33 27 C
PARIS-MONTS	22 15 D	PARIS-MONTS	22 15 D	STOCKHOLM	22 15 D
PAU	22 15 D	PAU	22 15 D	SYDNEY	17 9 D
PERPIGNAN	22 15 D	PERPIGNAN	22 15 D	TOKYO	27 21 D
RENNES	22 15 D	RENNES	22 15 D	TURIN	25 18 D
STRASBOURG	22 15 D	STRASBOURG	22 15 D	VIENNE	22 21 D
				VIENTIANE	22 21 D

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 29 juillet

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻ Chef-d'œuvre ou classique.

- TF 1**
- 20.40 Divertissement : Les Soirées du rire.
 - 20.50 Variétés : Surprises sur scène. Les médiums moments : Jean-Pierre Foucault, Michèle Der, Françoise Lopez, Marlene Jobert, Yvette Horner, Serge Lama.
 - 21.55 Divertissement : Les Amateurs.
 - 22.35 Série : Duo d'acier.
 - 23.30 Magazine : Minuit sport. Spécial Paris-Montou-Pékin.
 - 0.25 Journal, Météo et Bourse.
 - 0.40 Au trot.
 - 1.10 Feuilleton : C'est déjà demain.
 - 1.35 Info revue.
- A 2**
- 20.45 Série : Seulement par amour. Clara, d'Andrea et Antonio Frazz (3-4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-218

Le président Bush attend toujours la réponse d'Israël

Il a ajouté qu'il ne céderait pas sur la question de la restitution des territoires occupés - « céder serait capituler » - mais qu'il n'excluait pas la possibilité d'entretiens bilatéraux avec Israël sur ces territoires, dans le cadre de la conférence. - (AFP-Reuter.)

M. Longuet propose de réserver le RMI aux Français

Le même jour, dans son discours de clôture de l'université d'été du Front national de la jeunesse, M. Jeun-Marie Le Pen a « félicité M. Longuet pour sa tardive découverte », en jugeant, aussi, que ce dernier « venait tardivement à la soupe de l'immigration ».

Rupture entre Carat et Eurocom

En revnnebe, assure-t-on chez Eurocom, ses résultats financiers ne devraient pas être affectés : l'alliance avec Carat ne représentait que 6 % de son chiffre d'affaires européen (9,8 milliards de francs). Enfin, ce rebondissement va donner une acuité nouvelle à l'enquête sur les pratiques publicitaires menée par le Conseil de la concurrence et aux conclusions qu'il devrait en tirer à la fin de cet été.

Eurocom avait refusé de voter cette augmentation de capital, qui réduisait sa part à 10,9 % au lieu des 14,9 % qu'elle possédait en 1989, à parité avec la part détenue par la France.

Y.-M. L.

**Le numéro du « Monde »
daté 29 juillet 1991
a été tiré à 483 884 exemplaires.**

Les critiques de M. Moubarak ont jeté le trouble à Jérusalem

Vingt-deux morts dans une fusillade liée à la guerre des cartels de la drogue

Au moins vingt-deux personnes ont été tués et plusieurs autres blessés, samedi 27 juillet, par une quinzaine d'inconnus qui ont fait irruption dans un bar de la banlieue de Cali (sud-ouest du pays) en ont tiré sur les clients, ont fait prendre la fuite. Selon la police, cette tuerie — le troisième à Cali en moins d'un an — est vraisemblablement liée à la guerre que se font les deux groupes armés de la drogue du pays, ceux de Medellin et de Cali, qui se disputent le marché américain de la cocaïne. Les forces de l'ordre avaient été alertées quelques jours auparavant par des témoins d'une bande de tueurs du cartel de Medellin, dont le chef, Pablo Escobar, est soupçonné de commandement des attentats depuis le prison d'El Valle, consacré le 19 juillet, à l'AFP, Reuters.

La question de savoir si l'on est à la veille de «résultats concrets» au Proche-Orient avec la convocation de la conférence de paix reste pour l'instant sans réponse. Le problème de la représentation palestinienne, avec la participation ou non d'une personnalité de Jérusalem-Est, n'est toujours pas réglée. A Jérusalem, on a craint qu'au sommet de Moscou MM. Gorbatchev et Bush ne mettent Israël devant le fait accompli en adressant les invitations à la conférence de paix.

C'est peut-être pour écarter cette possibilité que le ministre de la défense, M. Moshé Arens, a déclaré à la chaîne américaine de télévision ABC que ce n'était plus une question « formelle » et que « la réponse israélienne aux propositions américaines était en principe positive ». On estime à présent à Jérusalem que MM. Gorbatchev et Bush devraient se contenter de se féliciter des perspectives de paix au Proche-Orient, mais on est prêt aussi à toute éventualité.

HENRI BAINVOL

UNE FEMME :
- "CHEZ RODIN,
IL Y A UN
MONDE FOU!"

SON AMIE :
- "FORCÉMENT
ILS OFFRENT
LEURS TISSUS
A DES
PRIX "FOUS"..
SOLDES-COUPONS!
(MODE ET DÉCORATION)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

■ M. Alain Aulicère a nommé directeur de la Caisse nationale des monuments historiques, M. Alain Aulicère a nommé directeur de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, par un décret du ministre de la culture paru au *Journal officiel* du 28 juillet. Il remplace M. Michel Colardelle, devenu fin juin directeur de cabinet de M^{me} Frédérique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports. Agé de cinquante et un ans, M. Aulicère était depuis avril 1989 directeur général de la Société française de Production (SFP).

□ **SMT-Goupil** : Le Parquet de Crèteil ouvre une information contre M. Claude Perdrillat. - Le parquet de Crèteil a ouvert, lundi 29 juillet, une information judiciaire contre M. Claude Perdrillat, ex-dirigeant de la société informatique SMT Goupil, pour faux et usage de faux, complicité, présentation de faux bilans, distribution de dividendes fictifs et diffusion de fausses nouvelles.

□ Changements de directeurs régionaux à RFO. — RFO, la radio-télévision française d'outre-mer, a annoncé la démission à partir du 1^{er} septembre de Max Albert Briand, directeur régional en Nouvelle-Calédonie, aux mêmes fonctions en Polynésie française. Max Albert Briand, actuel rédacteur en chef de RFO-Tahiti, le remplace en Nouvelle-Calédonie. Enfin, Roger Surjus, rédacteur en chef de RFO-Pa, est nommé directeur régional de RFO-Guadeloupe. A Paris, Walles Kutra, chef du service public de la documentation de la rédaction, est nommé rédacteur en chef et Marijot Alé, présentatrice de l'émission « Capitales » de FR3-Paris-Ile-de-France, devient rédacteur en chef adjoint.

Trois décès d'adolescents sur quatre sont dus à un accident

au cours du week-end et le vendredi soir. L'étude montre que, « sur le plan international, la situation en France de l'insécurité routière est d'autant plus défavorable que l'âge augmente » et que, de ce point de vue, « l'écart se creuse avec nos voisins européens ».

Devant de tels chiffres, constate M. Assailly, « l'absence quasi-totale de référence à l'accident de la route dans les ouvrages de psychologie sur les « risques » spécifiques de l'adolescence est une bien curieuse lacune ». Il cite en particulier le cas d'un des derniers ouvrages importants sur l'adolescence – le *Handbook of adolescent psychology* de Van Hasselt et Hersen – qui, dans le chapitre « risques spécifiques », ne mentionne que la délinquance, le suicide, l'existence d'un déficit intellectuel, la schizophrénie et les troubles des conduites alimentaires. Comme si les accidents de la route étaient considérés comme une fatalité.

(1) № 27, 8 juillet 1991

« Le terme d'hécatombe ne paraît pas trop fort pour évoquer ce problème », affirme M. J.-P. Assailly (Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité), qui rend publiques certaines données statistiques. Le Bulletin épidémiologique hebdomadaire (1). S'il ne faut pas sous-estimer l'importance des noyades, intoxications, chutes, brûlures et autres accidents par armes à feu, il apparaît que les accidents de circulation sont ceux dont le nombre est en corrélation avec la morbidité des jeunes, la plus importante. On constate une très forte augmentation à partir de l'âge de quatorze ans (due aux accidents de cyclomoteur, mais aussi à une surimprégnation des accidents en tant que passagers de véhicules motorisés) et qu'ils pourraient être plus fréquemment passagers de jeunes conducteurs ou de conducteurs alcoolisés.

Surmortalité et surmorbidity masculines s'accroissent avec l'âge.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 29 juillet

Poursuite du repli

Le mouvement de baisse amorcé vendredi 26 juillet s'est poursuivi lundi matin à la Bourse de Paris. En retrait de 0,46 % au début des transactions, les valeurs françaises n'ont cessé d'abandonner des fractions au fil des échanges. Aux alentours de 11 heures, l'indice CAC 40 s'inscrivait en repli de 0,72 %. Baisse de Ecco, Eurocom, Cerus. Hausse de CCMC, Codetel, Spie Belinmoll.

Le Monde
DE L'ÉDUCATION JUILLET/AOÛT 1991

UNIVERSITÉS
LES INSCRIPTIONS
EN PREMIÈRE ANNÉE

FAC par FAC
LES TAUX DE RÉUSSITE
AUX DEUG

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX